

LA REPRESENTATION DE LA COMMUNE DES ASTURIES

(OCTOBRE 1934)

DANS LA PRESSE FRANÇAISE DE GAUCHE

AURELIEN BERGER, sous la direction de ISABELLE RENAUDET

INTRODUCTION

Evoquer l'histoire de l'Espagne dans les années 1930 renvoie avant tout à la guerre civile qui mit un terme à l'expérience de la II^o République et préfigura à petite échelle la seconde guerre mondiale. La Guerre d'Espagne, par son ampleur et ses conséquences, a donc durablement marqué la mémoire de la gauche européenne et effacé, en France du moins, le souvenir de l'insurrection asturienne de 1934. Cet épisode représenta pourtant en son temps un événement majeur dont on se propose ici d'étudier les représentations à travers quelques organes de la presse de gauche française.

La « Commune des Asturies » est une insurrection qui éclate le 5 octobre 1934 dans une région minière située dans le nord de l'Espagne. Elle s'insère dans un mouvement de grève générale lancé par différents partis politiques et centrales syndicales contre la majorité qualifiée de réactionnaire, qui gouverne l'Espagne depuis les élections législatives de 1933. Elle échoue rapidement au bout de trois semaines.

Plusieurs raisons m'ont incité à vouloir travailler sur cet événement. Cet épisode, mal connu en France, préfigure (même si c'est dans un contexte différent) la résistance du peuple en armes durant l'été 1936. Cette révolte constitue en outre un tournant dans l'histoire de la II^o République espagnole, encore jeune et balbutiante. L'union des forces antifascistes à travers la constitution des Alliances Ouvrières qui donne son impulsion à l'insurrection renvoie enfin aux origines mêmes du Front populaire qui va l'emporter en Espagne lors des élections de février 1936. La Commune asturienne est donc un épisode majeur dans l'histoire de l'Espagne des années 1930.

A travers les sources que j'ai utilisées, c'est moins toutefois l'événement en lui-même que j'ai pu saisir que la représentation qui en est donnée. Ce n'est donc pas de l'histoire de la Commune asturienne dont il sera question ici, mais de son impact sur la gauche française. Dans cette perspective, cette insurrection est intéressante à analyser du fait de la résonance qu'elle a pu avoir en Europe en s'inscrivant comme un exemple dans la lutte des mouvements antifascistes à l'échelle du continent .

La lecture que la presse de gauche française fait de la Commune asturienne s'inscrit en effet dans un contexte particulier. La crise économique de 1929 touche alors de plein fouet les pays les plus industrialisés d'Europe. Le chômage est au plus haut et les classes moyennes et populaires sont les plus touchées. Le mouvement ouvrier se renforce de cette crise et les organisations qui le composent sont de plus en plus influentes dans la vie politique. Parallèlement aux organisations syndicales, les partis politiques de gauche, socialistes principalement, accroissent leur électorat un peu partout en Europe. Cependant c'est la montée d'une autre idéologie qui va marquer le début des années trente. En janvier 1933, Hitler arrive au pouvoir en Allemagne, Mussolini est déjà à la tête de l'Italie depuis octobre 1922. La montée du fascisme occupe alors une place centrale dans la vie politique européenne. A la crise économique et sociale s'ajoute une crise politique et diplomatique qui augmente en intensité de 1933 à 1939.

Face à cette prépondérance des forces fasciste et nazie, la classe ouvrière a tendance à radicaliser son idéologie. On assiste au début des années trente à un tournant révolutionnaire, dans les méthodes et les modes d'action, d'une partie des organisations socialistes européennes, qui sortent du réformisme et se tournent vers l'option révolutionnaire. En février 1934 éclate l'insurrection de Vienne. Cette révolte est organisée par les sociaux-démocrates autrichiens qui sont alors au pouvoir dans la ville. Ceux-ci ont une influence si importante dans la capitale que leurs réalisations sociales ont donné à la ville le surnom de « Vienne la Rouge ». Face à la montée de l'austrofascisme en la personne du chancelier Dolfuss, le parti social-démocrate autrichien, le SADP (Sozialistische Demokratische Arbeiter Partei), crée une fraction militaire en son sein. Le 12 février, alors qu'en France la classe ouvrière est en grève générale en réponse au coup de force fasciste du 6 février, l'organisation militaire de la social-démocratie autrichienne, le Schutzbund, exacerbée par les provocations fascistes ouvre le feu. Les combats durent à Vienne une semaine, et se terminent par la victoire des fascistes.

Cette forte présence du fascisme en Europe en 1934 met la classe ouvrière française face à la réalité concrète de cette idéologie. L'émeute française du 6 février, puis la Commune viennoise le même mois et enfin la Commune des Asturies à la fin de l'année représentent

trois épisodes d'essence fasciste qui s'abattent sur les démocraties d'Europe en moins d'un an et ce dans des contextes bien différents. En effet le contexte socio-économique de l'Espagne diffère sur bien des points de celui de la France ou de l'Autriche. Bien moins industrialisé, le pays est encore très largement dominé par une économie agraire qui repose sur la grande propriété terrienne. Seules trois régions sont en voie d'industrialisation, la Catalogne, une partie du pays Basque et des Asturies. Le prolétariat industriel y est développé, ailleurs la majorité des classes populaires est composée de salariés de l'artisanat, d'ouvriers agricoles journaliers ou de paysans sans terre. C'est pourtant dans ce contexte économique et social quasi-féodal que se déroule en octobre 1934 l'insurrection asturienne.

Dans ce contexte, les forces de gauche à l'échelle de l'Europe prennent donc progressivement conscience de la nécessité de s'unir pour mieux résister au péril fasciste. De cette évolution témoigne en particulier dès janvier 1934 le XVII^e congrès du parti communiste en URSS qui met à l'ordre du jour la question de la constitution d'un front antifasciste. Cette nouvelle stratégie visant à tendre la main aux autres formations de gauche et même aux organisations « bourgeoises » est relayée par l'Internationale Communiste auprès des différents partis nationaux qu'elle contrôle. Signalons que sur le terrain, les militants ont souvent anticipé les consignes des appareils en ayant déjà lutté ensemble contre les fascistes de tout bord.

L'un des objectifs essentiels de ce travail sera donc de montrer la signification que revêt la Commune asturienne pour la presse de gauche en tant qu'exemple de lutte antifasciste révolutionnaire.

S'il convient de donner toute son importance à la conjoncture dans laquelle s'insère cet événement pour comprendre la lecture qui en est faite depuis la France, prendre en compte le poids des idéologies et des cultures politiques caractéristiques de chacune des tendances de la gauche française est également indispensable. On peut dire en ce sens que l'insurrection asturienne renvoie aussi la gauche française à sa propre histoire et à ses propres divisions. Par un effet de miroir, la Commune asturienne fait écho en effet à la Commune parisienne. L'insurrection qui éclate dans les Asturies conquiert cette appellation dès les premiers jours de son existence. Ce terme est chargé d'histoire et de symboles pour la gauche. La Commune de Paris de 1871 a durablement marqué l'histoire du socialisme européen et français. L'utilisation de ce terme pour qualifier une insurrection populaire est donc lourde de significations dans la France de l'entre-deux guerres. L'impact de cette expression sur la classe ouvrière française par l'intermédiaire de sa presse, est considérable : il rappelle

l'histoire révolutionnaire française et européenne et insuffle un élan d'optimisme dans ses rangs.

Si la gauche française vit (ou revit) par procuration à travers les événements d'octobre 1934 un épisode de sa propre histoire, elle projette aussi sur l'insurrection asturienne ses propres querelles. En quoi l'épisode espagnol cristallise-t-il les débats qui continuent à diviser la gauche en Europe, malgré les tentatives de rapprochement qui ont pu s'esquisser en son sein ? Autour de quelles questions se nouent ces divergences, comment celles-ci s'expriment-elles ? Dans quelle mesure l'attachement aux doctrines prévaut-il sur l'action commune à mener dont on a vu qu'elle était dictée par la conjoncture ? Autant de points qu'il conviendra d'éclairer, surtout quand l'on sait que ce sont ces mêmes querelles qui expliquent en partie l'échec du camp républicain en 1939...

En ayant limité l'analyse de l'événement à la seule presse de gauche, c'est l'image donnée de l'insurrection et diffusée au sein du prolétariat français et dans une moindre mesure des classes moyennes qui a été privilégiée. Plusieurs organes ont servi à conduire cette étude : *Le Populaire*, organe des socialistes français de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière), *L'Humanité*, organe central du Parti Communiste Français, ainsi qu'un certain nombre de périodiques anarchistes parmi lesquels *Le Libertaire*, *Le Combat Syndicaliste* ou encore *Terre Libre*. Nous avons effectué le dépouillement systématique des articles de ces périodiques sur la période chronologique correspondant à l'événement traité, soit du 5 octobre au 30 novembre 1934, que nous avons élargie en amont (septembre 1934) et en aval (jusqu'à mars 1935) pour ne rien négliger. Cela nous a conduit à construire un corpus de 300 articles que nous avons pu ensuite analyser.

Après avoir présenté le cadre général de l'étude, deux parties seront consacrées à l'analyse de l'événement par la presse de gauche française : l'une s'articulera autour des acteurs et des réalisations de la Commune asturienne, l'autre autour de la question de son échec.

Chapitre 1

LA COMMUNE DES ASTURIES : UN EVENEMENT REGIONAL AUX RESONANCES NATIONALES ET INTERNATIONALES DE GRANDE AMPLEUR

L'objectif de cette première partie est double. Il s'agit tout d'abord de présenter la situation politique de l'Espagne en 1934 et de brosser le contexte dans lequel la Commune des Asturies éclate. Il s'agit en outre de mesurer la portée qu'a pu avoir un tel événement pour la presse de gauche française. Nous reviendrons donc brièvement sur le contexte politique et social français, puis nous présenterons les organes de presse dont nos sources sont extraites ainsi que les différents partis de la gauche qui leur sont liés.

I / Un sujet à la croisée de l'histoire politique espagnole et française

A. L'Espagne en 1934

1. De la République du 14 avril 1931 au retour de la droite en novembre 1933

L'histoire de l'Espagne contemporaine est marquée par une grande instabilité sur le plan politique. La période de la Restauration qui s'ouvre en 1875 met certes un terme à l'ère des *pronunciamientos*, mais la fin des troubles est davantage le fait du contrôle exercé par les élites sur les institutions qu'elle ne traduit l'instauration d'une véritable paix civile. Le discrédit dans lequel le régime est tombé explique que la première dictature espagnole du XX^{ème} siècle ne suscite que peu de résistances. En 1923, Primo de Rivera instaure donc un nouveau régime, mais le dictateur s'avère impuissant à moderniser le pays selon les principes du régénérationisme. Il démissionne donc le 30 janvier 1930, face à une désaffection grandissante à l'égard du régime et devant la menace d'un *pronunciamiento* militaire. Le roi Alphonse XIII tente alors de sauvegarder ce qu'il peut d'une monarchie vacillante et charge le général Berenguer de rétablir les principes constitutionnels afin de tenter une transition vers un régime de monarchie parlementaire.

Parallèlement, la contestation républicaine s'est renforcée en Espagne sous l'influence grandissante d'une nouvelle classe d'intellectuels. Cette opposition s'est en effet unifiée en

concluant des pactes fédérant ses divers courants, dont notamment celui de Saint-Sébastien dès août 1930. Toutes les tendances démocratiques du pays participent à l'élaboration de ce pacte : les catholiques modérés ralliés (Miguel Maura, Niceto Alcalá Zamora), les radicaux (Alejandro Lerroux, Diego Martínez Barrio), les socialistes (Largo Caballero, Indalecio Prieto, Fernando de los Rios), les autonomistes catalans (Nicolau d'Olwer) et les hommes politiques de la nouvelle génération (Manuel Azaña, Marcelino Domingo, Casares Quiroga)¹. Même les anarchistes et anarcho-syndicalistes de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) et de la CNT (Confédération Nationale du Travail) sont présents à cette réunion ; ils y sont en tant qu'observateurs et ne signeront pas le pacte mais ne s'y opposeront pas non plus².

Alphonse XIII et le général Berenguer organisent donc en avril 1931 des élections municipales tentant ainsi de revenir à la légalité constitutionnelle. Ils font le pari que le caciquisme³ leur assurera le contrôle du pays de nouveau. Or le 12 avril, à la surprise générale, la gauche républicaine l'emporte largement. Dans les grandes villes la victoire est effective pour les républicains et socialistes de l'opposition, et même si les monarchistes gardent l'avantage dans les campagnes (influence du caciquisme), le résultat du vote est interprété comme une victoire des républicains et des socialistes donnée par le pays réel. Ce désaveu pour le roi entraîne quasi-immédiatement la démission des ministres en poste, inquiets face à l'agitation qui s'est alors déclarée dans les grandes villes comme Madrid ou Barcelone. Le 14 avril la seconde République espagnole est proclamée, Alphonse XIII accepte de se démettre de ses fonctions et un gouvernement provisoire est constitué avec des socialistes, des républicains et des autonomistes, sous la présidence du républicain catholique conservateur Alcalá Zamora.

Dans la foulée de cette « révolution pacifique »⁴ que fut la proclamation de la seconde République, sont organisées en juin 1931 des élections législatives. Malgré un taux d'abstention encore important (près de 35%) qui reflète l'influence anarchiste, la coalition gouvernementale remporte un large succès avec 306 sièges sur 484, dont plus de la moitié pour les socialistes. La droite ne compte dans cette assemblée que 85 sièges, le reste étant de centre-droit. La période qui suit ces élections, de juin 1931 à novembre 1933, est appelée par l'historiographie contemporaine « *bienio* réformateur », en opposition aux deux années

¹ Anne Dulphy, *Histoire de l'Espagne de 1814 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2005, p. 35.

A. Broder, G. Chastagnaret, E. Témime, *Histoire de l'Espagne contemporaine*, Aubier, 1979.

² César M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969*, Seuil, Paris 1969, p. 63. Ouvrage réédité sous le titre *Le mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, Les Editions libertaires, Toulouse, 2006.

³ Les caciques sont des notables locaux qui contrôlent les élections au profit des partis dynastiques auxquels ils sont liés.

⁴ Anne Dulphy, *Histoire de l'Espagne...*, *op. cit.*, p. 35

suivantes, 1934-1935, qualifiées de « *bienio negro* », caractérisées par la montée du fascisme, nous y reviendrons.

Le gouvernement républicain-socialiste au pouvoir de juin 1931 à novembre 1933 est confronté à des attaques tant sur sa droite, menées par les propriétaires agrariens, l'armée et l'Eglise, que sur sa gauche, menées par les anarchistes. En effet c'est dans cette contradiction que réside la défaite de ce gouvernement. Ses réformes s'attaquent principalement aux piliers de l'Ancien Régime espagnol (l'Eglise, l'armée, le système judiciaire et le centralisme castillan) et tardent à s'occuper des problèmes sociaux et économiques qui préoccupent le peuple espagnol. La séparation de l'Eglise et de l'Etat ainsi que la réforme de l'armée ont pour résultat principal l'entrée de l'armée dans l'opposition alors que celle-ci se montrait aux premiers jours de la République dans une position attentiste. L'armée s'était en effet opposée à la dictature de Primo de Rivera sur la fin de celle-ci. Ainsi le gouvernement doit-il faire face sur sa droite à une tentative de *pronunciamiento* menée par le général Sanjurjo, chef de la Garde Civile, en août 1932. D'autre part, le manque de moyens de l'Institut de réforme agraire, le retard dans la mise en place de la redistribution des terres ainsi que la série de lois sur la défense de la République (qui suspend certaines libertés constitutionnelles en octobre 1932), sur l'ordre public (juillet 1933) et contre les vagabonds et malfaiteurs (qui frappe en fait les chômeurs, les grévistes, les « révolutionnaires professionnels » et concerne les délits politiques), dressent contre ce gouvernement les masses paysannes et ouvrières conduites par les anarchistes de la FAI et de la CNT⁵. Là encore le gouvernement au pouvoir doit faire face à l'agitation incessante des activistes anarchistes qui multiplient les coups de force, les attentats contre l'Eglise et les grèves révolutionnaires et insurrectionnelles (les plus célèbres étant celles du bassin minier du Haut-Llobregat et des campagnes d'Andalousie en janvier 1932 où le communisme libertaire fut instauré). Le point culminant de ces rapports de force entre le gouvernement républicain-socialiste et les anarchistes fut la grève andalouse de 1933 où la Garde d'assaut républicaine fut utilisée à des fins répressives, ce qui eut pour conséquence le massacre de Casas-Viejas. Les retombées de cet événement furent dramatiques pour l'unité du gouvernement ; en effet une partie du PSOE radicalisa alors son propos, se tournant vers la stratégie de la prise révolutionnaire du pouvoir (c'est le cas notamment de Largo Caballero). Cet événement coupa définitivement la République bourgeoise des masses populaires paysannes qui se tournèrent alors en masse vers l'anarchisme.

⁵ César M. Lorenzo, *Les anarchistes, op. cit.*, pp. 76-77

Pendant que le gouvernement socialiste tentait sans y arriver de contenir les ardeurs révolutionnaires anarchistes sur sa gauche, créant ainsi la division en son sein, la droite espagnole trouva une nouvelle impulsion en la personne de José-María Gil Robles. Au printemps 1933 celui-ci a en effet unifié la droite espagnole au sein de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA).

Face à l'éclatement de la coalition républicaine-socialiste, le président de la République Alcalá Zamora décide de dissoudre les *Cortes* en octobre 1933 et organise des élections législatives pour le 19 novembre. La droite et le centre-droit rassemblent alors la majorité des suffrages et un gouvernement composé d'agrariens, de radicaux se met en place, les cédistes n'y participent pas tout suite. On attribue communément au vote des femmes (en positif) et à l'abstention anarchiste (en négatif) les raisons de la victoire de la droite en novembre 1933⁶. On entre alors dans le « *bienio negro* ». Les réformes sont suspendues, l'armée est mise à l'honneur, on amnistie les initiateurs du coup d'Etat de 1932 (Sanjurjo), la réforme agraire est stoppée et la réforme scolaire ralentie. On assiste alors à une véritable flambée révolutionnaire des anarchistes qui tentent de renverser le pouvoir en décembre 1933 dans toute l'Espagne pour montrer à la gauche qu'ils ne font pas le jeu de la droite par leur position abstentionniste. Certaines régions proclament le communisme libertaire mais la répression est immédiate et la CNT accuse le coup avec des centaines de morts et des milliers de prisonniers⁷. Ces événements pèseront bien entendu dans le mouvement d'octobre 1934 et particulièrement sur l'attitude des anarchistes.

2. Les forces de gauche

Nous venons de le voir, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a acquis depuis sa création en 1879 une certaine force (avec 90.000 adhérents⁸) qui lui a permis de compter dans le gouvernement républicain-socialiste du « *bienio réformateur* ». La stratégie politique du PSOE a toujours reposé depuis sa création sur l'articulation de deux programmes : un volet maximaliste, révolutionnaire, plaçant la lutte des classes et la collectivisation au centre de ses actions, et un minimaliste, réformiste, se concentrant sur des revendications concrètes et immédiates pouvant améliorer le quotidien de la classe ouvrière⁹. De plus le PSOE est resté, depuis sa création, très ouvriériste et de ce fait a été pendant longtemps éloigné de la majorité des masses populaires paysannes. Ces deux points sont fondamentaux pour comprendre la

⁶ Anne Dulphy, *Histoire de l'Espagne, op. cit.*, p. 44

⁷ César M. Lorenzo, *Les anarchistes, op. cit.*, pp. 79-80

⁸ A. Patri, *Spartacus*, « Rapport de force et structure du mouvement ouvrier espagnol avant l'insurrection », 24 décembre 1934, p. 12

⁹ Santos Julia, *Los socialistas en la política española (1879-1982)*, Editions Taurus, Madrid, 1997

position du parti lors des événements d'octobre 1934. En effet une partie des membres du PSOE ont, dès 1933, effectué un « tournant à gauche », révolutionnaire, mettant l'accent sur le programme maximaliste du parti, et sur l'accession au pouvoir de manière révolutionnaire et non plus réformiste (le nom de Largo Caballero incarne ce tournant révolutionnaire).

Le mouvement socialiste espagnol dispose également d'une autre organisation d'importance, le syndicat de l'Union Générale des Travailleurs (UGT) qui lui aussi a connu une croissance exceptionnelle entre sa création en 1888 et le début des années trente. L'UGT compte en effet au printemps 1933 quelques 1,35 million de membres à travers toute l'Espagne¹⁰. Ses relations avec le PSOE sont beaucoup moins étroites que ce que l'on peut connaître en France entre la SFIO et la CGT, même si le secrétaire de l'UGT de l'époque est en même temps le chef politique du PSOE, Largo Caballero. L'UGT est beaucoup plus proche du prolétariat paysan, sa Fédération des Travailleurs de la Terre compte 500.000 adhérents en 1933¹¹. Comme au sein du PSOE, à partir de 1933, les éléments les plus réformistes de l'UGT vont être écartés au profit d'une stratégie plus révolutionnaire.

Enfin, les jeunes socialistes ont leur propre organisation, la Fédération des Jeunesses Socialistes, qui compte environ 40.000 membres en 1933-34¹². Clairement plus révolutionnaire que le PSOE, elle a nettement participé à l'élaboration de la nouvelle orientation du Parti.

Toutes ces organisations socialistes possèdent leur propre presse : *El Socialista* (quotidien publié à Madrid), *Avance* (quotidien publié à Oviedo), et *Renovación* (revue de la FJS).

A la gauche du PSOE dans l'échiquier politique espagnol, on trouve les communistes. Après la Révolution russe, à l'image de tout le mouvement socialiste européen, le socialisme espagnol se scinde en deux blocs : la social-démocratie, représentée par le PSOE qui adhère à la II^{ème} Internationale (Internationale Ouvrière Socialiste, IOS) ; le communisme, représenté par le Parti Communiste Espagnol (PCE), adhérent à la III^{ème} Internationale (Internationale communiste, IC). Le nombre de militants et même de sympathisants du PCE en Espagne est très faible comparé à l'importance numérique du PSOE-UGT et des anarchistes de la CNT-FAI. Même dans ses principaux bastions, en Andalousie, à Séville et Malaga, dans les Asturies et au Pays-Basque, son influence est nettement inférieure à celle du socialisme ou de l'anarchisme. Dans le domaine syndical, le PCE a tenté de constituer une Confédération Générale du Travail Unitaire (CGTU) mais ses effectifs sont toujours restés extrêmement

¹⁰ A. Patri, « Rapport de force et structure du mouvement ouvrier... », *Spartacus*, 24 décembre 1934, p. 12

¹¹ *ibid.*

¹² *ibid.*

faibles et non représentatifs¹³. En Catalogne s'est constitué un groupe communiste, non-adhérent à l'IC, dont l'influence syndicale n'est pas négligeable : le Bloc Ouvrier et Paysan, avec à sa tête Joaquin Maurin. Le BOC est l'un des ancêtres en Espagne du courant trotskiste, qui ne s'organisera au sein du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) qu'en 1935. Il compte déjà au début des années trente un noyau de militants regroupés autour de la revue *Comunismo* mais leur nombre reste pour l'instant infime.

Enfin, à l'extrême gauche de la vie politique espagnole, existe un courant idéologique très puissant : l'anarchisme. Au début du XX^{ème} siècle son influence grandit encore et sa puissance commence à se manifester sur la scène politique espagnole. C'est par l'intermédiaire de la Confédération nationale du travail (CNT), créée en 1910-1911, illégale jusqu'en 1914, que le courant anarcho-syndicaliste se manifeste. Cette organisation associe le syndicalisme révolutionnaire et l'action directe, sa position anti-électorale rend sa visibilité nulle dans les institutions mais celle-ci se manifeste dans la rue, par des grèves, des occupations et des tentatives insurrectionnelles. Elle incarne le communisme libertaire et le fédéralisme des communes, ce qui dépasse le cadre strict du syndicalisme et la place dans le champ du politique. Ses principaux foyers se situent dans les régions industrialisées ou minières, Barcelone est son principal bastion, ou dans les régions latifundiaires, dans tout le sud de l'Espagne et particulièrement en Andalousie. Le syndicat unique, sans fédération de métier, est la cellule de base de l'organisation. La CNT compte à la fin de 1933 environ 1,2 millions d'adhérents¹⁴.

L'organisation sœur de la CNT est la Fédération anarchiste ibérique (FAI), à connotation plus clairement politique. Organisation à demi secrète créée en 1927, la FAI n'est pas un parti politique mais elle représente le noyau dur de l'anarchisme politique en Espagne. Ses membres militent à la CNT et les deux organisations sont de fait assez proches dans leurs aspirations et leurs moyens : communisme libertaire, action directe, anti-électorisme. La création de la FAI et la radicalisation rapide de celle-ci en faveur des attentats et des actions violentes ont créé des dissensions au sein de la CNT avec l'apparition dans certaines régions, de l'Espagne orientale notamment, de syndicats CNT non-faïstes, qui refusent de mettre l'accent sur l'anarchisme au détriment du syndicalisme.

La position abstentionniste des anarchistes en fait des acteurs de la vie politique au début de la seconde République. Non hostiles à sa mise en place, ils ne tardèrent pas, comme on l'a vu, à s'opposer au gouvernement républicain-socialiste par des grèves révolutionnaires. Leurs consignes ainsi que leur mot d'ordre abstentionniste lors des élections de novembre 1933 ont

¹³ *ibid.*

¹⁴ *ibid.*

permis à la droite d'être majoritaire aux *Cortes*¹⁵. Cette ambivalence sur le terrain politique sera un facteur important pour la compréhension des événements d'octobre 1934.

3. La droite espagnole

Opposées aux forces progressistes de la gauche espagnole, se trouvent les forces conservatrices de la droite. L'oligarchie foncière, l'Eglise et l'armée représentent les principaux piliers de la droite espagnole au début du XX^{ème} siècle. Ce sont les principales oppositions au nouveau régime républicain. Cette opposition va se structurer au début des années trente et trouver un leader en la personne de Gil Robles. Il fonde en effet en juin 1931 le parti Action populaire qui défend la religion, la famille, l'ordre, le travail et la propriété. C'est un parti catholique et conservateur. Fasciné par le fascisme mussolinien et l'autoritarisme dolfussien, Gil Robles crée également des formations clairement fascistes en relation avec son parti. Ainsi les Jeunesses de l'action populaire (JAP) sont une version radicale du parti. Encore plus nettement d'inspiration fasciste, sont créées en octobre 1931 les Juntas d'offensive nationale syndicaliste (JONS) qui fusionneront en février 1934 avec la Phalange, organisation ouvertement fasciste, créée en octobre 1933 par José Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur. La Phalange est hostile à la démocratie, au libéralisme et au socialisme, elle veut un Etat totalitaire organisé sur la base d'entités naturelles (famille, corporation, municipalité). Elle est attachée à l'unité de l'Etat, à l'unité du destin de l'Espagne et à la religion catholique, ciment de l'identité nationale espagnole¹⁶. Parallèlement à la structuration civile de la droite espagnole, l'armée, qui a ouvertement basculé du côté réactionnaire au début du XX^{ème}, subit le contrecoup des réformes de la seconde République. La tentative de coup d'Etat du général Sanjurjo en 1932 renoue avec la tradition du *pronunciamiento* militaire, tandis que l'Académie militaire et les régiments d'Afrique radicalisent leurs positions avec à leur tête les généraux Franco, Mola, Godet et Ochoa. Enfin, l'Eglise s'oppose elle aussi très vite au nouveau régime républicain et à ses réformes qui menacent son influence sur la vie politique espagnole. Malgré son attitude attentiste dans les premiers mois de la République, comme dans le cas de l'armée, elle ne tarde pas à radicaliser ses idées à son encontre.

En novembre 1933, la CEDA qui regroupe les Carlistes, les propriétaires agrariens et quelques monarchistes alphonsons autoritaires, alliée à la Phalange, remporte les élections législatives et se retrouve ainsi majoritaire aux *Cortes*, provoquant une vague

¹⁵ Sur l'attitude des anarchistes envers la deuxième République entre 1931 et 1934 voir César M. Lorenzo, *Les anarchistes...*, *op. cit.*, pp. 62-100

¹⁶ Miguel Artola, *Partidos y programas políticos*, vol I : *Los partidos políticos*, Alianza Editorial, Madrid, 1991

insurrectionnelle dans tout le pays déclenchée par les anarchistes. Multipliant les provocations à l'égard de la République la CEDA parvient à entrer au gouvernement (alliée aux radicaux de Alejandro Lerroux) dans les premiers jours d'octobre 1934, provoquant les événements du même mois.

Quelle peut-être la résonance de ces événements en France en général et pour la presse de gauche en particulier ? Cette question implique de présenter le contexte politique et social français. Cela permettra de mieux appréhender les points de vue de la presse de gauche sur l'événement.

B. Le contexte en France en 1934 ¹⁷

La France du début des années trente est un pays en pleine crise. La crise mondiale de 1929 sévit à partir de 1930 et entraîne avec elle une montée du chômage à partir de 1931-1932 ce qui a pour conséquence le déclenchement d'une crise sociale. Tous les secteurs de la population française sont touchés : la classe ouvrière, les classes moyennes alors en pleine expansion, les classes paysannes.

Le début des années trente est également pour la France une période de crise sur le plan diplomatique et colonial. D'une part la montée du fascisme européen, les problèmes liés aux Réparations et au désarmement allemands et la position profondément pacifiste de la population française placent les dirigeants de la troisième République dans une position bien inconfortable. D'autre part, la crise coloniale et les débuts du nationalisme dans l'Empire français ne facilitent pas le travail des diplomates.

Entre 1929 et 1934, la France de la troisième République connaît à la fois une crise politique et idéologique, une remise en question des politiques traditionnelles, notamment de gauche, et un renouvellement de ses forces politiques. De 1929 à 1932 l'homme fort de la vie politique est André Tardieu mais sa volonté d'un exécutif fort et son intransigeance envers la gauche entraînent sa chute aux élections de 1932. L'« Union des Gauches » qui arrive alors au pouvoir avec à sa tête les radicaux menés par Edouard Herriot n'est qu'une simple coalition de gouvernement et son manque d'homogénéité ne peut déboucher que sur l'immobilisme en matière de solutions à la crise. Parallèlement la crise du mouvement socialiste dont la cohésion reste faible même à l'intérieur de la SFIO et le rôle marginal du Parti communiste, ne permettent pas encore la réalisation d'une véritable alliance populaire à gauche.

¹⁷ Sur ce point on se reportera à l'abondante bibliographie existante dont une approche est proposée en annexe.

Face à cette crise de la classe politique française, la pression de la rue prend une place de plus en plus importante dans la vie publique. Le phénomène des ligues de droite fascisantes atteint son apogée avec les événements du 6 février 1934. En effet les causes de cette émeute parisienne sont multiples et l'événement met en avant le malaise social, économique et surtout politique qui traverse la France du début des années trente. L'« affaire Stavisky » en est le déclencheur. Vulgaire affaire d'escroquerie qui aboutit à la mise en cause du personnel politique de l'époque, elle va être le catalyseur provoquant l'alliance de toutes les forces anti-parlementaires de la troisième République et va donner lieu à la journée la plus sanglante que Paris ait connu depuis la Commune de 1871. Les conséquences du 6 février 1934 sont fondamentales pour comprendre le contexte politique français en octobre 1934. A la suite de cette journée, la majorité de la chambre bascule, le cabinet radical de Daladier démissionne et un gouvernement de centre-droit est mis en place sous la direction de Gaston Doumergue.

C. La presse française de gauche de l'entre-deux-guerres : présentation des sources

Les titres de presse de gauche dans la France de l'entre-deux-guerres peuvent se répartir en trois tendances idéologiques : la presse socialiste, la presse communiste et la presse anarchiste. Dans chacune des trois tendances, les titres sont divers, aussi nous avons choisi de privilégier la presse quotidienne, au moins pour les organes socialiste et communiste ; le cas de la presse anarchiste est particulier comme nous allons le voir. La presse quotidienne permet une réduction du nombre de titres dans un premier temps et en outre une approche de l'événement et de sa représentation plus directe, à chaud. Passons à présent à la présentation des titres qui forment notre corpus de sources sur la période de septembre à fin novembre 1934 ; encore une fois, pour les titres anarchistes la période est décalée dans le temps et se prolonge jusqu'au premier trimestre de 1935.

Le Populaire de Paris est un quotidien socialiste du soir fondé en mai 1916 par Jean Longuet. En mars 1921, à la suite de la division du socialisme français entre partisans et adversaires de la III^{ème} Internationale, *Le Populaire de Paris* devient l'organe de la SFIO et paraît le matin pour concurrencer *L'Humanité*. Léon Blum et Jean Longuet se partagent sa direction politique. Les premières années de son existence sont difficiles, *Le Populaire* est un journal incomplet, pauvre en informations, qui connaît des difficultés financières importantes. En 1924 il devient bimensuel faute de ventes régulières. A l'instigation de la SFIO, il

redevient quotidien en 1927 et jusqu'en 1936 sa diffusion augmentera régulièrement. Cependant son audience demeure toujours bien moins importante que celle de *L'Humanité*, en 1939 : *Le Populaire* tire environ 160.000 exemplaires alors que le quotidien communiste tire lui à 350.000 exemplaires¹⁸. Les succès électoraux de la SFIO au début des années trente ne se répercutent pas sur le journal du parti qui souffre à la fois du manque de structure solide, à l'image de celle de *L'Humanité*, et de la concurrence des feuilles socialistes locales. Enfin, les divisions et les crises du mouvement socialiste français des années vingt et du début des années trente, augmentent ces difficultés.

L'orientation politique du *Populaire* est dictée par celle de la SFIO. En effet Léon Blum domine à la fois le parti et la direction du journal. Tirailé entre Marx et Jaurès, le journal, comme le parti, se veut résolument marxiste, mais n'est pas révolutionnaire. Le caractère réformiste et rassembleur du parti, qui accepte les alliances électorales avec les radicaux, se reflète dans le quotidien. C'est la tendance du centre de la SFIO (menée par Léon Blum et Paul Faure entre autres) qui s'exprime par *Le Populaire*, au détriment de la droite socialiste anti-marxiste et de la gauche communisante.

L'Humanité, le quotidien emblématique du mouvement socialiste français depuis sa création en mai 1904, suit la majorité des militants socialistes lors de la scission de la SFIO en 1920 et devient alors « journal communiste », puis en 1923 « organe central du parti communiste ». Depuis 1918 son directeur est Marcel Cachin qui le restera jusqu'à sa mort en 1958. Par son rattachement à la III^{ème} Internationale, *L'Humanité* ouvre une nouvelle conception de la presse, dévouée à la propagande du parti dictée par Moscou : « *La presse était désormais si étroitement rattachée à l'action du parti qu'elle perdait en fait toute autonomie et que son histoire reflète fidèlement celle du PC.* »¹⁹

Dans les années vingt les purges au sein du journal sont fréquentes, on élimine les « gauchistes » ou bien les « réformistes ». Les difficultés internes se ressentent dans les ventes du quotidien et les problèmes financiers, malgré l'aide de l'Internationale communiste (IC), accentuent cette tendance.

Dans les années trente l'audience de *L'Humanité* augmente à nouveau après la crise de 1929. La vente militante de proximité est relancée et le journal tire de plus en plus

¹⁸ Claude Bellanger (dir.), *Histoire générale de la presse française*, t. 3 : *De 1870 à 1940*, Presses universitaires de France, Paris, 1972, p. 511

¹⁹ *ibid.*, p. 579

d'exemplaires jusqu'à devenir le quatrième journal français par le tirage en 1939 avec près de 350.000 exemplaires²⁰.

L'augmentation de la diffusion dans les années trente diversifie le contenu du journal mais n'en amoindrit en rien la propagande. Même si les rubriques culturelles et récréatives augmentent en volume dans ses colonnes, elles restent toujours orientées dans une volonté d'éducation socialiste révolutionnaire. La propagande de *L'Humanité*, dictée par l'IC, a en outre la particularité d'être très agressive envers ses adversaires politiques, de droite bien entendu, mais aussi et surtout de gauche. Jusqu'en 1935 les attaques envers la SFIO et ses dirigeants sont souvent violentes, même si elles sont entrecoupées, surtout à partir de 1933, d'appels à l'unité, contre le fascisme notamment. De même ses attaques contre le mouvement anarchiste sont particulièrement virulentes, nous le constaterons lors de l'étude de l'insurrection espagnole d'octobre 1934, à propos du rôle des anarchistes.

La presse anarchiste et libertaire de l'époque est en très net recul depuis la première guerre mondiale et même avant, depuis les « lois scélérates » des années 1890. Le début de la guerre marque en effet la fin d'un cycle dans la presse anarchiste et beaucoup de titres ne reparaisent pas après. Cependant, la multitude des titres fait de cette presse un secteur très riche de la presse française malgré sa relative faible diffusion, et son caractère souvent éphémère. Nous citerons ici les journaux sur lesquels nous avons pu travailler, qui sont de nature, de périodicité et de diffusion différentes²¹.

Le Libertaire est la publication périodique anarchiste la plus ancienne dans les années trente. Fondé par Sébastien Faure en novembre 1895, ayant à plusieurs reprises interrompu sa publication, *Le Libertaire* entame sa quatrième série en 1925 et cessera de paraître en 1939. « Organe hebdomadaire de l'Union anarchiste », le journal diffuse les idées libertaires et anarchistes et s'inscrit ouvertement dans le courant anti-autoritaire de la I^{ère} Internationale (Association internationale des travailleurs, AIT). Ses attaques contre les journaux communistes et socialistes sont très virulentes.

Le Combat Syndicaliste, « organe officiel de la Confédération générale du travail – Syndicaliste révolutionnaire, adhérente à l'Association internationale des travailleurs », est un journal anarcho-syndicaliste créé en 1926. D'abord mensuel, ce journal qui se fait le porte-parole du syndicalisme révolutionnaire, sous la direction de Pierre Besnard, devient hebdomadaire en 1933 et cesse de paraître en août 1939 après 314 numéros.

²⁰ *ibid.*, p. 511

²¹ Pour plus d'information au sujet des périodiques anarchistes se reporter à René Bianco, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française 1880-1983*, thèse d'Etat soutenue à Aix-Marseille I (dir. E. Témime), 1987

L'En-Dehors, « organe de pratique, de réalisation, de camaraderie anarchiste », est un bi-mensuel fondé en 1922 qui disparaît en 1939 après 335 numéros. Cette revue anarchiste apparaît un peu atypique mais son influence sur le mouvement anarchiste de l'époque est telle qu'on ne peut passer à côté de ses analyses et réflexions.

Terre Libre, « organe mensuel de l'Alliance libre des anarchistes de la région du Midi (ALARM) », puis « organe de l'Eveil Social », puis « organe fédéraliste libertaire », est fondé en 1934 et disparaît en 1939. D'abord de diffusion régionale, *Terre Libre* passe à une diffusion nationale en 1936. Ses prises de positions sont ouvertement libertaires et anarchistes, et les attaques envers la gauche française socialiste et communiste sont là encore très violentes.

La Voix Libertaire (1929-1939), « organe anarchiste hebdomadaire », *La Patrie Humaine* (1931-1939), « feuille de combat pour la paix – le grand hebdomadaire du pacifisme intégral », *La Conquête du Pain* (1934-1935), « journal revue des idées libertaires », *La Révolution Proletarienne* (1925-1939), « revue syndicaliste révolutionnaire », et *Spartacus* (1934) sont les autres titres que nous avons consultés et sur lesquels nous avons pu travailler.

En France comme en Europe, l'année 1934 est donc marquée par l'exacerbation des tensions sociales. En Espagne l'agitation est générale au début du mois d'octobre, mais revêt un ampleur particulière dans les Asturies ; dans cette région, elle prend un caractère révolutionnaire inédit, dont la presse rendra abondamment compte.

Quelle est la place de la Commune asturienne dans l'insurrection espagnole, d'après la presse française ? En quoi les Asturies se distinguent-elles du reste du pays ? Quel contexte a poussé cette région à devenir l'avant-garde de la révolution en 1934 ? Mais avant tout et indépendamment de l'insurrection, quelle image est donnée de l'Espagne dans les organes de la presse française de gauche ?

II / La commune des Asturies dans l'insurrection espagnole d'octobre 1934

A. L'Espagne : un pays retardataire

Dans la presse française de gauche, socialiste, communiste et anarchiste, l'image de l'Espagne de l'entre-deux-guerres est à peu de choses près la même. L'Espagne est vue comme un pays principalement agraire et peu développé industriellement, « *retardataire* »²², dont le prolétariat est fortement politisé malgré « *le rempart séculaire de l'Eglise catholique et de la monarchie féodale* »²³. En effet la bourgeoisie espagnole est restée relativement faible et n'a pas réussi à éliminer totalement le féodalisme comme dans les autres pays capitalistes d'Europe occidentale, elle s'est résignée « *à une existence croupissante entre la monarchie, qui gêne son développement, et le prolétariat qui la menace* »²⁴. Cette image « féodale » de l'Espagne de l'entre deux-guerres renvoie à la représentation d'un pays qui n'est pas encore entré dans la modernité économique et qui obéit encore en grande partie aux systèmes seigneuriaux issus du Moyen-âge. Après la première guerre mondiale et la crise de 1929, le prolétariat des usines et des mines s'est développé, particulièrement dans les régions industrielles telles que la Catalogne, la Biscaye et les Asturies. « *Parallèlement aux luttes ouvrières se développaient celles des paysans et ouvriers agricoles* »²⁵, dans un pays où la grande propriété foncière prédomine largement et où « *le petit paysan, l'ouvrier agricole, vivent dans une situation voisine du servage* »²⁶.

La vie politique de l'Espagne est représentée, quant à elle, comme un incessant combat entre la Révolution et la Contre-révolution. La chute de la monarchie en 1931 est perçue par les socialistes et les communistes comme une conquête de la Révolution sur les forces réactionnaires : l'Eglise, les propriétaires terriens et l'armée. Lorsque la CEDA entre au gouvernement en octobre 1934, « *la réaction militaire, cléricale et agrarienne se disposait à détruire les derniers remparts de la Révolution de 1931* »²⁷. « *Les forces les plus agissantes de la réaction fasciste et cléricale* »²⁸ étaient aux portes du pouvoir. L'Eglise, et surtout son passé inquisitorial, sont la cible de nombreuses attaques ainsi que l'armée à la tête de laquelle se trouvent les généraux Franco, Batet et Ochoa. Mais ce sont certainement les « *bandes fascistes de Gil Robles* »²⁹ qui focalisent le plus l'attention des journaux dans la période qui précède les

²² Dupuy, « Economie féodale et capitaliste en Espagne », *L'Humanité*, 19 octobre 1934, p. 4

²³ *ibid.*

²⁴ *ibid.*

²⁵ *ibid.*

²⁶ *ibid.*

²⁷ André Leroux, « La Catalogne a proclamé son indépendance », *Le Populaire*, 7 octobre 1934, p. 1

²⁸ Gabriel Peri, « Le front ouvrier en Espagne », *L'Humanité*, 23 septembre 1934, p. 3

²⁹ André Marty, « Grève générale antifasciste à Madrid et à Oviedo », *L'Humanité*, 9 septembre 1934, p. 1

événements d'octobre 1934. L'imminence du danger fasciste est perceptible à chaque colonne du *Populaire* et de *L'Humanité* concernant l'Espagne tout au long du mois de septembre.

La représentation des forces espagnoles de gauche est beaucoup moins homogène. Les points de vue des socialistes, des communistes et des anarchistes français peuvent même être radicalement opposés sur cette question.

Le socialisme et l'anarchisme sont les deux principaux courants idéologiques et politiques en Espagne et tout le monde s'accorde à dire que les communistes sont en très faible effectif. Les socialistes espagnols sont au centre des polémiques dans les journaux anarchistes français qui les accusent de vouloir la mort de la CNT espagnole et d'avoir mené une politique sociale répressive de 1931 à 1933, « *la République espagnole nous a tué plus d'hommes en trois ans que la monarchie en un demi-siècle* »³⁰. *L'Humanité* et *Le Populaire* sont bien plus réservés sur le bilan des socialistes espagnols au pouvoir. Cette réserve de la part des communistes est à replacer dans une dynamique d'unité du prolétariat face au fascisme. La représentation des anarchistes espagnols est très ambiguë dans la presse socialiste et communiste française. On admire à la fois le courage, la vaillance et l'abnégation des militants anarcho-syndicalistes espagnols, toutefois les prises de position de la CNT-FAI sont qualifiées de « *putschistes* »³¹ et aventureuses, notamment lors des tentatives insurrectionnelles de décembre 1933.

Dans la presse anarchiste française, les anarchistes et anarcho-syndicalistes espagnols ainsi que leurs organisations sont représentés comme l'avant-garde du prolétariat mondial.

La presse socialiste française ne parle que très peu des communistes espagnols et les anarchistes n'envisage leur présence que pour minimiser leur importance. Seule *L'Humanité* place ceux-ci au centre de la vie politique de la gauche espagnole, malgré leur faiblesse numérique : « *Bien que plus faible numériquement que les formations socialistes et anarchistes, c'est le Parti communiste espagnol qui a vu juste depuis 1931* »³².

L'image qui se dégage de l'Espagne sur le plan politique, avant les événements d'octobre, est donc celle d'un pays déchiré entre une droite parmi les plus réactionnaires d'Europe et une gauche des plus puissantes, et ce malgré son éclatement. Les événements d'octobre vont être le catalyseur de ces deux tendances, entraînant une lutte anti-fasciste dans toute l'Espagne, et plus particulièrement dans les Asturies une lutte unitaire et sociale.

³⁰ « Législation « socialiste » », *Terre Libre*, janvier-février 1935, p. 5

³¹ « Les conditions de la victoire de la Révolution », *L'Humanité*, 19 octobre 1934, p. 4. Extrait d'un article paru dans *L'Internationale Communiste* du 20 septembre.

³² Gabriel Peri, « Le front ouvrier en Espagne », *L'Humanité*, 23 septembre 1934, p. 3

B. Une lutte antifasciste et unitaire : des convergences dans les représentations du sens de l'événement...

Dès le printemps 1933, face à la désaffection de plus en plus grande à l'égard du gouvernement républicain-socialiste, et sentant la montée des forces réactionnaires espagnoles à tendance fasciste, le PSOE et l'UGT lancent l'initiative d'un front unique contre le fascisme sous la forme des « Alliances Ouvrières ». Cette initiative s'inscrit dans l'évolution vers la lutte révolutionnaire et non plus réformiste amorcée par quelques dirigeants socialistes. Respectivement plus puissant parti et plus puissant syndicat de la gauche espagnole en terme d'effectifs, le PSOE et l'UGT rallient à eux le Parti communiste espagnol, auparavant opposé à toute alliance. Pour le PCE, alors parti extrêmement faible numériquement, les Alliances ouvrières sont un moyen de lutte plus efficace que leur propre structure. De plus, dès l'été 1933 la III^{ème} Internationale amorce un changement de position sur la question des alliances et favorise les fronts uniques antifascistes³³.

Le rôle des Alliances ouvrières dans la lutte contre le fascisme en octobre 1934 à travers toute l'Espagne est jugé déterminant. « *L'alliance ouvrière entre socialistes et communistes, (...) a donné un élan nouveau, formidable à la lutte révolutionnaire* »³⁴. « *La réalisation de l'unité d'action a multiplié les forces et l'enthousiasme des masses, elle leur a ouvert la voie de l'action révolutionnaire* »³⁵. La constitution des Alliances ouvrières en Espagne représente alors pour la presse française de gauche le symbole du front ouvrier unique à mettre en place dans toute l'Europe afin de lutter contre le fascisme. Le caractère emblématique que confèrent les journaux communiste et socialiste à cette lutte est déterminant pour comprendre l'analyse qu'ils font des événements.

Dès l'annonce de la composition du gouvernement « radical-fasciste » (radical-cédiste) de Lerroux le 4 octobre 1934, les Alliances ouvrières de toutes les régions d'Espagne appellent à la grève générale. Le 4 octobre au soir la presse socialiste ainsi que la presse communiste reçoivent une dépêche d'Espagne, qu'elles publient le lendemain, annonçant que « *l'ordre de grève générale a été donné* »³⁶. Le 6 octobre l'information sur la crise espagnole se précise, *Le Populaire* titre sa une « *La grève générale dresse toute l'Espagne contre le gouvernement fasciste* » et annonce en sous-titre que « *l'ordre de grève lancé par l'Alliance Ouvrière a été suivi partout* ». Dans le même registre, *L'Humanité* du même jour titre son article sur l'Espagne à la une : « *La grève générale est totale dans toute l'Espagne* ».

³³ Anne Dulphy, *Histoire de l'Espagne...*, op. cit., p. 45

³⁴ André Marty, « Les travailleurs restent maîtres de la situation dans les Asturies », *L'Humanité*, 13 octobre 1934, p. 1

³⁵ ERCOLI, « La guerre civile en Espagne et le prolétariat international », *L'Humanité*, 2 novembre 1934, p. 4

³⁶ « Le gouvernement Lerroux est constitué en Espagne », *Le Populaire*, 5 octobre 1934, p. 3

« La grève générale proclamée à Madrid », *L'Humanité*, 5 octobre 1934, p. 1

Les deux quotidiens citent à l'appui de leur titres les localités où le mouvement a gagné du terrain : Madrid et sa région, Barcelone puis toute la Catalogne, Séville, Valladolid, Saragosse, Cordoue, Bilbao, Cadix, Saint-Sébastien, Palencia et les Asturies³⁷.

L'ampleur ainsi que le caractère révolutionnaire et antifasciste de la grève est mis en avant par *L'Humanité* : « *Le mouvement (...) est beaucoup plus qu'un avertissement ou une manifestation protestataire. Nous sommes en présence de l'épisode révolutionnaire de beaucoup le plus important dans l'histoire espagnole depuis le 14 avril 1931* »³⁸. *Le Populaire* accentue en outre l'aspect unitaire et violent de la grève, parlant de mouvement « *soudain, unanime et violent* » où le peuple espagnol a dû « *concentrer toutes ses énergies pour barrer la route à la coalition fasciste* » et note que « *dans les campagnes la réaction a été encore plus violente* »³⁹.

Cette analyse des faits effectuée à chaud par les quotidiens socialiste et communiste dénote le caractère symbolique du mouvement ouvrier espagnol d'octobre. Les représentations des Alliances ouvrières et de la grève générale sont alors arrangées, lissées, on en gomme les points d'accrochages et de divergences entre les différentes tendances de la gauche espagnole dans le but de donner une vision exemplaire de lutte antifasciste.

La constitution des Alliances ouvrières ainsi que le déclenchement de la grève générale du 5 octobre sont donc représentés comme ayant joué un rôle déterminant dans l'unité d'action des révolutionnaires espagnols, et ce à travers toute la péninsule, malgré l'échec rapide de l'insurrection. Seule l'Alliance ouvrière des Asturies mènera l'insurrection aux limites de la Révolution, par le caractère social de celle-ci au-delà des objectifs politiques.

La province des Asturies, au Nord de la péninsule ibérique, est une région avant tout minière et de ce fait relativement industrialisée comparée au reste de l'Espagne. L'activité minière, combinée à la fabrication d'armes et à l'exportation de cette production notamment par le port de Gijon entraînent au XIX^{ème} siècle la création d'une classe ouvrière importante⁴⁰, bien que la paysannerie reste majoritaire dans les années trente. *Le Populaire*, *L'Humanité* ainsi que *Le Libertaire* insistent sur le caractère minier et ouvrier des Asturies, employant dans quasiment tous leurs articles sur l'insurrection asturienne les expressions de « bassin minier », « région minière », « prolétariat industriel » ou « prolétariat ouvrier ».

³⁷ « La grève générale en Espagne », *Le Populaire*, 6 octobre 1934, p. 3

« Grève générale dans toute l'Espagne », *L'Humanité*, 6 octobre 1934, p. 3

³⁸ Gabriel Peri, « La grève générale est totale », *L'Humanité*, 6 octobre 1934, p. 1

³⁹ André Leroux, « La grève générale dresse toute l'Espagne contre le gouvernement fasciste », *Le Populaire*, 6 octobre 1934, p. 1

⁴⁰ Sur la question de la formation d'un prolétariat minier en Espagne au XIX^{ème} voir : Gérard Chastagnaret, *L'Espagne, puissance minière, dans l'Europe du XIX^{ème} siècle*, thèse d'Etat soutenue à Aix-Marseille I (dir. E. Témine), 1985, tome 4, chapitre XXI

Ces caractéristiques socio-économiques de la région sont mises en avant comme autant de facteurs favorables au mouvement révolutionnaire. Tout d'abord dans la mesure où les activités même de la région (l'extraction minière et la production d'arme) sont un atout pour une insurrection armée : « *La Commune des Asturies n'a été possible que par l'existence dans la région de fabriques d'armes et de dépôts considérables d'explosifs* »⁴¹, « *ils avaient sous la main de la dynamite (il s'en produit annuellement dans les Asturies près de 600.000 kg et 400.000 kg de poudre) c'est également dans cette région que se trouvent les plus importantes manufactures d'armes du pays* »⁴². Le deuxième facteur qui est mis en exergue est que le prolétariat asturien de l'époque est un prolétariat organisé. Les syndicats, et particulièrement l'UGT, sont fortement implantés dans la région. Selon les chiffres du *Populaire*, repris par *L'Humanité*, « *la population minière de cette région était de 30.000 ouvriers (...) dont 20.000 adhérents du Syndicat de l'UGT, 6.000 du Syndicat minier communiste et 1.000 seulement de la CNT* »⁴³. « *Les Asturies sont une région nettement prolétarienne* » écrit un des dirigeants du syndicat des mineurs de l'UGT⁴⁴. Enfin, la prédominance syndicale de l'UGT, contrairement à la Catalogne où la CNT domine le prolétariat organisé, ainsi que l'influence politique du PSOE dans la région apparaissent, principalement dans *Le Populaire*, comme des conditions favorables à l'émergence d'un front unique révolutionnaire, facteur déterminant dans l'explication du succès de l'insurrection asturienne ; sur ce dernier point, la presse française de gauche est unanime.

Dès le 6 octobre, *Le Populaire* et *L'Humanité* relèvent l'originalité de l'insurrection de la province asturienne ; les sous-titres de ce jour là sont explicites : « *Dans les Asturies la grève se transforme en révolte armée* » pour les socialistes, « *Dans les Asturies, les ouvriers en armes résistent aux forces répressives et attaquent les casernes des gardes civils* » pour les communistes. Le mouvement asturien « *semble particulièrement violent* »⁴⁵ et « *nettement révolutionnaire* »⁴⁶. Les deux quotidiens insistent sur l'ampleur, quantitative et qualitative, de la grève révolutionnaire des Asturies qui semble prendre dès les premiers jours une orientation plus radicale que dans le reste de l'Espagne.

L'unité syndicale est la principale cause avancée par les socialistes et les communistes français pour expliquer l'originalité et l'ampleur de la révolte des Asturies. En effet celle-ci n'ayant pu être réalisée dans le reste de l'Espagne, l'Alliance ouvrière des Asturies représente le symbole de l'unité d'action des travailleurs : le relatif succès du mouvement asturien

⁴¹ « Espagne », *La conquête du pain*, 21 décembre 1934, p 3, repris du *Réveil anarchiste* de Genève

⁴² Lucile Pelletier, « L'attitude des anarcho-sindicalistes dans la tragédie espagnole », *La Révolution prolétarienne*, 25 novembre 1934, p. 12

⁴³ « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 3 novembre 1934, p. 3

« Comment les anarcho-sindicalistes des Asturies sont entrés en lutte », *L'Humanité*, 4 novembre 1934, p. 3

⁴⁴ J.G.G., « L'Union des Travailleurs dans la Commune Asturienne », *Spartacus*, 24 décembre 1934, p. 2

⁴⁵ *Le Populaire*, 6 octobre 1934, p. 3

⁴⁶ *L'Humanité*, 6 octobre 1934, p. 3

s'explique selon *L'Humanité* par « la réalisation dans les Asturies d'un front unique d'action qui avait attiré dans les alliances ouvrières non seulement les communistes et les socialistes, mais aussi les prolétaires anarchistes qui luttèrent aussi avec énergie »⁴⁷.

En effet dans les Asturies la situation est différente de celle du reste de l'Espagne et la CNT prend part à l'Alliance ouvrière dès février 1934. Le ralliement des anarchistes reste cependant local dans la mesure où le comité fédéral de la CNT refuse les alliances dans toutes les autres régions d'Espagne. Un pacte entre l'UGT et la CNT des Asturies est signé dès le 28 mars 1934⁴⁸. La représentation de ce pacte dans la presse anarchiste française est ambivalente. Dans un sens positif, il est mis en avant comme étant une preuve de la bonne foi des anarchistes espagnols se ralliant à un front unique quand ils jugent que celui-ci peut servir leur cause d'un point de vue social et non strictement politique : « Dans les Asturies, où il apparaît qu'au début les chefs socialistes ont voulu tenter « quelque chose de sérieux », les libertaires étaient à leur poste »⁴⁹. Cependant les critiques sont nombreuses comme nous le verrons plus loin.

L'insurrection asturienne, et même l'insurrection espagnole dans son ensemble sont donc représentées dans la presse française de gauche comme des exemples, l'un local l'autre national, de mise en place d'un front ouvrier unique pour lutter contre le fascisme. L'accent est nettement mis dans les premiers jours sur les convergences idéologiques entre les différentes composantes du mouvement ouvrier dans le but de dresser en symbole cette lutte. Les organes de la presse de gauche française s'approprient de fait cette insurrection afin de servir leur propre propagande et n'hésitent pas pour cela à arranger les faits. Toutefois cette façade d'union antifasciste au-delà des idéologies s'avère limitée et les divergences ne tardent pas à ressurgir. Tout au long de l'insurrection les périodiques étudiés ne cessent d'effectuer ce va-et-vient entre une volonté d'unité affichée et de profondes divergences idéologiques.

C. ... aux divergences

Dans toute l'Espagne les Alliances ouvrières ne regroupent à l'été 1934 que le PSOE, le PCE, ainsi que l'UGT et quelques syndicats autonomes. Les anarchistes ne participent pas à ces Alliances, particulièrement dans les régions où ils sont dominants, en Catalogne et en Andalousie.

« Pour que ce rapprochement fût possible, les dirigeants ugétistes devraient rompre tout contact avec la bourgeoisie. [...] Notre meilleure réponse est la suivante : Le jour où vous serez prêt

⁴⁷ André Marty, « Premiers enseignements », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, éditorial p. 1

⁴⁸ Sur l'élaboration du pacte entre l'UGT et la CNT dans les Asturies et les débats qu'il a pu occasionner, voir : César M. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols ...*, op. cit., p. 80-84

⁴⁹ L'Union Anarchiste, « Les événements d'Espagne et le rôle des anarchistes », *Le Libertaire*, 30 novembre 1934, p. 1

pour quelque chose de sérieux, comptez sur nous. A l'heure de la lutte, nous accourons toujours ; mais pour nous ligoter à un compromis, à une alliance, renier nos idées et nos tactiques ! Cela : Non ! »⁵⁰.

Cette position des anarchistes espagnols, opposés à toute alliance avec des partis réformistes, qualifiés de bourgeois, ou des partis révolutionnaires qui se battent pour la conquête du pouvoir, est défendue par la presse anarchiste française et renvoie aux racines mêmes du mouvement. L'anti-autoritarisme est une des raisons principales de ce refus, les anarchistes refusent de se « ligoter à un compromis », ils refusent l'idée d'une Alliance ouvrière dirigée par les socialistes, l'idée même d'une direction du mouvement ouvrier n'est pas acceptable. Une autre raison à caractère idéologique de ce refus est l'intransigeance dont les anarchistes font preuve pour tout ce qui touche aux idées et aux méthodes. Selon leurs propres propos, les anarchistes refusent toute lutte politique et se déclarent apolitiques. Il faut comprendre par là qu'ils s'opposent à toute lutte politicienne qui n'aurait pour finalité que des buts politiques sans lien avec le social. Leurs prises de positions sont politiques mais les solutions et les méthodes vers lesquelles ils tendent s'inscrivent en-dehors du champ politique au sens strict dans la mesure où ils n'ont pas de représentation dans celui-ci.

Le cas des Asturies et du pacte conclu avec l'UGT dans cette région apparaît donc comme contradictoire avec ce que nous venons de voir : là les anarchistes acceptent l'Alliance ouvrière, ils acceptent donc une direction du mouvement ouvrier. Nous avons vu précédemment la présentation positive donnée de ce pacte par la presse anarchiste française. Il est toutefois également critiqué. En effet, il n'aurait eu aucune influence réelle, une fois la lutte armée advenue, sur l'attitude des socialistes à l'égard des anarchistes : « *en dépit de cet accord, nos camarades ne furent au courant de rien, pas même au premier jour de la bataille (...) ils furent obligés de s'orienter sur les événements eux-mêmes, d'après ce qu'il se passait autour d'eux. (...) Lorsque nos camarades invoquèrent le pacte conclu, ils furent reniés par les socialistes* »⁵¹.

Dans la presse communiste on relativise l'adhésion des anarchistes à l'Alliance ouvrière asturienne : « *Les anarchistes, faible minorité, acceptèrent l'entrée dans l'Alliance ouvrière par 39 voix contre 35 et 4 abstentions. Ce n'est donc pas de bonne volonté qu'ils entrèrent dans le front unique et dans la lutte* »⁵². Cependant on en attribue la faute aux « chefs anarchistes » tout en glorifiant les militants. On remarque donc ici la dichotomie évoquée plus haut dans la représentation du sens de l'événement : les divergences idéologiques profondes existent bien (les communistes français fustigent les anarchistes asturiens pour leur manque

⁵⁰ A. Tricheux, « Comment nos camarades espagnols comprennent l'unité », *Le combat syndicaliste*, 21 septembre 1934, pp. 3-4. Traduction d'un appel de la fédération locale des syndicats uniques de Madrid, paru dans *C.N.T.* le 13 septembre 1934.

⁵¹ Le comité national de la CNT et le secrétariat de l'AIT, « Manifeste aux travailleurs de tous les pays ! », *Le combat syndicaliste*, 29 mars 1935, p. 1

⁵² « Comment les anarcho-syndicalistes des Asturies sont entrés en lutte », *L'Humanité*, 4 novembre 1934, p. 3

d'enthousiasme à entrer dans les Alliances ouvrières), cependant on gomme ces oppositions dans la mesure du possible, dans une volonté d'unité, en reportant la faute sur les responsables anarchistes et non sur les militants et sur le peuple qui eux sont toujours prêts lorsqu'il le faut. L'attitude du *Populaire* est sensiblement la même sur ce point, les anarchistes ont adhéré à l'Alliance ouvrière des Asturies « *sans enthousiasme* » selon le quotidien socialiste qui accuse lui aussi les dirigeants anarchistes de cette défaillance et non le peuple⁵³.

L'adhésion des anarchistes aux Alliances ouvrières n'est pas la seule à poser le problème des divergences idéologiques au sein de la gauche. Même si leur poids en Espagne place la question de leur ralliement au centre du débat, la question de l'adhésion des communistes fait également ressortir un certain nombre de divergences idéologiques. L'unité du prolétariat ne fut en effet pas simple à réaliser. Au cours de l'année 1933, seuls les socialistes appellent à réaliser un front unique en Espagne, malgré ce qu'à pu écrire *L'Humanité* par la suite. Les communistes (qualifiés de stalinistes) suivant la ligne de conduite de l'Internationale communiste, refusent toute alliance jusqu'à l'été 1934, lorsque l'IC change de directive et se positionne en faveur des alliances contre le fascisme : « *quelques heures avant le déclenchement de la lutte dans les rues, ils [les communistes staliens] ont adhéré à l'Alliance ouvrière et deux camarades des communistes ont fait partie du Comité révolutionnaire des Asturies* »⁵⁴. Ce retournement de situation met en relief la prétention du Parti communiste, qui obéit en cela aux ordres de l'IC, à exercer une hégémonie sur le mouvement ouvrier. Avant l'été 1934, les communistes ne peuvent prendre part à quelque alliance que ce soit dans la mesure où ils ne sont pas à l'origine de celle-ci. Cependant face à l'imminence du danger fasciste ceux-ci changent radicalement de position et se proclament à la pointe des Alliances ouvrières quitte à modifier les faits en déclarant qu'ils sont à l'origine de celles-ci. Cette volonté d'hégémonie des communistes se traduit également par leur tentative, infructueuse, d'élargir les Alliances ouvrières aux paysans, « *l'alliance avec la paysannerie laborieuse eut assuré la victoire décisive sur le fascisme* »⁵⁵. On remarque là encore une manifestation de l'autoritarisme communiste, de la volonté de domination de l'ensemble des classes populaires par le parti : seul le Parti communiste semble pouvoir mener à bien une véritable Révolution, grâce au modèle soviétique proposé par les bolcheviques russes.

Malgré la volonté marquée de placer l'insurrection asturienne et l'insurrection espagnole en général, dans une optique d'unité du prolétariat dans la lutte antifasciste, on remarque que les divergences idéologiques sont bien présentes au sein de la gauche. Celles-ci

⁵³ « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 3 novembre 1934, p. 3

⁵⁴ J.G.G., « L'Union des Travailleurs dans la Commune Asturienne », *Spartacus*, 24 décembre 1934, p. 2

⁵⁵ André Marty, « Premiers enseignements », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, éditorial p. 1

sont atténuées par la presse française, surtout par les communistes et les socialistes, mais ressortent en négatif par les prises de positions de chacune des tendances. L'anti-autoritarisme des anarchistes se heurte frontalement à la volonté d'hégémonie que les communistes entendent exercer sur le mouvement ouvrier. Cet état des divergences idéologiques est présenté dans la presse française de gauche comme secondaire, dans la mesure où celle-ci tente de faire de cette insurrection un symbole. Cependant les faits tendent à relativiser cette représentation idéalisée de l'unité du prolétariat espagnol et asturien.

Que l'on se concentre sur les divergences idéologiques ou sur la volonté commune d'une représentation emblématique des événements d'octobre, la Commune asturienne semble dans tous les cas occuper une place à part en Espagne. Voyons à présent, à l'aide de méthodes statistiques, comment cette particularité se manifeste dans notre corpus.

D. Analyse statistique : la place de la Commune des Asturies dans l'information relative aux événements d'Espagne d'octobre 1934

L'analyse statistique du nombre de colonnes consacrées aux événements d'Espagne dans la presse française de gauche entre octobre et novembre 1934 n'a été menée que pour la presse quotidienne socialiste et communiste, autrement dit pour *Le Populaire* et *L'Humanité*. En effet il nous a paru que l'analyse statistique devait se concentrer sur des échantillons strictement comparables. Il s'agit donc de comparer des journaux ayant la même périodicité, le même format, sur un temps équivalent. C'est pourquoi nous avons exclu de cette analyse les périodiques anarchistes français, car ils sont le plus souvent hebdomadaires, voire mensuels, ils n'ont pas le même format éditorial et la période consacrée aux événements qui nous intéressent est en décalage d'un ou deux mois sur les quotidiens socialiste et communiste.

Cette précision faite, on peut analyser à l'aide de méthodes statistiques la place occupée par la Commune des Asturies dans *Le Populaire* et *L'Humanité*. Deux éléments ont été pris en compte : la place de la Commune asturienne dans le traitement réservé aux événements d'Espagne dans chacun des quotidiens ; la différence quantitative dans le traitement de l'information entre les deux journaux. Nous nous baserons pour cela sur les graphiques joints en annexe (pp. I et II) : « Histogramme du nombre de colonnes consacrées aux événements d'Espagne et aux Asturies dans *Le Populaire* d'octobre et de novembre 1934 », « Histogramme du nombre de colonnes consacrées aux événements d'Espagne et aux Asturies dans *L'Humanité* d'octobre et de novembre 1934 », ainsi que « Histogramme du nombre de photos sur les

évènements d'Espagne dans *Le Populaire* en octobre et novembre 1934 » et « Histogramme du nombre de photos sur les évènements d'Espagne dans *L'Humanité* en octobre et novembre 1934 ».

L'analyse de chacun des deux premiers graphiques permet de constater que la place prise dans l'information relative aux évènements d'Espagne par la commune des Asturies est assez importante. En effet on note que dans *Le Populaire*, l'insurrection asturienne occupe près de 35% du nombre total de colonnes consacrées à l'Espagne entre octobre et novembre 1934 et ce taux atteint les 41% en ce qui concerne *L'Humanité*. La forte présence de cette région dans l'information générale sur l'Espagne n'est pas habituelle dans la presse française qui se concentre d'habitude beaucoup plus sur la Catalogne ou la région madrilène. L'ampleur des évènements dans les Asturies et surtout la férocité de la répression qui s'abat sur la région expliquent cet intérêt conjoncturel. On remarque également un décalage temporel assez important entre le déroulement effectif des évènements en Espagne et leur évocation dans les colonnes des quotidiens étudiés : pour les deux journaux on observe deux pics d'information entre le 7 et le 10 octobre puis entre le 1^{er} et le 6 novembre, correspondant approximativement au début et à la fin de l'insurrection armée. Ce décalage de plusieurs jours entre les évènements et leur évocation est attribuable aux difficultés de communications avec l'Espagne durant cette période à cause de la censure et de l'état d'alerte déclenché dans tout le pays.

L'analyse comparée des deux graphiques permet de mettre en évidence la richesse de l'information dans *L'Humanité* qui totalise environ 260 colonnes sur les évènements espagnols, alors que *Le Populaire* n'y consacre que 160 colonnes. Cette constatation confirme la présentation que nous avons faite au premier chapitre des deux quotidiens : *L'Humanité* possède une structure éditoriale bien plus forte que celle du *Populaire* qui peine à avoir une information riche et diversifiée.

Enfin, notons que cette analyse est corroborée par l'étude des deux graphiques suivants portant sur le nombre de photos consacrées aux évènements d'Espagne. En effet on dénombre 87 photos dans les colonnes de *L'Humanité* contre seulement 37 dans *Le Populaire*.

L'analyse statistique permet donc de mettre en avant la différence quantitative, et même qualitative, dans le traitement de l'information entre *Le Populaire*, qui apparaît plutôt pauvre et peu documenté, et *L'Humanité*, qui semble riche et mieux structuré d'un point de vue éditorial et rédactionnel. L'analyse statistique permet également de faire ressortir la prédominance nette de l'information sur la commune des Asturies dans les évènements d'Espagne en général. Cette prédominance est attendue étant donné l'ampleur du mouvement

asturien comparativement au reste de l'Espagne. Mais elle est aussi conjoncturelle, la presse française accordant en général son attention plutôt à la Catalogne et à Madrid.

E. Aux origines de l'information : les sources des journaux français

Les sources d'information utilisées par les quotidiens français relativement aux événements espagnols d'octobre 1934 sont de natures diverses et dépendent des titres étudiés.

Les sources utilisées par *Le Populaire* sont principalement de deux natures : les dépêches des agences de presse et les quotidiens espagnols. On peut ajouter également à cela les communiqués officiels, quelques lettres de camarades espagnols, ainsi que quelques témoignages. Les dépêches des agences *Havas* et *Information* constituent la principale source d'information, on relève également quelques dépêches de l'agence *Reuters*. En ce qui concerne les journaux espagnols, la préférence est accordée au quotidien de droite *El Debate*, la plupart du temps pour critiquer ses prises de position. On peut aussi citer : *ABC*, *Ahora*, *El Dia*, *El Liberal*, *El pueblo Vasco*, *El Sol*, *Heraldo de Madrid*, *La Gaceta de Madrid*, *La Libertad* et *La Voz* mais leurs occurrences sont plus rares.

L'Humanité possède un panel de sources plus large. On retrouve dans celui-ci les dépêches d'agence : *Havas* principalement, *Information*, *International News Services*, *Reuters* et *United Press*. Les quotidiens espagnols occupent également une place importante : *ABC*, *Ahora*, *Crónica*, *El Debate*, *El Liberal*, *El Mundo Obrero*, *El Socialista*, *El Sol*, *Estampe*, *La Libertad*, *Heraldo de Madrid*, *La Epoca*, *La Gaceta de Madrid*, *La Nación* et *La Voz*. On trouve dans les sources de *L'Humanité* d'autres journaux européens : *Daily Worker*, et *Politiken* ; ainsi que des quotidiens français : *Le Jour*, *Le Matin*, *Le Petit Parisien*, *Le Temps*, *L'Intransigeant*, *L'Ordre*, *Le Petit Journal* et *Le Petit Marseillais*. Enfin le quotidien communiste utilise également comme sources les communiqués officiels, des lettres de camarades espagnols ou du PCE, des « sources privées », « officieuses » ou « particulières » et possède un envoyé spécial à la frontière espagnole dans la ville d'Hendaye.

Les sources des journaux anarchistes se démarquent de celles des deux précédents quotidiens dans la mesure où les dépêches d'agences y sont quasi inexistantes. Cela tient à la nature même de ces périodiques, avant tout militants et dont le degré de professionnalisation est limité. La presse espagnole y tient une grande place : *CNT*, *ABC*, *Ahora*, le journal de l'AIT, *Crónica*, *Diaro de Madrid*, *El Carbayon*, *El Debate*, *El Guizado Español*, *El Liberal*, *El Sol*, *Heraldo de Madrid*, *Informaciones*, *La Nación*, *La Voz de Asturias*, *Región*, *Revolución Social*, *Tiempos Nuevos* et surtout *Tierra y Libertad*, le journal de la FAI. On trouve également dans les sources des journaux anarchistes français des titres de la presse

européenne comme *Giustizia e Liberta* ou *Le Réveil Anarchiste* (Genève) et de la presse française. *Le Populaire* et *L'Humanité* qui sont cités de nombreuses fois (pour être repris et contredit), *L'Intransigeant*, *Monde*, *Le Petit Parisien*, *La Petite Gironde* et des journaux anarchistes repris par d'autres, *Combat Syndicaliste*, *Le Libertaire* et *La voix Libertaire*. Enfin c'est certainement dans la presse anarchiste que sont le plus présentes les lettres espagnoles envoyées depuis les prisons ou depuis le front des Asturies.

On remarque donc que les sources de « seconde main » sont les plus employées par la presse française de gauche sur les événements d'octobre 1934. La place importante des dépêches d'agences, des communiqués officiels et des traductions de la presse espagnole dans l'inventaire des sources d'information souligne cette réalité : il n'y a quasiment pas de sources directes d'information. Cette constatation est très importante dans la mesure où la représentation qu'a pu donner la presse française de gauche des événements est en partie dictée par les sources qu'elle utilise. La multiplication des sources de « seconde main » permet dans une certaine mesure de limiter ces effets. *L'Humanité* ainsi que les feuilles anarchistes cherchent cette diversification en utilisant comme sources d'autres quotidiens français aux sensibilités politiques opposées ou encore d'autres quotidiens européens qui semblent mieux informés sur le déroulement des événements.

Dans le cadre des organes socialiste et anarchiste, le manque d'informations directes peut être attribué au manque de moyens et aux difficultés financières dont ils souffrent. En effet il n'est pas aisé dans ces conditions d'envoyer un journaliste sur place, en supposant qu'on en ait la possibilité légale. Mais on peut facilement dépouiller la presse espagnole et européenne, et bénéficier de l'information fournie par les agences. Cependant, d'une manière générale, la censure exercée par le gouvernement espagnol semble être l'explication principale du caractère indirect des sources utilisées. En effet dès les premiers jours d'octobre, le gouvernement français refuse de délivrer un passeport au journaliste de *L'Humanité* Vaillant-Couturier, obéissant aux ordres du gouvernement espagnol, alors que tous les autres journaux français, de droite, du centre ou apolitique, ont pu en avoir un⁵⁶. Nous reviendrons plus longuement sur la censure qu'exerce le gouvernement espagnol dans la cinquième partie de ce mémoire, mais nous pouvons déjà souligner que le manque d'information dont est victime la presse française de gauche y est largement imputable.

⁵⁶ « Dans toute l'Espagne, ouvriers et paysans se soulèvent », *L'Humanité*, 9 octobre 1934, p. 1

Plusieurs éléments conditionnent la vision des événements espagnols de 1934 dans les colonnes de la presse française de gauche : les clivages sont encore très profonds entre socialistes, anarchistes et communistes français en 1934, malgré le tournant opéré par l'IC dès le début de l'année. L'exemple espagnol apporte la preuve qu'une action commune est possible entre les forces de gauche. Toute la difficulté de cette presse est donc de se positionner par rapport à cet événement : comment concilier les divisions doctrinales avec la réalité du front révolutionnaire qui se met en place dans les Asturies ? Dans le même temps, l'épisode de la Commune asturienne s'il prend un peu de court les forces de la gauche française, conforte les stratégies de front anti-fasciste qui sont en train d'émerger.

L'Espagne constitue en même temps presque un cas d'école par rapport aux vieux schémas d'analyse marxiste constituant le cadre de référence d'une partie de la gauche française : l'insurrection qui y éclate symbolise en effet à ses yeux la lutte entre le féodalisme économique d'un côté, la révolution sociale de l'autre ; entre les forces de la réaction et un prolétariat révolutionnaire toujours en action. Dans le cadre de l'Europe des années 1930, cette réaction prend le visage du fascisme. La conjoncture, tant en Espagne qu'en France, confère donc à l'événement une portée internationale : la lutte du prolétariat espagnol n'est pas seulement importante pour la cause révolutionnaire en général, elle l'est aussi parce qu'elle préfigure d'autres luttes à venir. Le prolétariat européen et français vit donc l'événement par procuration.

La représentation de la région des Asturies elle-même ainsi que les conditions propices au déclenchement de l'insurrection dans cette région minière achèvent de mettre en place la scène où l'action, la Commune elle-même, se déroule.

La représentation de la Commune asturienne ne peut se passer d'une représentation de ces acteurs que sont les militants socialistes, communistes et anarchistes de la région ainsi que le peuple qui les suit. Qui sont-ils ? Quel fut leur rôle dans le déroulement des événements ? A présent que nous savons contre qui et contre quoi ils se battent, pour quoi luttent-ils ? Quelles sont leurs aspirations ? Quelle est surtout l'image qu'en donne la presse française de gauche ?

Chapitre 2

LES REPRESENTATIONS DES REVOLUTIONNAIRES EN LUTTE POUR UNE NOUVELLE SOCIETE : UNE COMMUNE DANS LES ASTURIES

L'image donnée des acteurs de la Commune asturienne par la presse française de gauche renvoie bien souvent celle-ci à ses propres contradictions. Cette image, largement positive, n'empêche pas en effet la question des divisions doctrinales d'affleurer très souvent. L'embarras dans lequel le mouvement insurrectionnel asturien plonge une SFIO très réformiste est également significatif de ces contradictions.

III / Représentations dans la presse française de gauche des acteurs de la commune des Asturies

A. Les socialistes asturiens

1. Les déclencheurs de la grève générale

L'ensemble de la presse étudiée désigne les socialistes des Asturies comme les déclencheurs de l'insurrection dans la région. Nous avons vu combien sont puissants les socialistes et les syndicalistes de l'UGT dans cette région minière, la représentation qui en est faite dans la presse française de gauche reflète cette prééminence.

Les socialistes des Asturies sont présentés en outre comme représentatifs du changement de direction d'une partie du PSOE qui se tourne vers une politique plus révolutionnaire et donc moins réformiste à partir de 1933 : « Dans les Asturies (...) il apparaît qu'au début les chefs socialistes ont voulu tenter « quelque chose de sérieux » »⁵⁷, « leurs militants tentaient avec les nôtres [anarchistes] de donner au mouvement une base sociale et de transformer l'insurrection en mouvement révolutionnaire »⁵⁸. Le pacte passé avec les anarchistes de la CNT le 28 mars 1934, sur l'initiative de l'UGT, semble être le symbole de cette nouvelle orientation, plus radicale, d'une partie des dirigeants socialistes. Dès les premiers jours de la grève générale, début octobre 1934, *Le Populaire* assume le rôle pionnier des socialistes asturiens

⁵⁷ L'Union anarchiste, « Les événements d'Espagne et le rôle des anarchistes », *Le Libertaire*, 30 novembre 1934, p. 1

⁵⁸ L'Union anarchiste, « L'attitude des anarchistes devant l'insurrection espagnole », *Le Libertaire*, 2 novembre 1934, p. 1

dans le déclenchement des évènements : « *Les socialistes sont à la tête du mouvement* »⁵⁹. Le parti socialiste, dans les Asturies comme en Espagne et en Europe, organise et guide la classe ouvrière selon le quotidien socialiste français⁶⁰. *L'Humanité* reconnaît également l'influence indéniable des socialistes asturiens dans le déclenchement de la grève, mais y associe de manière récurrente les communistes afin de montrer l'influence du Parti dans la région.

L'image donnée des socialistes asturiens au début des évènements est donc largement positive, quelles que soient les tendances idéologiques des organes étudiés. En effet le tournant révolutionnaire pris par les dirigeants du PSOE et de l'UGT des Asturies est particulièrement apprécié des anarchistes, tandis que la doctrine d'un parti guidant les masses vers la Révolution s'accorde aux vues des communistes.

Bien qu'il se félicite que les socialistes soient au centre du mouvement asturien, *Le Populaire* est pourtant rapidement embarrassé et son enthousiasme décroît. Il est en effet particulièrement réservé face à la tournure que prennent les évènements dans les Asturies. Le rôle des socialistes asturiens n'est jamais mis en avant dans les colonnes du quotidien lorsqu'il traite du caractère armé de l'insurrection. L'attachement au réformisme de la SFIO transparaît clairement ici. La représentation des socialistes asturiens semble en fait basculer dans la presse de gauche française, surtout chez les anarchistes et même chez les communistes, lorsque le peuple demande aux instigateurs de la grève révolutionnaire des armes pour lutter.

2. Les meneurs dépassés par leur base

L'image positive des socialistes asturiens, représentés comme les déclencheurs de la grève du 5 octobre 1934, et donc comme les meneurs du mouvement insurrectionnel à ses débuts, connaît une inflexion notable lorsque le mouvement bascule vers la révolution. En effet lorsqu'il s'agit de dresser le bilan, la représentation des leaders socialistes n'est plus celle de l'avant-garde révolutionnaire encadrant les masses populaires, mais plutôt celle de meneurs dépassés par leur base, ayant déclenché un mouvement qu'ils ne maîtrisent plus, qui dépasse leurs objectifs premiers et dont ils tentent de freiner l'avancée ou du moins de s'en désolidariser.

Les communistes de *L'Humanité* reprochent ainsi aux socialistes des Asturies « *d'avoir compromis le succès [de la commune] en résistant aux justes propositions du parti communiste d'Espagne réclamant d'élargir aux paysans les alliances ouvrières* »⁶¹. Il existe, selon le quotidien communiste, au sein même du parti socialiste « *des éléments qui ne cachent pas leur hostilité à*

⁵⁹ André Leroux, « La grève générale dresse toute l'Espagne contre le fascisme », *Le Populaire*, 6 octobre 1934, p.1

⁶⁰ André Leroux, « La Catalogne a proclamé son indépendance », *Le Populaire*, 7 octobre 1934, p.1

⁶¹ Le comité central du PCF, « Gloire à la commune des Asturies », *L'Humanité*, 11 novembre 1934, p. 4

l'égard de tout mouvement révolutionnaire »⁶². Sous l'influence du parti communiste, nous dit *L'Humanité*, « *les masses dépassèrent les buts poursuivis par les dirigeants* » du mouvement⁶³.

La presse anarchiste française est encore plus agressive dans ses attaques contre les socialistes des Asturies. Selon elle, le mouvement déclenché par les dirigeants de l'UGT n'avait pour objectif que des visées politiques, y compris dans les Asturies où cela ne semblait pourtant pas être le cas aux premiers jours de l'insurrection. La question de l'armement du peuple est centrale dans les reproches adressés aux leaders de l'Alliance ouvrière : « *les socialistes des Asturies – qui étaient les initiateurs du mouvement – ont refusé la moindre arme aux lutteurs de la CNT qui devaient les acheter aux socialistes* »⁶⁴. Plus loin, *Le Combat syndicaliste* déclare que « *l'UGT n'est, à aucun moment, intervenue officiellement dans les évènements d'octobre* ». L'attitude des socialistes asturiens envers les anarchistes de leur région est également dénoncée dans le même article : « *le 5 octobre – c'est le jour de l'insurrection asturienne – les socialistes des Asturies avaient passé la journée à discuter s'il fallait permettre ou ne pas permettre aux éléments de la CNT (qui, ne l'oublions pas, participaient à l' « Alliance Ouvrière » avec les socialistes) d'intervenir dans le mouvement* ». Toujours dans *Le Combat Syndicaliste*, est publié le 29 mars 1935 un manifeste de l'AIT et de la CNT dans lequel la défaite de la Commune est attribuée à « *l'influence néfaste* », « *l'incapacité et l'hésitation des chefs socialistes* » des Asturies. L'évocation du changement de direction des comités révolutionnaires est une occasion de plus pour les anarchistes de fustiger le rôle des socialistes dans les Asturies : « *à l'origine le mouvement est dirigé par les socialistes. Mais très vite, sauf quelques exceptions, dès que les premiers fléchissements se font sentir, les chefs abandonnent la partie* »⁶⁵. Dans le même registre d'argumentation, *Terre Libre* déclare :

« *La conduite hésitante des dirigeants représentant aux Asturies l'autorité des Partis se heurtait ainsi, dès les premiers jours, à l'initiative et à la volonté de lutte des masses.(...) Tandis qu'un vent de capitulation passait sur les chefs, les masses remettaient à d'autres la direction de leur lutte.(...) Au début du mouvement, le comité révolutionnaire était composé de socialistes. Au bout du cinquième jour, d'un commun accord, le pouvoir exécutif et la direction des opérations passa à un comité anarchiste et communiste.(...) Les chefs, qui ont compris trop tard les fautes commises, disparaissent durant ces deux journées de défaillance. Le pouvoir se rapproche du peuple et ce sont les travailleurs eux-mêmes qui déterminent de poursuivre la lutte* »⁶⁶.

⁶² « Pourquoi nous n'avons pas triomphé », *L'Humanité*, 11 novembre 1934, p. 4

⁶³ « La République socialiste des ouvriers, paysans et soldats », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4, extrait traduit du journal espagnol *La Nacion*

⁶⁴ A. Schapiro, « Bilan du passé ou budget d'avenir ? », *Le Combat Syndicaliste*, 9 janvier 1935, p. 1

⁶⁵ L'Union anarchiste, « Les évènements d'Espagne et le rôle des anarchistes », *Le Libertaire*, 30 novembre 1934, p. 1

⁶⁶ « Défense de la FAI », *Terre Libre*, janvier-février 1935, pp. 2-3

Autour de l'épisode asturien, les vieux débats qui agitent la gauche française resurgissent donc. Le principal de ces débats met en jeu la Révolution contre la Réforme pour réaliser le socialisme. La ligne de partage opposant les révolutionnaires (communistes et libertaires) aux socialistes réformistes transparaît bien : les premiers sont les seuls à soutenir sans réserve le mouvement insurrectionnel qui passe par l'armement du peuple. Les divisions qui traversent le PSOE et l'UGT dans les Asturies quant à la conduite à tenir sont pour la presse anarchiste et communiste française significatives de leurs difficultés à se positionner clairement en faveur de l'option révolutionnaire. D'où la condamnation sans appel dont ils font l'objet.

B. Les communistes asturiens

La représentation des communistes des Asturies dans la presse française de gauche non communiste fait tout d'abord état de leur faible poids numérique, bien que la région minière apparaisse comme l'un de leur principal bastion en Espagne. *Le Populaire* et la presse anarchiste traitent donc peu de l'influence du parti bolchéviste dans les événements asturiens. Si les divergences idéologiques très fortes qui les opposent l'expliquent, la faiblesse numérique du PCE les y autorise également.

Le Populaire donne peu d'informations sur les communistes asturiens, les associant toujours ou presque dans leurs colonnes aux socialistes et à l'Alliance ouvrière sans opérer de distinctions fondamentales. Le quotidien se contente de souligner leur faible poids et le caractère secondaire de leur influence face à celle des anarchistes et des dirigeants de l'UGT-PSOE de la région. On tend donc à minorer l'action du PCE et à gommer les différences qui peuvent exister entre ces différentes formations qui ont conclu une alliance objective dans le cadre asturien.

La presse anarchiste française est en revanche beaucoup plus sévère dans sa représentation des communistes espagnols en général. On procède le plus souvent à une attaque en règle contre le frère ennemi, qui incarne tout à la fois dans la culture anarchiste le communisme marxiste, autoritaire, dénoncé par Bakounine au temps de l'AIT et le communisme bolchéviste dont la prétention à incarner à lui tout seul la Révolution prolétarienne a renforcé encore les divergences idéologiques avec les libertaires.

Les critiques féroces que les anarchistes français adressent au PCE doivent donc se lire à un double niveau : elles renvoient à la situation espagnole et au rapport de force inégalitaire existant entre la CNT-FAI et le PCE, les premiers l'emportant majoritairement en terme

d'audience sur les seconds ; ces critiques s'alimentent en outre à la féroce inimitié qui oppose anarchistes et communistes français entre eux. La citation qui suit en est une illustration :

« *Le Parti bolchéviste d'Espagne ne forme, politiquement, qu'une camarilla insignifiante comprenant surtout des vedettes déchues du parti socialiste, (...) composée d'une demi-douzaine d'irresponsables, d'inintelligents et d'immoraux, (...) des prototypes de loucherie, de démoralisation des masses et de voracité bourgeoise* »⁶⁷. Tout en insistant sur le caractère insignifiant des effectifs communistes en Espagne, on use d'un vocabulaire volontiers ordurier visant à présenter les communistes à la fois comme des aventuriers et des traîtres à la cause prolétarienne.

En revanche et significativement, l'image des communistes asturiens apparaît plus positive que celle qui est prêtée à leurs dirigeants. En effet la presse anarchiste française n'évoque leur rôle dans la commune des Asturies qu'au moment du changement de direction des comités révolutionnaires, changement auquel les communistes asturiens participèrent aux côtés des anarchistes, dans un sens de radicalisation de la lutte.

Le rôle des communistes asturiens occupe bien sûr une très grande place dans la presse communiste française. C'est en effet dans ce cadre que la propagande communiste de *L'Humanité* sur les événements d'Espagne est la plus visible. Dès le 8 octobre 1934, André Marty qualifie de « *sérieuse* » l'influence du Parti communiste dans les Asturies⁶⁸. Il faut voir dans l'ampleur du mouvement d'octobre, toujours selon André Marty deux jours plus tard, « *l'action de notre Parti communiste déjà rompu au travail illégal* »⁶⁹. Les combattants asturiens mènent une « *lutte magnifique, ardente, pleine d'allant révolutionnaire, conduite par l'Alliance ouvrière, sous l'impulsion virile du Parti communiste !* »⁷⁰. « *L'héroïsme des communistes* » asturiens est comparé à celui des communards de Paris⁷¹. *L'Humanité* juge que l'activité du Parti communiste d'Espagne est passée sous silence par toute la presse⁷².

« *Le succès temporaire de la Commune des Asturies est en même temps une victoire de l'unité d'action et une victoire du Parti communiste d'Espagne, héroïque avant-garde, qui a montré la voie aux grandes masses de tout le pays.* »⁷³

⁶⁷ Le comité national de la CNT, le secrétariat de l'AIT, « Manifeste aux travailleurs de tous les pays ! », *Le Combat Syndicaliste*, 29 mars 1935, pp. 1-2

⁶⁸ André Marty « Malgré la capitulation de Companys la grève générale et les combattants continuent », *L'Humanité*, 8 octobre 1934, p. 1

⁶⁹ André Marty, « Les Asturies tiennent toujours, la lutte armée continue partout », *L'Humanité*, 10 octobre 1934, p. 1

⁷⁰ « Les mineurs de Miéres font échec depuis 10 jours aux colonnes répressives », *L'Humanité*, 19 octobre 1934, p. 1

⁷¹ « L'héroïsme des combattants des Asturies qui instaurèrent le pouvoir ouvrier », *L'Humanité*, 27 octobre 1934, p. 3

⁷² « L'activité du Parti communiste d'Espagne », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4

⁷³ ERCOLI, « La guerre civile en Espagne et le prolétariat international », *L'Humanité*, 2 novembre 1934, p. 4

Même après la fin de la Commune asturienne, au moment des premiers retours dans les usines, *L'Humanité* titre son article sur l'Espagne : « A Trubia [dans les Asturies] les ouvriers vont au travail au cri de : « VIVE LE PARTI COMMUNISTE ! » »⁷⁴.

La place qu'occupe le parti frère dans les colonnes de *L'Humanité* est donc prépondérante, ce qui n'est pas pour nous surprendre. *L'Humanité* étant plus un organe de propagande au service de l'IC qu'un quotidien d'information, elle trouve dans les événements d'Espagne l'occasion de remplir sa mission. Les communistes ont certainement joué un rôle important dans le déroulement de la commune asturienne, comme ne le contredit d'ailleurs ni *Le Populaire*, ni la presse anarchiste. Ils n'ont pas été cependant aussi actifs et aussi influents que veut le montrer *L'Humanité* dans presque tous ses articles. La représentation des communistes asturiens reste le plus souvent très proche de celle des communistes espagnols en général ; cela diffère des représentations des socialistes ou des anarchistes asturiens qui se démarquent de l'image globale nationale des militants de l'UGT ou de la CNT.

C. Les anarchistes asturiens

La représentation des anarchistes des Asturies dans la presse française de gauche comporte différentes facettes. D'une part celle-ci correspond à l'image globale des anarchistes espagnols de l'époque, dont les organisations n'ont pas pris part officiellement aux événements d'octobre. D'autre part on dénote une nette spécificité dans la représentation des anarchistes asturiens ; ceux-ci ont intégré l'Alliance ouvrière et ont vite pris la direction des comités révolutionnaires malgré leur faible poids dans la région. Enfin, se détache la représentation classique dans la presse de gauche de l'anarchiste idéalisé, empreinte de romantisme révolutionnaire.

Le rôle des anarchistes dans les événements d'octobre 1934 est abondamment commenté. En effet, la position du comité fédéral de la CNT, qui ne souhaite pas prendre part à la grève générale du 5 octobre, est à l'origine d'une polémique entre les organes de presse socialiste et communiste d'une part et anarchistes d'autre part. Les raisons mises en avant par les anarchistes espagnols sont longuement développées dans les colonnes des organes anarchistes : « Nos camarades de la Fédération ibérique et les travailleurs groupés dans la Confédération Nationale du Travail n'ont pas voulu se prêter à ce jeu de politique pure »⁷⁵. Les anarchistes accusent en effet les socialistes espagnols d'avoir déclenché cette insurrection dans le seul but de reprendre le pouvoir qu'ils avaient perdu aux élections de novembre 1933.

⁷⁴ « A Trubia, les ouvriers vont au travail au cri de : « Vive le Parti communiste ! » », *L'Humanité*, 29 novembre 1934, p. 3

⁷⁵ « En Espagne », *La Conquête du pain*, 13 octobre 1934, p. 1

S'en suit toute une longue polémique faite d'attaques et de réponses par journaux interposés entre *Le Populaire* et *L'Humanité*, et les feuilles anarchistes au sujet des « chefs anarchistes ». Selon les premiers ceux-ci ont eu une « attitude de trahison »⁷⁶ en ne donnant pas l'ordre de grève, « non seulement ils mirent obstacle à la grève révolutionnaire mais ils se joignirent même à la bourgeoisie en déclarant que cette grève était politique »⁷⁷. Les seconds répondent en déclarant : « De « chefs », les anarchistes n'en reconnaissent point dont les ordres puissent déclencher ou empêcher le déchaînement des luttes sociales », « les anarchistes espagnols n'ont pas de chefs ! »⁷⁸. Cette controverse sur « le rôle des chefs anarchistes » à l'échelle nationale tend à se répercuter sur la représentation des anarchistes asturiens dans la mesure où elle généralise, dans un sens comme dans l'autre, les responsabilités de ce courant idéologique dans le déroulement des événements.

Toutefois le rôle particulier des anarchistes asturiens est mis en valeur lorsque est évoquée la question de l'unité du prolétariat dans la lutte révolutionnaire des Asturies. En effet le pacte des Asturies dont nous avons parlé plus haut entre la CNT et l'UGT, influence malgré tout de manière significative la représentation des anarchistes asturiens dans la presse socialiste et communiste française. Ils se démarquent des organisations anarchistes espagnoles. « Dans les Asturies c'est évidemment différent » déclare Floréal, anarchiste catalan, dans *L'Humanité*⁷⁹. « Dans les Asturies, (...) les ouvriers de la CNT et anarchistes furent au premier rang de la lutte »⁸⁰ nous dit *L'Humanité* qui relègue au second plan les querelles idéologiques et retrouve les accents d'un certain romantisme révolutionnaire quand elle parle des « admirables ouvriers anarchistes qui luttèrent héroïquement »⁸¹, « avec leur habituel courage et leur magnifique mépris de la mort »⁸². Cependant, *Le Populaire*, repris le lendemain par *L'Humanité* dans les mêmes termes, émet des réserves quant à l'enthousiasme de l'adhésion de la CNT à l'Alliance ouvrière asturienne : « Ils [les adhérents de la CNT] finirent par faire partie de l' Alliance ouvrière », sans enthousiasme, puisque la décision fut prise par 39 votes de délégués contre 35 et quatre bulletins blancs. Il s'agissait en outre d'une décision locale qui ne signifiait nullement l'acquiescement de la Confédération Nationale elle-même »⁸³. Ces déclarations tendent à insinuer que les anarchistes asturiens auraient adhéré à l'Alliance ouvrière après les communistes, ce qui n'est pas le cas comme nous le savons. Ces allusions visent en fait à discréditer les

⁷⁶ « Les députés fascistes et lerrouxistes ont siégé sous la protection des mitrailleuses », *L'Humanité*, 10 octobre 1934, p. 3

⁷⁷ « Comme Hitler, Lerroux organise des camps de concentrations », *L'Humanité*, 25 novembre 1934, p. 3

⁷⁸ « Défense de la FAI » et « Histoire d'une grève générale », *Terre Libre*, janvier-février 1935, p. 1 et p. 7

⁷⁹ « Les anarchistes de Madrid et Barcelone ont trahi la révolution », *L'Humanité*, 26 octobre 1934, p. 1, reproduction d'une interview réalisée par Maurice Prax pour *Le Petit Parisien*.

⁸⁰ « Les anarchistes catalans parlent... », *L'Humanité*, 5 novembre 1934, p. 3

⁸¹ Le comité central du PCF, « Gloire à la commune des Asturies », *L'Humanité*, 11 novembre 1934, p. 4

⁸² « Complice de Lerroux et Gil Robles, Doumergue fait poursuivre le camarade Rabaté », *L'Humanité*, 9 novembre 1934, p. 1

⁸³ « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 3 novembre 1934, p. 3

anarchistes, asturiens ou non, dans leurs prises de décisions, du fait de leur opposition constante aux socialistes et aux communistes. On peut donc dire que la représentation des anarchistes asturiens est ambivalente : ils sont les seuls en Espagne à avoir pris part activement et officiellement au mouvement, mais la position au niveau national de leur confédération entache tout de même l'image que l'on a d'eux.

Les organes de la presse anarchiste française se félicitent quant à eux du rôle des anarchistes dans la commune des Asturies. *Le Libertaire* est à ce propos très clair : « Dans les Asturies, dès le début, on a vu les anarchistes et anarcho-syndicalistes à la pointe du combat. (...) Certains gestes symboliques qui ne trompent pas montrent bien que l'influence des anarchistes était prépondérante. A Gijon, Stabero, Le Tauste, Mières, Sama de Langreo (...) le communisme libertaire fut proclamé »⁸⁴, « dans le bassin minier de Sama de Langreo, Mières (...), les libertaires avaient la direction de l'insurrection »⁸⁵, « les anarchistes ont été au premier plan de la lutte et se sont sacrifiés par centaines »⁸⁶. *Le Combat Syndicaliste* va même jusqu'à parler de l'éducation et du tempérament anarchiste de Gijon qui « proclama, et vécut intensément le communisme libertaire »⁸⁷.

La représentation des anarchistes et anarcho-syndicalistes des Asturies est donc complexe. Elle est tiraillée entre l'image globale des libertaires espagnols pendant octobre 1934, la représentation classique de l'anarchiste courageux et vaillant combattant, et la particularité du contexte asturien d'unité du prolétariat dans la lutte. Cette unité est d'ailleurs un facteur fondamental dans la compréhension des représentations de la Commune des Asturies : unité syndicale comme nous venons de le voir, mais également unité du peuple des Asturies, tout entier engagé dans la lutte.

D. Le peuple asturien : paysans, femmes, enfants

1. La dimension populaire de l'insurrection

La dimension populaire de la lutte est une donnée essentielle de la représentation de la Commune asturienne. Dès les premiers jours des événements, *L'Humanité* annonce que « toute la population est soulevée et résiste victorieusement aux colonnes répressives du gouvernement. » et titre : « Toute la population ouvrière des Asturies dans la lutte armée »⁸⁸. Le même jour, *L'Humanité* cite un article de *L'Intransigeant*, quotidien français de droite : « Il paraît que les troupes régulières ont en face d'elles, dans cette région minière, presque la totalité de

⁸⁴ L'Union Anarchiste, « Les événements d'Espagne et le rôle des anarchistes », *Le Libertaire*, 30 novembre 1934, p. 1

⁸⁵ L'Union Anarchiste, « L'horrible tragédie espagnole », *Le Libertaire*, 16 novembre 1934, p. 1

⁸⁶ L'Union Anarchiste, « L'attitude des anarchistes devant l'insurrection espagnole », *Le Libertaire*, 2 novembre 1934, p. 1

⁸⁷ Marques da Costa, « Sur les événements d'Espagne », *Le Combat Syndicaliste*, 9 janvier 1935, p. 2

⁸⁸ André Marty, « Dans les Asturies, 50.000 combattants tiennent en échec les forces gouvernementales », *L'Humanité*, 12 octobre 1934, p. 1

la population. (...) La disproportion entre le nombre de soldats réguliers et leurs adversaires est estimée à environ 1 contre 10 » d'après l'envoyé spécial sur place de ce journal⁸⁹. L'unité de la population dans l'insurrection est très souvent avancée comme un des facteurs de réussite de l'insurrection, « seules les Asturies ont marché à fond. Toute la population de ce bassin minier est passée à l'action »⁹⁰. Pendant les quinze jours environs où la Commune des Asturies triomphe, le peuple tout entier semble être derrière elle : « Dans les Asturies, 100.000 mineurs et paysans, hommes, femmes et enfants, luttent depuis deux semaines et ils n'ont pas mis bas leurs armes »⁹¹. Toute la population de la région semble être mobilisée : « les insurgés ont mis sur pieds tous les hommes de 16 à 50 ans » d'après une lettre envoyée des Asturies à Marcel Cachin de *L'Humanité*⁹².

La dimension populaire de la Commune est donc un facteur fort dans la représentation qui en est donnée. La solidarité qui unit ouvriers et paysans est mise en avant, ainsi que le basculement qui fait passer les soldats du côté des insurgés.

2. La solidarité entre ouvriers, paysans et soldats insurgés

Si la région des Asturies est une région minière, elle est également une région de petites exploitations. La majorité de la population est donc composée d'ouvriers des mines ou des fabriques d'explosifs et de paysans. « Dans les Asturies, cheminots, mineurs et paysans sont en fait maîtres du pays » sous-titre *L'Humanité* dès le 8 octobre⁹³. « La guérilla des paysans harcelant les colonnes » de l'armée de répression facilite le combat des ouvriers en armes⁹⁴.

Cette solidarité entre tous les travailleurs des Asturies complique la tâche des forces répressives qui doivent faire face au problème des désertions. « Les soldats n'ont aucun enthousiasme pour la lutte contre les insurgés.(...) Deux compagnies, au Campo Alles, et 50 soldats d'infanterie de marine, à Gijon, sont passés aux insurgés »⁹⁵. En effet l'armée régulière est composée majoritairement de soldats issus des milieux paysan et ouvrier qu'ils doivent combattre, et « il s'est produit dans ses rangs tant de défections qu'il a fallu faire appel à la légion étrangère et aux bataillons d'Afrique »⁹⁶. Les défections se font même dans les rangs des officiers. Reprenant une dépêche du journal espagnol à tendance fasciste *El Debate*,

⁸⁹ *ibid.*

⁹⁰ « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 26 octobre 1934, p. 3

⁹¹ Marcel Cachin, « 30.000 travailleurs réunis à Buffalo », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 1

⁹² « Les mineurs de Mières font échec depuis 10 jours aux colonnes répressives », *L'Humanité*, 19 octobre 1934, p. 1

⁹³ « Malgré la capitulation de Companys la grève générale continue », *L'Humanité*, 8 octobre 1934, p. 1

⁹⁴ « Les mineurs de Mières font échec depuis 10 jours aux colonnes répressives », *L'Humanité*, 19 octobre 1934, p. 1

⁹⁵ André Marty, « Dans les Asturies, 50.000 combattants tiennent en échec les forces gouvernementales », *L'Humanité*, 12 octobre 1934, p. 1

⁹⁶ Lucile Pelletier, « L'attitude des anarcho-sindicalistes dans la tragédie espagnole », *La Révolution Proletarienne*, 25 novembre 1934, pp. 11-12

L'Humanité annonce que « plusieurs officiers de la base de Leon ont refusé de partir pour bombarder les insurgés dans les Asturies »⁹⁷ et le 14 novembre, on apprend par dépêche dans *Le Populaire* que « le lieutenant des gardes civils Gabriel Torrens (...) était passé du côté des insurgés avec qui il avait combattu à Campomanes, à Langreo et à Oviedo »⁹⁸. Le 1^{er} novembre, le quotidien communiste publie un manifeste rédigé par les insurgés asturiens invitant les soldats qui les combattent à les rejoindre ; celui-ci se termine ainsi : « Frères soldats ! Venez avec nous. Désertez les rangs capitalistes ! »⁹⁹. Enfin, *Terre Libre* publie en décembre une lettre d'un soldat des Asturies dans laquelle celui-ci décrit les méthodes employées par l'armée afin de limiter les désertions :

« Dès le premier village asturien que nous avons traversé, à tous les carrefours des banderoles nous disaient : Soldat ! Enfant du Peuple, révolte-toi ! Mets ton fusil au service de la Révolution sociale ! Dès ce moment, notre calvaire commença. Défense de parler entre nous ; si, au cours d'étape, un soldat faisait n'importe quel signe à un autre, il se faisait abattre d'un coup de revolver par nos officiers (...) »¹⁰⁰

3. Le rôle des femmes et des enfants

Le rôle des femmes et des enfants prend une place importante dans les représentations qui sont données de la Commune asturienne. En effet, la mise en avant du combat des plus faibles dans la lutte armée donne un relief inédit à la solidarité de la population insurgée. « Des femmes se sont battus héroïquement à Oviedo (...) deux femmes sont tombées en luttant héroïquement avec des mitrailleuses » nous informe *Le Populaire*¹⁰¹. A Gíjon, « de fortes barricades furent élevées par les ouvriers où luttèrent même des femmes contre les soldats du Tercio »¹⁰². Dans une lettre adressée au PCE par les révolutionnaires des Asturies, ceux-ci déclarent que « les femmes luttent héroïquement aux premiers rangs »¹⁰³ et quelques jours plus tard, le quotidien communiste reproduit un article du journal espagnol *Cronica* en le titrant : « A Nava, les femmes sont plus enthousiastes et plus décidées que les hommes »¹⁰⁴. *Terre Libre*, dans un article intitulé « Les Femmes Asturiennes dans la révolution », glorifie « l'impressionnante action des femmes révolutionnaires aux Asturies » :

⁹⁷ « Des officiers aviateurs ont refusé de bombarder les insurgés », *L'Humanité*, 28 octobre 1934, p. 3

⁹⁸ « On prévoit une nouvelle condamnation à mort par le conseil de guerre », *Le Populaire*, 14 novembre 1934, p. 3

⁹⁹ « La République socialiste des ouvriers, paysans et soldats », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4. Manifeste extrait du journal monarchiste espagnol *La Nacion* du 24 octobre 1934.

¹⁰⁰ « Choses d'Espagne », *Terre Libre*, décembre 1934, p. 6

¹⁰¹ « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 29 octobre 1934, p. 3

¹⁰² E.M., « La révolution dans les Asturies », *L'En-Dehors*, mi-décembre 1934, p. 111

¹⁰³ « La prise et la défense d'Oviedo », *L'Humanité*, 29 octobre 1934, p. 4

¹⁰⁴ « Les prolétaires combattent et organisent l'ordre », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4. Reproduction d'un article de Luis de Luaces paru dans *Cronica*.

« Dès les premiers moments de la révolte, elles marchent en tête de l'avant-garde, défiant la mort et la mitraille. D'autres restent à l'arrière pour ravitailler les combattants (...). Femmes des Asturies ! Braves compagnes de la Révolution ! »¹⁰⁵

Même après la fin des combats proprement dits le rôle des femmes est encore mis en avant dans la lutte contre la répression. *L'Humanité* du 14 novembre titre son article sur l'Espagne : « Les femmes des emprisonnés d'Oviedo manifestent devant les geôles » et ce « malgré la répression féroce ». L'article continue ensuite dans le même registre : « La terreur n'abat point la combativité admirable des femmes ouvrières des Asturies qui furent aux premiers rangs des combattants révolutionnaires. ».

L'Humanité met également en avant le rôle des enfants. Tout d'abord en tant que victimes de la répression qui fait d'eux des orphelins. Mais également en tant que combattants, « il y a bien des traits admirables à signaler de la part des enfants » nous signale-t-on dans un article du 22 novembre 1934 intitulé : « Les enfants et la Révolution ».

La dimension unitaire de la Commune asturienne est fondamentale pour comprendre la représentation qui en est faite dans la presse française de gauche. L'unité est tout d'abord syndicale, au sein de l'Alliance ouvrière, elle regroupe donc les forces de gauche de la région ce qui est interprété comme une victoire du prolétariat à la fois sur les puissances réactionnaires mais également sur les dissensions internes propres au mouvement ouvrier. On remarque toutefois, que cette unité ne fait pas l'unanimité sur de nombreux points. Les différents titres s'accusent mutuellement de manquements à leurs engagements, de faiblesses, voire de trahisons. L'unité est ensuite populaire, avec la mise en ordre de bataille de toutes les composantes du peuple des Asturies. Cette solidarité de la population est elle aussi interprétée comme un succès. Elle incarne une possible victoire du mouvement révolutionnaire qui est représenté comme uni dans la presse française de gauche. L'image des acteurs de la Commune des Asturies est donc largement positive et semble annoncer de grandes réalisations à cette épopée révolutionnaire. Tout semble être possible dans l'euphorie de l'unité d'action. Cependant les clivages idéologiques en partie effacés par la nécessité de la lutte contre le fascisme ne risquent-ils pas de ressurgir lorsqu'il s'agit de mettre en place un programme révolutionnaire précis ? Lorsqu'il s'agit non plus de lutter contre la réaction, mais de poser les fondements d'une nouvelle société ? Quelles sont en ce sens les représentations des réalisations des insurgés ?

¹⁰⁵ K. Lina, « Les Femmes Asturiennes dans la révolution », *Terre Libre*, janvier-février 1935, p. 4

IV / Les réalisations de la Commune des Asturies

La Commune des Asturies dépasse en tout point le mouvement insurrectionnel espagnol d'octobre 1934. Nous avons vu que la question de l'unité des acteurs lui est propre et qu'elle n'est nulle part allée aussi loin. Il semble en être de même pour la question des réalisations et de l'organisation des insurgés asturiens. La Commune asturienne apparaît en cela comme un véritable mouvement révolutionnaire dans la presse française de gauche. Elle vise en effet au renversement de l'ordre social et politique et met en place dans ce but une organisation et des structures typiquement révolutionnaires. La représentation de cette dynamique entraîne dans la presse française de gauche la mobilisation de tout un panel de références idéologiques ou historiques donnant lieu à des divergences d'interprétations.

A. L'insurrection armée et la mise en place d'une armée révolutionnaire

La Commune des Asturies se détache tout d'abord du mouvement espagnol par la dimension violente de son insurrection. En effet dès les premiers jours, les quotidiens français mettent l'accent sur son caractère armé.

En premier lieu ce qui ressort de manière frappante dans les colonnes des organes français de gauche c'est l'importance numérique du nombre de combattants en arme dans la région. Les chiffres varient d'un titre à l'autre et en fonction de l'avancement de l'insurrection, cependant ils sont dans tous les cas très élevés. Pour donner un ordre de grandeur, *L'Humanité* titre le 12 octobre « *Dans les Asturies, 50.000 combattants tiennent en échec les forces gouvernementales* », et le chiffre augmente encore, il atteint les 100.000 d'après Marcel Cachin le 21 octobre¹⁰⁶. La véracité de ces chiffres est invérifiable, mais elle renforce l'idée d'unité du peuple et par là peut servir de légitimation à l'aspect violent de l'insurrection.

Dans la presse anarchiste la question du peuple en armes tient une grande place. En effet de cette question naît une polémique entre anarchistes et socialistes ; les premiers, en infériorité numérique au début de l'insurrection, réclament des armes aux seconds, qui dirigent alors le mouvement et qui refusent d'armer tous les non-socialistes, en particulier les anarchistes. Face à ce conflit interne aux insurgés, la presse anarchiste française se déchaîne contre les socialistes espagnols. « *Les socialistes leur ont vendu des armes* [aux révolutionnaires

¹⁰⁶ Marcel Cachin, « 30.000 travailleurs réunis à Buffalo », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 1

espagnols], dont ils ont exigé l'argent d'avance, et qu'enfin ils ont refusé de livrer »¹⁰⁷. Dans le même registre *Terre Libre* publie en janvier-février 1935 un article intitulé « *L'armement du prolétariat aux Asturies* » dans lequel l'auteur revient sur les précédents du même type quelques années plus tôt avant de conclure : « *A aucun moment, les masses révolutionnaires des Asturies ne furent armées comme elles auraient du l'être. (...) la répartition des fusils et des munitions fut limitée à dix mille hommes, alors qu'on disposait d'équipements pour plus de vingt mille combattants* », équipements perfectionnés, aux mains du « *comité à prépondérance socialiste [qui] fit tous ses efforts pour les mobiliser au profit d'une dictature de Parti* »¹⁰⁸.

Le problème de l'armement du peuple insurgé semble en effet paradoxal dans la mesure où la région minière des Asturies possède un contexte socio-industriel favorable à l'obtention d'un armement important. On a vu que la région était la principale productrice d'armes, de munitions et d'explosifs d'Espagne, de plus « *le Peuple des Asturies est composé de mineurs habitués à manier l'explosif, de métallurgistes travaillant à l'arsenal de Trubia, et de montagnards habitants des forêts qui dominent le pays* »¹⁰⁹ : tout semble donc être réuni pour armer convenablement les insurgés. *Terre Libre* nous apprend qui plus est, que dans les années précédant octobre 1934, « *les jeunesses socialistes commencèrent à s'équiper pour une action décisive. Des fabriques clandestines se montèrent, un trésor de guerre fut créé, et les organisations de l'UGT asturienne se trouvèrent en possession de mitrailleuses d'un modèle si perfectionné que les troupes gouvernementales, entre les mains desquelles elles finirent par tomber, ne parvinrent pas à s'en servir* »¹¹⁰.

Si l'on ajoute à cet arsenal les ralliements, que nous avons évoqués plus haut, de régiments d'infanterie entiers de l'armée régulière à la cause révolutionnaire, les conditions étaient réunies pour la formation d'une armée révolutionnaire sous la direction du comité du même nom. *L'Humanité* du 1^{er} novembre 1934 publie un article, extrait du journal monarchiste espagnol *La Nacion* du 24 octobre 1934, traitant précisément de ce sujet, sous le titre explicite : « *L'armée rouge* ». Nous citerons de larges extraits de cet article afin de ne pas en altérer le contenu dans le but de mieux comprendre l'effet qu'a pu avoir un tel article sur la représentation de l'armée révolutionnaire dans le quotidien communiste :

« *On peut évaluer à environ 12.000 les mineurs qui pénétrèrent à Oviedo et qui, unis aux insurgés de la localité formèrent un total de plus de 15.000 combattants, avec quatre canons, dont deux de gros calibre, une centaine de mitrailleuses et une grande quantité d'explosifs et de liquides*

¹⁰⁷ L. Libermann, « Le meeting de Wagram », *Le Combat Syndicaliste*, 18 janvier 1935, p. 2

¹⁰⁸ « L'armement du prolétariat aux Asturies », *Terre Libre*, janvier-février 1935, p. 2

¹⁰⁹ *ibid.*

¹¹⁰ *ibid.*

inflammables. (...) Sur les « fronts » de la province, les révolutionnaires disposaient aussi de 15.000 hommes avec un abondant et parfait matériel de guerre et divers canons. »

Le nombre des combattants en arme est donc bien important, même si les chiffres avancés sont inférieurs aux chiffres annoncés par les directeurs du journal communiste. De plus l'armement semble en effet sophistiqué et abondant :

« L'armement des rouges était très perfectionné, car ils arrivèrent à s'emparer de fusils neufs qui se trouvaient en grande quantité dans la fabrique La Vega d'Oviedo, où ils s'emparèrent également d'un assez grand nombre de mitrailleuses. A Trubia ils dérobèrent diverses pièces d'artillerie. »

L'organisation de l'armée révolutionnaire semble également importante dans la construction de la représentation qui en est donnée dans la presse communiste française :

« L'armée rouge était formée d'escouades de huit à dix hommes, sous le commandement d'un chef de groupe qui, le revolver à la main, donnait les ordres. Plusieurs escouades réunies, constituant des noyaux de combattants, étaient commandées par un chef supérieur. (...) L'armée rouge avait organisé son service sanitaire. Dans la région minière, ils installèrent des infirmeries pour les blessés, qu'ils établirent à Oviedo. (...) Les services d'intendance étaient assurés par les femmes révolutionnaires qui accompagnaient les rouges. »

L'armée révolutionnaire devient donc « armée rouge » dans les colonnes de *L'Humanité* qui, en publiant cet article, esquisse un parallèle historique avec les événements russes et l'armée soviétique. Le 4 novembre, *L'Humanité* publie le « BANDO », l'arrêté, de création de l'armée révolutionnaire, ou armée rouge, des Asturies¹¹¹.

L'insurrection armée et la mise en place d'une armée révolutionnaire sont donc deux questions qui façonnent en grande partie la représentation globale de la Commune des Asturies dans la presse française de gauche. Le but de cette armée révolutionnaire est la mise en place d'une nouvelle société politique et sociale, société qui renvoie à deux modèles : le « communisme libertaire » pour les anarchistes, et la « république socialiste des ouvriers, paysans et soldats » pour les communistes.

B. La mise en place du « communisme libertaire » et de la « république socialiste des ouvriers, paysans et soldats »

Deux éléments doivent être soulignés concernant les représentations de l'œuvre des insurgés : la question des réalisations déclenche en premier lieu dans la presse française de gauche une querelle de termes, dans laquelle s'affrontent principalement les anarchistes et les

¹¹¹ « Deux ouvriers asturiens devaient être exécutés hier », *L'Humanité*, 4 novembre 1934, p. 1

communistes et qui renvoie aux divergences idéologiques qui les opposent. Le deuxième élément concerne le positionnement des socialistes qui restent en retrait dans le débat.

La question des réalisations concrètes de la Commune n'est pas centrale en effet dans *Le Populaire*. Les journalistes emploient pour les qualifier les mêmes termes que les anarchistes, soit ceux de communisme libertaire. Il semble toutefois que ce choix ne soit dû qu'au contenu des dépêches reçues par le quotidien. L'expression de « communisme libertaire » est employée dès le 6 octobre dans les colonnes du *Populaire*, mais il est utilisé au conditionnel. L'intérêt que les journalistes du *Populaire* portent à cette question diminue rapidement en fait. Le fait que les socialistes aient assez vite perdu le contrôle de l'insurrection pousse *Le Populaire* à se détourner de ce sujet.

L'Humanité ainsi que les périodiques anarchistes français sont en revanche bien plus précis dans les termes. Pour les communistes français les réalisations des insurgés asturiens s'inscrivent dans la mise en place d'une « République socialiste des ouvriers, paysans et soldats ». L'expression est en effet utilisée en titre de première page le 29 octobre 1934¹¹² et est à l'origine ce même jour d'un article de trois pleines colonnes en quatrième page. Puis elle est à nouveau utilisée comme titre central de la page spéciale du 1^{er} novembre intitulée « VIVE LA COMMUNE DES ASTURIES »¹¹³. Selon le quotidien communiste, cette République est le fruit de la mise en place du système des soviets dans la région des Asturies. Là encore l'expression de « soviets » est reprise en titre de première ou de troisième page¹¹⁴. Pour les anarchistes français au contraire, l'œuvre des révolutionnaires asturiens correspond à la proclamation du « communisme libertaire ». L'expression est utilisée à maintes reprises accolée au verbe « proclamer », s'inscrivant ainsi dans la tradition anti-autoritaire anarchiste. Cette querelle de termes sur l'appellation du nouveau régime mis en place début octobre dans les Asturies reflète la tradition historique de chacune des deux idéologies : le modèle soviétique russe d'une part, la tradition communiste libertaire ibérique de l'autre. Cependant il semble que cette divergence sémantique soit le reflet d'une opposition plus profonde dans la représentation des réalisations de la Commune asturienne. En effet il s'agit de savoir si celles-ci sont simplement le fruit d'une lutte menée par tout le peuple en lutte, au-delà des clivages idéologiques, des logiques de partis et des chefs politiques et syndicaux, dans le but de construire une nouvelle société sans pouvoir, ou bien au contraire si elles sont l'œuvre d'un prolétariat organisé, mené par un parti dans le but d'instaurer un pouvoir ouvrier aux mains de

¹¹² André Marty, « La république socialiste des ouvriers, paysans et soldats fut proclamée dans les Asturies », *L'Humanité*, 29 octobre 1934, p. 1

¹¹³ « La République socialiste des ouvriers, paysans et soldats », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4

¹¹⁴ « Pendant 15 jours, les soviets furent maîtres des Asturies », *L'Humanité*, 25 octobre 1934, p. 1
« Les soviets des Asturies », *L'Humanité*, 25 octobre 1934, p. 4

l'avant-garde révolutionnaire. Remarquons pour finir que le terme de « Commune » est quant à lui utilisé aussi bien par les anarchistes que par les communistes. Assez vaste et cependant clairement connoté révolutionnairement en référence à la Commune parisienne, ce terme semble faire l'unanimité.

Au-delà des querelles idéologiques et sémantiques, la représentation des réalisations des révolutionnaires asturiens se construit par la présentation d'actions concrètes menées par les comités révolutionnaires pendant la période de la Commune.

Le Populaire annonce dès le 21 octobre que « les révoltés ont supprimé l'emploi de l'argent et l'ont remplacé par des bons »¹¹⁵. *L'Humanité* quelques jours plus tard nous informe que « la propriété privée des moyens de production fut abolie ainsi que la rente »¹¹⁶. Partout où les insurgés ont le dessus sur le pouvoir local, se créent des comités révolutionnaires, ou soviets : « A Oviedo, (...) le pouvoir ouvrier confisqua toutes les marchandises dans les magasins et organisa des comités d'approvisionnement de la population. (...) A Trubia, dans l'usine de fabrication de canons et d'armes fut établi un régime soviétique de travail pour ravitailler en armes les combattants »¹¹⁷. Les insurgés ouvrent également les prisons : « libération de tous les travailleurs emprisonnés, remplacés dans les prisons par des capitalistes pris en otages »¹¹⁸. Dans une lettre envoyée au PCE, les ouvriers des Asturies déclarent : « Nous avons proclamé le pouvoir ouvrier et paysan. Nous avons déclaré l'abolition de la propriété privée. Les boissons alcooliques furent prohibées »¹¹⁹. La redistribution des terres est également effectuée : « les comités révolutionnaires ont pris un décret donnant le terre aux paysans » d'après une lettre envoyée des Asturies à *L'Humanité*¹²⁰. Le même jour l'organe communiste publie la reproduction d'un bon alimentaire délivré par les organisations révolutionnaires dans les Asturies. Le lendemain on peut voir en une du même journal la photo d'une pièce de monnaie estampillée de la faucille et du marteau dont les révolutionnaires asturiens se serviraient. Enfin, on apprend que les révolutionnaires se sont emparés des fonds de la banque d'Oviedo : « Les Asturiens n'ont pas renouvelé l'erreur des communards de Paris qui ne voulurent pas toucher à l'encaisse de la Banque de France. Ils prélevèrent sur les fonds de la Banque d'Oviedo une quinzaine de millions de pesetas qui servirent au soutien financier du mouvement »¹²¹.

¹¹⁵ André Leroux, « L'âpre résistance continue dans les montagnes asturiennes », *Le Populaire*, 21 octobre 1934, p. 1

¹¹⁶ « Les soviets des Asturies », *L'Humanité*, 25 octobre 1934, p. 3

¹¹⁷ « L'héroïsme des combattants des Asturies qui instaurèrent un pouvoir ouvrier », *L'Humanité*, 27 octobre 1934, p.3

¹¹⁸ André Marty, « La république socialiste des ouvriers, paysans et soldats fut proclamée dans les Asturies », *L'Humanité*, 29 octobre 1934, p. 1

¹¹⁹ « Nous avons proclamé la république socialiste des ouvriers, paysans et soldats déclarent les combattants », *L'Humanité*, 29 octobre 1934, p. 4

¹²⁰ « La République socialiste des ouvriers, paysans et soldats », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4

¹²¹ « Soutenons les vaillants révolutionnaires qui n'abandonnent pas la lutte ! », *L'Humanité*, 5 novembre 1934, p. 3

Ces citations indiquent donc bien dans quel sens sont allées les mesures adoptées : il s'est agi d'abolir la propriété privée, source des inégalités sociales selon les insurgés. Autant que la question des objectifs, qui visent par la collectivisation des moyens de production à mettre à bas les fondements de l'économie capitaliste, la question des modalités du combat qui est mené retient l'attention des journalistes français. Toutes ces actions concrètes des révolutionnaires sont le fruit d'une organisation sans précédent dans la région. En effet, comme le disent les organes consultés, l'organisation des ouvriers ainsi que la discipline révolutionnaire qu'ils s'imposèrent fut une des clés de la victoire de la Commune pendant au moins quinze jours.

C. L'organisation et la discipline révolutionnaires

La presse française de gauche insiste énormément sur l'organisation et la discipline nécessaires à la mise en place de la Commune. Ces organes, favorables à la Commune, entendent donner une image positive des ouvriers et paysans en armes, contrairement à la représentation qui en est faite dans la presse dite bourgeoise. Le prolétariat ainsi que tout le peuple asturien sont montrés comme étant capables de s'organiser, de gérer la discipline. C'est d'ailleurs grâce à ces capacités qu'ils ont pu aller aussi loin dans l'insurrection.

La première préoccupation des insurgés semble être celle du maintien de l'ordre pendant cette période troublée, « *les soviets ont dirigé la lutte et organisé l'ordre révolutionnaire* »¹²². Les actes de pillages dont on accuse les révolutionnaires dans la presse de droite sont sévèrement réprimés, « *les comités révolutionnaires avaient défendu le pillage sous des peines très sévères et les mineurs libertaires et socialistes obéirent strictement à cet ordre* »¹²³. *L'Humanité* donne pour preuve de cette volonté du maintien de l'ordre la reproduction d'un arrêté pris par les comités révolutionnaires :

« *Le comité révolutionnaire, en tant qu'interprète de la volonté populaire et veillant sur les intérêts de la révolution, a décidé de prendre énergiquement, toutes les mesures nécessaires destinées à développer le cours du mouvement. A cet effet nous décidons :*

1° *La cessation absolue de tout acte de pillage et prévenons que tout individu qui sera pris en train de commettre un acte de cette nature sera passé par les armes.*

2° *Tout individu ayant des armes en sa possession doit se présenter immédiatement au Comité, où il déclinera son identité. Quiconque sera pris avec des armes, soit à son domicile, soit dans la rue, sans être en possession de la déclaration correspondante sera jugé avec sévérité.*

¹²² « Les soviets des Asturies », *L'Humanité*, 25 octobre 1934, p. 3

¹²³ « Lettre d'Espagne », *L'En Dehors*, mi-décembre 1934, p. 111

3° *Quiconque détient à son domicile des objets provenant de pillage ou un certain nombre de ces mêmes objets d'origine suspecte est enjoint de les restituer immédiatement. Ceux qui ne se conformeraient pas à cet arrêté encourraient les peines réservées aux ennemis de la révolution.*

4° *Tous les vivres et objets vestimentaires restent consignés. [...]*
Oviedo, le 9 octobre 1934. Le Comité révolutionnaire »¹²⁴

La discipline révolutionnaire est appliquée à toutes les activités mises en place par les comités révolutionnaires : « *la distribution du pain, rationné, fut parfaitement réglée, de même que celle des vivres* » nous apprend *L'Humanité* dans un article intitulé « *Les prolétaires combattent et organisent l'ordre* »¹²⁵.

Dans un même souci de présentation positive des révolutionnaires qui luttent pour le peuple et non contre lui, les organes français de gauche insistent sur la bonne conduite des insurgés face à la population civile. Les anecdotes de révolutionnaires portant secours ou facilitant les démarches de la population civile ouvrière se multiplient dans les colonnes des journaux français : « *Lors du rationnement du pain à Gijon, (...) quelques femmes se dirigèrent sur El Llano pour en acheter. Le comité de barricades leur ouvrit le passage et leur facilita l'achat du pain en s'informant auparavant s'il s'agissait de familles ouvrières ou bourgeoises, car en ce dernier cas, on leur aurait refusé ce droit* »¹²⁶. Ces témoignages entrent également dans la contre-campagne menée par la presse de gauche sur les « atrocités révolutionnaires » dont les organes de droite accusent les insurgés asturiens ; nous reviendrons plus précisément sur ce point dans le prochain chapitre.

La conclusion de la lettre de C. Bruno intitulée « *Révolution aux Asturies* », écrite le 22 octobre 1934 et publiée dans *Terre Libre* en novembre va dans le même sens : « *La plus grande discipline ne cessa de présider aux distributions de vivres et aux opérations militaires et les insurgés s'abstinrent de toutes vexations vis-à-vis de la population civile* ».

Les représentations de l'organisation et de la discipline révolutionnaires des insurgés asturiens occupent donc une place primordiale dans les colonnes de la presse française de gauche. Elles sont mises en avant dans un souci de légitimation de l'insurrection et donnent une image positive d'un peuple en armes qui défend la population civile tout en attaquant ses ennemis. Ces représentations ont certainement pour but de rassurer le prolétariat français sur les possibilités d'une révolution organisée et disciplinée, contrairement à ce qu'avance la presse qualifiée de réactionnaire.

¹²⁴ « L'ordre révolutionnaire », *L'Humanité*, 31 octobre 1934, p. 1

¹²⁵ « Les prolétaires combattent et organisent l'ordre », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934, p. 4. Traduction d'articles de *Cronica* et de *La Voz*.

¹²⁶ *ibid.*

La représentation des acteurs de la Commune ainsi que de ses réalisations, est source de divergences entre les titres étudiés. La principale d'entre-elles concerne l'interprétation à donner au mouvement. Les idéologies des organes de presse s'affrontent principalement dans ce domaine : sur la question du rôle de leurs camarades respectifs dans l'insurrection, et sur la nature du mouvement, que certains identifient comme une manifestation du communisme libertaire, alors que pour *L'Humanité* les insurgés asturiens reproduisent la révolution bolchévique de 1917. Cependant les divergences s'arrêtent là. Il s'agit en fait pour chacun des camps de s'approprier, par l'intermédiaire des camarades espagnols de même idéologie, la meilleure place dans le succès de l'insurrection et le moins de responsabilités dans son échec. Les titres de presse français sont en fait au diapason ou presque lorsqu'il s'agit de représenter de manière positive le rôle de la population asturienne ainsi que les qualités d'organisation des insurgés.

Cette unité dans la représentation est encore plus forte lorsque la presse aborde la question de la répression du mouvement insurrectionnel. La fin de l'épisode révolutionnaire cristallise en effet l'attention des organes de presse consultés, à travers deux aspects essentiels : le phénomène de la répression proprement dit (nous en étudierons les acteurs, les modes d'actions et les divergences qui s'expriment entre organes à ce sujet) ; la question de l'échec du mouvement. Nous verrons que les variations dans l'approche de ce thème sont fonction des différentes idéologies. Même si les représentations de la répression semblent relativement unanimes dans les titres étudiés, on remarquera que les oppositions idéologiques se marquent à nouveau en ce qui concerne l'évocation de l'échec et du bilan de la Commune.

Chapitre 3

LA FIN DE L'EPISODE REVOLUTIONNAIRE : DE L'EVOCATION DE LA REPRESSION A L'HEURE DES BILANS

V / La répression de la Commune asturienne

La répression de la Commune des Asturies occupe la première place en terme de volume dans notre corpus. Les moyens mis en œuvre ainsi que l'acharnement contre les insurgés asturiens en font le principal sujet des articles consacrés à la Commune dans la presse française de gauche.

A. Les acteurs de la répression : la Garde Civile et la Légion étrangère

La représentation des acteurs de la répression unit dans l'indignation tous les organes de presse étudiés. L'armée régulière espagnole, envoyée dès les premiers jours de l'insurrection, est vite mise à l'épreuve des désertions qui parsèment ses rangs. Aussi, les journaux français ne s'attardent-ils pas vraiment sur celle-ci et se concentrent sur la Garde civile, particulièrement sur les milices fascistes qu'elle soutient, et sur la légion étrangère, appelée en renfort de l'armée régulière.

1. La Garde Civile et les paramilitaires fascistes

Les gardes civiles sont les premiers maillons de la chaîne répressive qui s'abat dès les premiers jours sur la Commune asturienne. En effet leur proximité vis-à-vis de la population ainsi que leur connaissance de la région en font des acteurs primordiaux de la répression.

Dès le 10 octobre, *L'Humanité*, relatant la fureur du gouvernement qualifié de fasciste, annonce qu'« on tue sans pitié les prisonniers » et que dans cette tâche « les gardes civiles se distinguent particulièrement »¹²⁷. *L'En-Dehors* nous informe également de leurs actions : « les gardes civils et d'assaut ont assassiné des révolutionnaires à coups de baïonnette en les mutilant d'une manière affreuse »¹²⁸. « Des groupes de « volontaires » de la bourgeoisie, jeunes catholiques et jeunes fascistes, ont donné la chasse aux rouges, pour les arrêter ou les exécuter » s'indigne *Le*

¹²⁷ André Marty, « Dans les Asturies les travailleurs en armes résistent toujours », *L'Humanité*, 10 octobre 1934, p. 1

¹²⁸ E.M., « Lettre d'Espagne », *L'En-Dehors*, mi-décembre 1934, p. 111

*Populaire*¹²⁹. « Il y eut – il y a encore – des crimes sans nom, accomplis par la garde civile et la garde d'assaut »¹³⁰. Les témoignages appuyant cette vision extrêmement négative des gardes civils aux ordres du gouvernement Lerroix commencent à devenir nombreux au cours du mois de novembre dans les colonnes socialistes et communistes. *L'Humanité* cite notamment le récit d'un témoin : « J'ai entendu un garde civil dire : « Le gouvernement ne veut pas qu'on les exécute, eh bien, nous, nous faisons justice nous-même ! ». Ils le faisaient et ils continuent »¹³¹. « Les brutes de la « guardia civil » »¹³² représentent donc la partie, plus ou moins informelle, de la répression qui agit selon son bon vouloir dans le mépris des lois, même celles de la guerre, dans tous les villages des Asturies.

2. La légion étrangère et les représentations des « Bat' d'Af' »

Le rôle de la légion étrangère dans la répression de la Commune est encore plus explicite que celui de la Garde civile. En effet les régiments d'Afrique sous les ordres du général Lopez de Ochoa sont à eux seuls le symbole de la répression et de ses excès. Les troupes venues du Maroc en renfort de l'armée régulière représentent une sorte d'armée étrangère, composée « de déchets sociaux et d'indigènes inconscients »¹³³, « de mercenaires sauvages sans la moindre notion d'humanité »¹³⁴ qui occupent les Asturies « comme s'il s'agissait d'un pays colonial »¹³⁵. On peut même déceler quelques allusions xénophobes dans les propos du *Populaire* dénonçant les exactions des troupes coloniales : « Les Maures organisent chaque matin des « souks » pour y vendre le produit de leur pillages nocturnes »¹³⁶. Les massacres des troupes du « Tercio » font la une des quotidiens français de gauche : quelques titres ou sous-titres sont évocateurs, « La Légion étrangère et les troupes des réguliers arabes massacrent hommes, femmes et enfants »¹³⁷, « Les légionnaires ont fait un véritable nettoyage suivant les plus sévères lois de la guerre »¹³⁸. Que ce soit dans la presse socialiste, communiste ou les organes anarchistes, la représentation des troupes légionnaires est toujours accompagnée des termes « atrocités », « massacres », « abominables », etc. ; l'image de ces forces répressives est donc clairement négative et rappelle, comme nous le verrons plus loin, les plus tragiques heures de l'histoire ouvrière et même militaire de chacune des forces idéologiques en présence.

¹²⁹ André Leroux, « Sanglante répression en Espagne », *Le Populaire*, 17 octobre 1934, p. 1

¹³⁰ Pierre Besnard, « Halte-là ! Fauves déchaînés », *Le Combat Syndicaliste*, 23 novembre 1934, p. 1

¹³¹ « Des lézardes apparaissent dans le gouvernement », *L'Humanité*, 13 novembre 1934, p. 3

¹³² S.V., « La torture en Espagne », *Terre Libre*, décembre 1934, p. 6

¹³³ André Leroux, « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 28 octobre 1934, p. 3

¹³⁴ Manifeste de la FAI de décembre 1934 publié dans *Terre Libre* en janvier-février 1935, p. 4

¹³⁵ « Un appel des républicains et socialistes espagnols à l'opinion européenne », *Le Populaire*, 10 novembre 1934, p. 1

¹³⁶ *ibid.*

¹³⁷ « Le gouvernement contre-révolutionnaire d'Espagne se livre à une sauvage répression », *Le Populaire*, 16 octobre 1934, p. 1

¹³⁸ « Officiers et propriétaires fonciers multiplient les atrocités », *L'Humanité*, 24 octobre 1934, p. 1

3. Représentations des bombardements et autres actions de guerre de l'armée espagnole

La répression de la Commune asturienne est présentée dans la presse française de gauche comme une véritable « guerre répressive »¹³⁹. L'actualité des bombardements par terre, par mer et par les airs est relatée presque tous les jours dans les quotidiens socialiste et communiste. « *La farouche répression gouvernementale lui fit employer, contre les insurgés, toutes sortes de moyens de guerre et il est étrange qu'elle n'ait pas eu recours aux gaz toxiques* » s'étonne même *L'En-Dehors*¹⁴⁰. Les bombardements sont qualifiés d'« intenses »¹⁴¹ et les mouvements militaires sont commentés quotidiennement. Ces actions de guerres, et particulièrement le pilonnage de la ville d'Oviedo par le croiseur *Libertad* et l'aviation de la base de Leon, représentent pour les organes français le point culminant de la férocité du gouvernement espagnol envers son propre peuple et son propre territoire. En effet les bombardements détruisent une grande partie de la province des Asturies et la quasi-totalité des villes d'Oviedo et de Gijon, faisant au passage des milliers de morts dans la population civile auxquels s'ajoutent les massacres au sol.

4. Les massacres de populations civiles

« *Assez de massacres en Espagne !* » titre encore *Le Libéraire* en mars 1935. Le terme de « massacre(s) » est employé quasi quotidiennement dans *Le Populaire* et *L'Humanité* entre le 15 octobre et le 15 novembre. Les gardes civils ainsi que la légion étrangère fusillent tout ceux qu'ils suspectent de ne pas soutenir le gouvernement pro-fasciste. On parle régulièrement de « tueries », sans distinction d'âge, de sexe ou de statut social. On relate des massacres de femmes et d'enfants, de blessés dans les hôpitaux, de gardes municipaux dans les villages, des « *fusillades en masse* » d'ouvriers et de prisonniers¹⁴², des « *exécutions en masse des survivants (...) digne du temps des « Conquistadores* » »¹⁴³. Les assassinats se multiplient, notamment celui de Luis de Sirval, journaliste espagnol exécuté par le lieutenant russe Ivanov de la légion étrangère, dont *L'Humanité*, *Le Populaire* mais également les périodiques anarchistes, s'offensent¹⁴⁴. Les exécutions sommaires provoquent la plus grande indignation

¹³⁹ « Dans toute l'Espagne ouvriers et paysans se soulèvent », *L'Humanité*, 9 octobre 1934, p. 1

¹⁴⁰ E.M., « Lettre d'Espagne », *L'En-Dehors*, mi-décembre 1934, p. 111

¹⁴¹ « Les ouvriers soutiennent la lutte dans toute l'Espagne », *L'Humanité*, 13 octobre 1934, p. 3

¹⁴² « Répression, atrocités partout », *L'Humanité*, 11 novembre 1934, p. 4

¹⁴³ Génold, « Les événements d'Espagne », *La Conquête du Pain*, 27 octobre 1934, p. 1

¹⁴⁴ Max Theret, « Pour l'empêcher de publier un document prouvant l'atrocité de la répression, le journaliste Luis de Sirval a été assassiné dans une prison d'Oviedo », *Le Populaire*, 10 novembre 1934, p. 1

« Pourquoi le russe blanc Ivanov, lieutenant de la Légion, assassina un journaliste », *L'Humanité*, 11 novembre 1934, p. 3

dans la presse qui dénonce l'application faite de la « *ley de fuga* »¹⁴⁵ qui préfigure les plus tragiques heures de la Guerre civile espagnole quelques années plus tard.

Les presses espagnole et française de droite attribuent également des massacres et des actes de barbarie aux révolutionnaires asturiens. Cela provoque dans la presse française de gauche une contre-campagne virulente sur les calomnies dont sont victimes les insurgés et dont sont lavés les militaires. De plus cette contre-propagande est l'occasion pour les organes de gauche de dénoncer la censure drastique exercée par le gouvernement espagnol.

B. Les calomnies et la censure

1. Campagne de calomnies et contre-campagne au sujet des massacres dans les Asturies

Le déchaînement de violence occasionné par la Commune asturienne et surtout par sa répression entraîne dans la presse les plus diverses hypothèses quant à la responsabilité de chacun, celle des insurgés ou celle de l'armée répressive, dans les massacres. La presse de droite espagnole, relayée dans ses propos par la presse de droite française, débute dès la dernière quinzaine du mois d'octobre une campagne d'information, qualifiée par ses adversaires de calomnieuse et de « *ramassis d'absurdités* »¹⁴⁶, sur les atrocités commises par les révolutionnaires asturiens. La réaction des organes de presse français de gauche est des plus vive, il s'agit pour *L'Humanité* « *de déshonorer les combattants pour les assassiner plus aisément !* »¹⁴⁷. La contre-campagne sur les « atrocités révolutionnaires » est alors lancée. *Le Populaire* et *L'Humanité* renvoient tout d'abord aux accusations de la presse de droite les massacres commis par les forces répressives, sur le thème « *où sont les atrocités ?* »¹⁴⁸, puis très vite ils publient des témoignages sur la bonne conduite et la discipline des révolutionnaires asturiens¹⁴⁹. Enfin, face à l'absence de fondement des attaques des organes de droite, on apprend que « *la presse espagnole doit démentir les atrocités imputées aux révolutionnaires* »¹⁵⁰. Finalement, *Le Populaire* conclut sur ce chapitre, que « *la légende sur les « atrocités »*

¹⁴⁵ Exécutions sommaires pratiquées par les légionnaires ou les gardes civils lorsqu'ils viennent chercher en pleine nuit des prisonniers ou des blessés dans les hôpitaux pour les fusiller au détour d'un chemin prétextant qu'ils ont tenté de s'évader ; c'est la « loi de l'évasion ».

¹⁴⁶ « L'ambassade espagnole dément la formation du directoire militaire », *L'Humanité*, 22 octobre 1934, p. 3

¹⁴⁷ « Lerroux renvoie aux Cortès la question des exécutions capitales », *L'Humanité*, 23 octobre 1934, p. 3

¹⁴⁸ « Où sont les atrocités », *L'Humanité*, 26 octobre 1934, p. 3

¹⁴⁹ « Comment furent traitées par les révolutionnaires les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui assuraient le service de l'établissement », *L'Humanité*, 3 novembre 1934, p. 3

« L'action du Comité révolutionnaire des Asturies vu par une jeune bourgeoise », *L'Humanité*, 17 novembre 1934, p. 3

« Le récit de la prise d'Oviedo vu par un journaliste bourgeois », *Le Populaire*, 29 octobre 1934, p. 3

¹⁵⁰ André Leroux, « La presse espagnole doit démentir les atrocités imputées aux révolutionnaires », *Le Populaire*, 29 octobre, 1934, p. 1

révolutionnaires dans les Asturies n'aura pas duré longtemps »¹⁵¹. Cette polémique reflète la volonté de la presse de gauche française de ne pas entacher l'action révolutionnaire asturienne et de défendre son œuvre contre les allégations de la presse rivale. La représentation de la répression en sort accentuée, les atrocités commises par celle-ci ayant été ainsi mises en relief.

2. La censure et les dépêches officielles

La question de la censure est omniprésente dans l'information sur les événements espagnols d'octobre, et particulièrement sur l'insurrection asturienne. La presse que nous étudions dénonce cet état de blocage de l'information qui la rend dépendante des dépêches officielles. Notons que les périodiques anarchistes sont moins concernés par cette censure du fait du décalage dans le temps de leur information. Cependant ils participent eux aussi à la dénonciation de ce phénomène. Dès le 6 octobre, *Le Populaire* annonce que « *le nouveau gouvernement a établi la censure* »¹⁵². Les quotidiens français de gauche vont donc devoir démêler le vrai du faux parmi les informations fournies par le gouvernement. Le 14 octobre la censure devient même totale et les communications téléphoniques avec l'étranger sont interrompues¹⁵³. Les informations fournies par le gouvernement, notamment sur l'avancée des troupes militaires, sont contradictoires d'un jour sur l'autre, et *L'Humanité* comme *Le Populaire* ne manquent pas de le souligner à maintes reprises. La censure est expliquée par les quotidiens socialiste et communiste comme une tentative pour masquer la réelle ampleur du mouvement insurrectionnel dans un premier temps, puis pour cacher la férocité et la barbarie de la répression dans un second. Si le gouvernement espagnol cache la vérité, c'est qu'elle lui est dérangeante, déclarent les deux quotidiens ; par ce renversement, la représentation de la Commune et celle de la répression du point de vue de la gauche en sortent renforcées.

C. Les arrestations et les condamnations à mort

Le dernier volet de la répression est celui des arrestations, des condamnations à mort et des problèmes engendrés par la subite surpopulation carcérale. En effet cette facette de la répression complète la représentation qui en est faite, dans la mesure où elle symbolise l'acharnement répressif, par les rafles de « rouges », ainsi que la légalisation de l'assassinat, par la peine capitale, et de la torture, par les conditions d'incarcération.

¹⁵¹ « Parmi les ruines des Asturies », *Le Populaire*, 5 novembre 1934, p. 3

¹⁵² André Leroux, « La grève générale dresse toute l'Espagne contre le gouvernement fasciste », *Le Populaire*, 6 octobre 1934, p. 1

¹⁵³ « La répression anti-ouvrière fait rage en Espagne », *Le Populaire*, 14 octobre 1934, p. 1
« La lutte armée continue dans les Asturies », *L'Humanité*, 14 octobre 1934, p. 1

1. Les rafles de « Rouges » : arrestations d'élus socialistes, de chefs de l'insurrection et rafles en masse d'ouvriers et de civils asturiens

« Le nombre des arrestations est énorme » s'indigne *Le Populaire* qui avance des chiffres de l'ordre de dizaines de milliers dès le 17 octobre¹⁵⁴. Celles-ci visent à peu près toute la population asturienne. *Le Populaire* et *L'Humanité* relatent les arrestations de leurs militants frères, membres du comité central du PCE ou élus socialistes, ainsi que celles de journalistes étrangers et de chefs de l'insurrection, les membres des comités révolutionnaires. « *Je crois que bientôt nous irons tous en prison, parce qu'ici on arrête tout le monde* » témoigne une lettre de Sama de Langreo datée du 1^{er} novembre, publiée par *L'Humanité* le 7. Ce qui indigné le plus les quotidiens de gauche, ce sont les arrestations de « civils » asturiens, « *la police emmène fréquemment comme otages les membres de la famille [d'un révolutionnaire] et les emprisonne* »¹⁵⁵. *Le Populaire* parle même de « razzia » et se demande quand celle-ci prendra fin¹⁵⁶. Dans le cadre des arrestations massives, les organes de gauche français dénoncent également « *la complicité du gouvernement français avec le gouvernement pro-fasciste espagnol* »¹⁵⁷ au sujet d'interpellations et d'extraditions de réfugiés espagnols en France. « *Honte à nous* » titre *La Conquête du Pain* qui déplore que la France ne soit plus une terre d'asile¹⁵⁸. Dans un éditorial de première page intitulé « *Aux ordres fascistes* », Léon Blum attaque le gouvernement français sur l'extradition des exilés espagnols avant de conclure : « *La France est la meilleure pourvoyeuse des prisons fascistes* ». Notons enfin que le 30 novembre encore, *L'Humanité* titre son article de troisième page sur l'Espagne : « *Lerroux-Gil Robles effectuent de nouvelles arrestations en masse dans les Asturies* ». L'image de ces rafles, de ces arrestations en masse de révolutionnaires, de journalistes et de civils dans les Asturies correspond à la thématique de l'acharnement répressif. Celui-ci se veut dissuasif pour éviter toute reprise du mouvement.

2. Les conseils de guerre, la législation d'exception et les condamnations à mort

Dans un même souci de dissuasion, on apprend le 17 octobre dans *L'Humanité* que « *la Gaceta de Madrid publie le texte de loi rétablissant la peine de mort « pour les attentats de caractère social dont les auteurs se sont servis d'explosifs (...) »* », et le journal communiste de conclure « *Empêchons toute exécution de révolutionnaires !* »¹⁵⁹. En effet, « *de nombreuses*

¹⁵⁴ André Leroux, « Sanglante répression en Espagne », *Le Populaire*, 17 octobre 1934, p. 1

¹⁵⁵ « La police s'efforce en vain d'obtenir la reddition des montagnards asturiens », *L'Humanité*, 18 novembre 1934, p. 3

¹⁵⁶ André Leroux, « Une nouvelle condamnation à mort et de nombreuses arrestations », *Le Populaire*, 27 octobre 1934, p. 1

¹⁵⁷ « Le gouvernement français complice de Lerroux », *L'Humanité*, 9 novembre 1934, p. 3

¹⁵⁸ N., « Honte à nous », *La Conquête du Pain*, 3 novembre 1934, p. 1

¹⁵⁹ « Après le canon et les avions, l'assassinat légal », *L'Humanité*, 18 octobre 1934, p. 1

condamnations à mort sont prononcées par les Conseils de guerre dans les Asturies »¹⁶⁰. La mise en place d'une législation d'exception, des conseils de guerre et des peines capitales représentent pour la presse de gauche la preuve du caractère fasciste du gouvernement espagnol. Les condamnations à mort sont au centre de l'information du 15 octobre au 15 novembre : la grâce d'une majorité d'entre-elles renforce la campagne des organes de gauche contre l'application de ces peines. Pendant près d'un mois la polémique se centre sur l'exécution des trois peines non-graciées ; elles sont repoussées, ajournées, et ces hésitations du gouvernement espagnol alimentent la propagande quotidienne contre la répression. Cette tiédeur dans l'application des sentences est interprétée, tant par les socialistes que par les communistes ou les anarchistes, comme un aveu de faiblesse du gouvernement qui semble redouter une renaissance du mouvement en cas d'exécution. Cependant, malgré la grève générale de protestation déclenchée par la CNT¹⁶¹, on apprend le 8 novembre l'exécution de deux condamnés¹⁶². Tandis que *Le Populaire* glorifie le courage des deux révolutionnaires, *L'Humanité* insiste sur « *le double crime* » qui vient d'être commis¹⁶³.

3. Les prisons

Les vagues d'arrestations dont nous venons de parler entraînent inévitablement une masse de prisonniers très importante et ce malgré les ordres des forces de répression « *de ne point s'encombrer de prisonniers inutiles* »¹⁶⁴. Les prisons sont donc bondées, avec 6 ou 8 prisonniers par cellule¹⁶⁵, et le directeur des prisons en personne se rend dans les Asturies à la mi-octobre pour faire face à ce problème¹⁶⁶. A cela s'ajoute le froid de l'hiver asturien qui arrive, et *L'Humanité* s'inquiète des « *souffrances des prisonniers, parmi lesquels il y a des femmes et des enfants, [qui] sont certainement affreuses* »¹⁶⁷. L'extrême surpopulation carcérale oblige les autorités espagnoles à « *transformer en prisons tous les locaux disponibles* »¹⁶⁸ ; on aménage des places, des vaisseaux de guerre et divers bâtiments administratifs. On parle même de « *camps de concentrations improvisés* » et « *il est question d'une déportation en masse*

¹⁶⁰ André Leroux, « Sanglante répression en Espagne », *Le Populaire*, 17 octobre 1934, p. 1

¹⁶¹ « La potence est dressée à Gijon et à Leon », *Le Populaire*, 7 novembre 1934, p. 1.

« En dépit des massacres les ouvriers luttent toujours ! », *L'Humanité*, 7 novembre 1934, p. 1

¹⁶² « José Larredo Corrales et Guerra Pardo ont été exécutés hier matin », *Le Populaire*, 8 novembre 1934, p. 1

« Hier à Gijon et Leon, les jésuites assassins ont exécuté deux ouvriers ! », *L'Humanité*, 8 novembre 1934, p. 1

¹⁶³ *ibidem*.

¹⁶⁴ André Leroux, « Les socialistes d'Espagne se battent encore dans les Asturies », *Le Populaire*, 20 octobre 1934, p. 3

¹⁶⁵ *ibid.*

¹⁶⁶ « Les troubles en Espagne », *Le Populaire*, 17 octobre 1934, p. 3

¹⁶⁷ « Mières est tombé, mais les insurgés, en armes, ont gagné la montagne », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 3

¹⁶⁸ André Leroux, « On transforme en prisons tous les locaux disponibles », *Le Populaire*, 31 octobre 1934, p. 1

dans la Guinée africaine »¹⁶⁹. Ce qui marque le plus les organes de gauche français ce sont les conditions d'incarcération de ces prisonniers. Les témoignages se multiplient sur les scènes d'horreur que se déroulent dans les prisons, notamment par le biais de lettres clandestines¹⁷⁰ : on laisse les blessés mourir faute de soins, « les châtiments corporels sont pratiqués sur la plus grande échelle »¹⁷¹ et d'une manière générale, « les incarcérés sont traités inhumainement »¹⁷². La représentation des prisons espagnoles semble donc à la mesure de celle de la répression en terme de violence et cette situation suscite l'indignation de la part de la presse française de gauche. Le nombre de prisonniers, leurs conditions d'incarcération, les tortures qu'ils subissent et le fait qu'il s'agisse également de révolutionnaires, de leur famille ou de simples habitants des Asturies qui se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment, rendent l'image des prisons asturiennes insupportable par son arbitraire et sa cruauté.

Toutes ces horreurs et leurs représentations rappellent inévitablement de douloureux souvenirs historiques aux différents journaux en matière de répression. Les comparaisons fleurissent dans les colonnes des organes socialistes, communistes ou anarchistes.

D. Comparaisons avec d'autres répressions historiques

Les parallèles effectués entre la Commune des Asturies et d'autres Communes qui la précèdent, comme celle de Vienne en février 1934 ou celle de Paris en 1871, sont nombreux tout au long des mois d'octobre et de novembre. Ces Communes appartiennent en effet à l'histoire des idéologies en présence, et la mobilisation de cette mémoire prolétarienne apparaît comme fondamentale dans la représentation de la Commune des Asturies. On compare le courage des communards asturiens à celui des Parisiens, le rôle des socialistes espagnols et autrichiens dans ces événements ou encore le rôle des communistes asturiens aux bolchéviques russes d'octobre 1917.

Cependant c'est dans la représentation de la répression que les comparaisons historiques sont les plus fréquentes et aussi les plus variées. Chaque idéologie possède sa propre histoire et donc ses propres références, même si certaines sont communes.

La Commune de Paris de 1871 est certainement la plus unanimement citée, son ancrage dans l'histoire française expliquant certainement cette prépondérance. « *La frénésie*

¹⁶⁹ « Espagne », reproduction dans *La Conquête du Pain* du 21 décembre 1934 d'un article publié par *Réveil*, organe anarchiste de Genève

¹⁷⁰ « Billet clandestin d'un prisonnier », lettre écrite par X..., à La Felguera le 30 octobre 1934, publiée par *Terre Libre* en janvier-février 1935, p. 4

¹⁷¹ L.A., « Les forfaits et les crimes des bourreaux espagnols », *Le Libertaire*, 8 mars 1935, p. 1

¹⁷² E.M., « Lettre d'Espagne », *L'En-Dehors*, mi-décembre 1934, p. 111

sanguinaire de Lerroux-Gil Robles ne peut guère être comparée qu'à celle des Thiers et Galliffet »¹⁷³ et les légionnaires sont « *les Versaillais de la Commune espagnole* »¹⁷⁴. « *La répression aux Asturies (...) dépasse en cruauté et en profondeur celle des Versaillais pendant la Commune* » s'indigne *L'Humanité*¹⁷⁵ qui compare également la campagne de calomnie contre les révolutionnaires « *au procédé qui fut employé déjà contre les Communards* »¹⁷⁶. Enfin, pour *Le Populaire* « *c'est Versailles, c'est « l'ordre moral » qui s'installe* »¹⁷⁷. Le quotidien socialiste compare la démarche de l'ambassadeur espagnol, pour l'extradition des Communards réfugiés, à la circulaire Favre de 1871 et s'offense des insinuations de la presse de droite sur l'éventuelle origine étrangère de l'insurrection, comme ce fut aussi le cas en 1871 avec la même absence de résultat¹⁷⁸. La répression de la Commune des Asturies est également comparée par toutes les tendances à la Commune viennoise de février 1934. L'accent est mis sur la comparaison entre les deux catholiques que sont Dolfuss et Gil Robles, tous deux partisans d'une féroce répression¹⁷⁹.

Les périodiques anarchistes comparent la répression asturienne à l'Inquisition : « *l'Inquisition n'est pas morte en Espagne* »¹⁸⁰ ou encore, « *l'Inquisition a ressuscité avec toute sa cruauté raffinée* »¹⁸¹. Cette particularité des libertaires s'explique peut-être par leur tradition nettement anticléricale qui s'applique ici à un pays profondément catholique.

L'Humanité, fidèle à l'Internationale communiste, parle de « *terreur blanche* » digne d'octobre 1917 en Russie¹⁸² et compare la campagne de calomnies sur les atrocités révolutionnaires à celle menée à l'époque « *pour dresser les travailleurs français contre la Révolution russe* »¹⁸³.

Enfin, *Le Populaire* insiste sur le parallèle avec la première guerre mondiale en terme de destruction de la région asturienne : la répression « *a renouvelé les horreurs de la grande guerre* » que l'Espagne n'a pas connues en 1914-1918¹⁸⁴, et « *Oviedo rappelle les villes martyres de la grande guerre* »¹⁸⁵. Le profond pacifisme historique de la SFIO et le traumatisme que représente la grande guerre pour les socialistes semblent s'exprimer ici.

¹⁷³ L'Union Anarchiste, « L'horrible tragédie espagnole », *Le Libertaire*, 16 novembre 1934, p. 1

¹⁷⁴ « "Faiblesse anarchiste" », *Terre Libre*, janvier-février 1935, p. 3

¹⁷⁵ M.M., « Les atrocités de la répression espagnole », *L'Humanité*, 24 octobre 1934, p. 3

¹⁷⁶ « Lerroux renvoie aux Cortès la question des exécutions capitales », *L'Humanité*, 23 octobre 1934, p. 3

¹⁷⁷ André Leroux, « Les troubles en Espagne », *Le Populaire*, 8 octobre 1934, p. 1

¹⁷⁸ André Leroux, « On transforme en prison tous les locaux disponibles », *Le Populaire*, 31 octobre 1934, p. 1

¹⁷⁹ André Leroux, « Les socialistes d'Espagne se battent encore dans les Asturies », *Le Populaire*, 20 octobre 1934, p. 1
Marcel Cachin, « 30.000 travailleurs réunis à Buffalo », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 1

¹⁸⁰ S.V., « La torture en Espagne », *Terre Libre*, décembre 1934, p. 6

¹⁸¹ « Les événements d'Espagne », *La Conquête du Pain*, 24 novembre 1934, p. 2

¹⁸² Marcel Cachin, « 30.000 travailleurs réunis à Buffalo », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 1

¹⁸³ « 20.000 ouvriers en armes tiennent les montagnes des Asturies », *L'Humanité*, 26 octobre 1934, p. 1

¹⁸⁴ André Leroux, « Les socialistes d'Espagne se battent encore dans les Asturies », *Le Populaire*, 20 octobre 1934, p. 1

¹⁸⁵ « Parmi les ruines des Asturies », *Le Populaire*, 5 novembre 1934

Les comparaisons entre la répression asturienne et les répressions qui la précèdent dans l'histoire ouvrière sont donc multiples et le plus souvent propre à chaque idéologie. Ces différences entre les organes de presse de gauche, si petites soient elles, s'effacent totalement lorsqu'il s'agit d'appeler les travailleurs et les militants français à la solidarité internationale pour les combattants d'Espagne et des Asturies.

E. La solidarité internationale

Les appels à la solidarité internationale en faveur des révolutionnaires espagnols sont quotidiens dans la presse française de gauche. Dans chaque article sur les événements d'Espagne et des Asturies, les journalistes socialistes, communistes et anarchistes, lancent un appel au soutien de l'insurrection en France, par tous les moyens. En effet la solidarité internationale peut prendre plusieurs formes différentes.

Les formes les plus courantes de soutien populaire sont les meetings. Ils servent à la fois à informer les travailleurs français sur la situation espagnole et à leur faire prendre conscience de leur devoir de solidarité. C'est le cas notamment du meeting communiste de Buffalo le 20 octobre¹⁸⁶, du meeting socialiste du 24 octobre¹⁸⁷, du meeting anarchiste de Wagram, plus tardif, le 9 janvier 1935¹⁸⁸, ainsi que des dizaines de meetings en province, particulièrement dans le Sud-ouest, qui manifestent leur solidarité de travailleurs envers les combattants asturiens. Une autre action de solidarité envers le prolétariat espagnol est lancée par *L'Humanité* qui appelle les cheminots à se positionner « *contre tout envoie de troupes, armes ou munitions en Espagne* »¹⁸⁹. Bien qu'on ne connaisse pas les répercussions effectives de cet appel, celui-ci est toutefois à signaler car il représente une des rares actions directes et concrètes de solidarité avec les Espagnols en lutte.

La campagne de soutien aux révolutionnaires réfugiés en France, contre les demandes d'extradition du gouvernement espagnol, est également importante comme nous l'avons vu plus haut. Les appels à la désobéissance pour la protection des exilés se multiplient.

Le soutien financier à l'insurrection espagnole, et asturienne en particulier, est aussi remarquable dans la presse française socialiste, communiste et anarchiste. *L'Humanité* appelle aux dons dès le début de l'insurrection et fait régulièrement part des recettes récoltées par le

¹⁸⁶ Marcel Cachin, « 30.000 travailleurs réunis à Buffalo », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 1

¹⁸⁷ O.R., « Les salles Bullier et Wagram, celles du Palais des Fêtes et du Casino de Montreuil n'ont pas suffi pour contenir tous les manifestants. Aussi a-t-il fallu improviser deux autres meetings, l'un rue de la Grange-aux-Belles l'autre à Courbevoie », *Le Populaire*, 25 octobre 1934, p. 1

¹⁸⁸ Pierre Besnard, « Ce soir, tous à Wagram ! », *Le Combat syndicaliste*, 9 janvier 1935, p. 1

Pierre Besnard, « Jugés par eux-mêmes », *Le Combat Syndicaliste*, 18 janvier 1935, p. 1

Sébastien Faure, « Sur les événements d'Espagne », *Le Libertaire*, 11 janvier 1935, p. 1

¹⁸⁹ « Contre tout transport de troupes, armes ou munitions en Espagne », *L'Humanité*, 13 octobre 1934, p. 1

Secours Rouge, qui aide notamment les enfants orphelins des Asturies, dans ses colonnes¹⁹⁰. Le Comité International de Défense Anarchiste publie également dans les périodiques libertaires un « *appel au monde ouvrier pour les Révolutionnaires d'Espagne* » dans le but de récolter des fonds pour venir en aide aux combattants espagnols et asturiens¹⁹¹.

Enfin, *Le Populaire* et *L'Humanité* tentent une campagne pour l'unité d'action dans la solidarité internationale entre socialistes et communistes, à l'instigation de L'Internationale communiste. Celle-ci se concrétise par l'entrevue de Bruxelles entre les dirigeants des deux partis¹⁹². Cependant cette initiative se soldera par un échec, face au refus de l'Internationale Ouvrière Socialiste (IOS) d'une dynamique d'action commune.

L'unité du prolétariat français dans la solidarité internationale avec les insurgés d'Espagne n'est donc pas entièrement réalisée dans les faits, bien qu'elle le soit dans les idées et dans la volonté de soutenir à tout prix le mouvement insurrectionnel asturien.

La répression de la Commune des Asturies apparaît donc dans la presse française de gauche comme sanglante et aveugle. Les acteurs de celle-ci représentent l'ennemi fasciste dans toute son ampleur et sa cruauté. La campagne de calomnies de la presse de droite ainsi que la censure exercée par le gouvernement donnent l'image d'une répression horrible dont il faut cacher les véritables actions à l'opinion internationale sous un flot d'informations erronées. Les arrestations en masse, les condamnations à mort et les conditions d'incarcération dans les prisons espagnoles achèvent de donner à la répression asturienne une dimension digne des plus tragiques heures de l'histoire ouvrière. La solidarité qui se manifeste si abondamment dans les organes de gauche français est le signe d'une indignation profonde envers ces méthodes répressives.

Cette représentation générale de la répression entérine celle de la droite espagnole qualifiée de fasciste par les organes de gauche, d'autant plus que celle-ci parvient à ses fins : l'échec de la Commune des Asturies. Quelles sont les causes de cet échec selon la presse française de gauche ? Quel bilan dresse-telle des dégâts de la répression ? Quelle est l'image du prolétariat espagnol et surtout asturien après la défaite de celui-ci en octobre 1934 ?

¹⁹⁰ « Le Secours Rouge soutiendra les vaillants combattants », *L'Humanité*, 26 octobre 1934, p. 3

¹⁹¹ Hem Day, « Appel au monde ouvrier pour les Révolutionnaires d'Espagne », *La Voix Libertaire*, 24 novembre 1934, p. 2

¹⁹² « Pour le soutien de l'héroïque lutte antifasciste des travailleurs d'Espagne », compte-rendu officiel de l'entrevue de Bruxelles, publié dans *L'Humanité* du 8 novembre 1934, p. 5

VI / La question de l'échec et du bilan de la Commune asturienne

A. Les causes de l'échec

1. Isolement des Asturies : échec de l'organisation de la grève générale à l'échelle nationale

Une des causes de l'échec asturien semble être l'isolement de cette insurrection par rapport au reste de l'Espagne. En effet, il y a consensus entre les différents journaux de la gauche française à ce propos.

« *Seules les Asturies ont marché à fond* » déplore *Le Populaire*¹⁹³, « *si toutes les régions espagnoles avaient répondu comme les Asturies, le bloc radicalo-clérico-agrarien aurait payé cher son audacieuse provocation* »¹⁹⁴. En effet, le Sud de l'Espagne n'a pas suivi le mouvement, « *Séville et l'Andalousie n'ont pas répondu à l'appel* »¹⁹⁵.

Mais la région qui fit le plus défaut à l'insurrection asturienne fut sans aucun doute la Catalogne : « *l'insurrection des ouvriers et paysans eut pu être maîtresse de la situation dans tout le pays si, comme cela se devait, la Catalogne fût devenue la place d'armes de la Révolution* »¹⁹⁶. La rapide défaite de l'insurrection catalane représente à elle seule une des causes de l'échec de la Commune asturienne. Les forces de la Révolution s'y trouvaient divisées alors que celles de la répression pouvaient s'unir contre les Asturies. En effet, la capitulation de Companys et de la « République catalane » est considérée par les organes français de gauche comme une trahison ayant permis à la répression de concentrer ses forces sur la région minière et ainsi de mettre fin à la Commune dans le sang.

L'isolement des Asturies est également la conséquence « *du manque de cohésion* » à l'échelle nationale¹⁹⁷. « *Le mouvement révolutionnaire eut pu l'emporter s'il avait eu un plan d'organisation et d'action* » à travers toute l'Espagne¹⁹⁸, en effet, « *la grève générale s'est réalisée par échelons, (...) elle n'a pas été déclenchée suivant un plan préétabli* »¹⁹⁹. L'échec de l'organisation de la grève générale à l'échelle nationale a donc accentué l'isolement des Asturies.

¹⁹³ André Leroux, « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 26 octobre 1934, p. 3

¹⁹⁴ André Leroux, « La lutte continue en Espagne », *Le Populaire*, 9 octobre 1934, p. 1

¹⁹⁵ André Leroux, « Les troubles en Espagne », *Le Populaire*, 8 octobre 1934, p. 1

¹⁹⁶ Le Comité central du Parti communiste français, « Gloire à la Commune des Asturies », communiqué du 2 novembre 1934, publié dans *L'Humanité* le 11 novembre 1934, p. 4

¹⁹⁷ Génold, « Les événements d'Espagne », *La Conquête du pain*, 27 octobre 1934, p. 1

¹⁹⁸ Marcel Cachin, « 30.000 travailleurs réunis à Buffalo », *L'Humanité*, 21 octobre 1934, p. 1

¹⁹⁹ André Leroux, « Les troubles en Espagne », *Le Populaire*, 8 octobre 1934, p. 1

« *Les mineurs asturiens ne pouvaient pas faire la révolution pour toute l'Espagne* »²⁰⁰. Cette affirmation de *Terre Libre* synthétise bien la pensée de la presse française de gauche : l'isolement de la région dans le mouvement insurrectionnel au bout seulement de quelques jours n'a pas permis au mouvement de s'étendre et donc de survivre.

2. Le rôle des chefs anarchistes

Nous avons déjà vu que la représentation des anarchistes espagnols à l'échelle nationale dans les organes communistes et socialistes français n'est pas favorable. En fait ceux-ci attribuent même la principale cause de l'échec de la Commune asturienne au rôle des chefs anarchistes qui n'ont pas voulu prendre part à l'insurrection dans le reste de l'Espagne, renforçant ainsi l'isolement des Asturies dont nous venons de parler.

« *L'attitude de trahison des chefs anarchistes* »²⁰¹ est dénoncée de manière virulente par *Le Populaire* et *L'Humanité* tout au long des mois d'octobre et de novembre. La position des anarchistes espagnols est qualifiée « *d'attitude abominable* »²⁰² et de trahison envers le prolétariat espagnol. « *Les anarcho-syndicalistes ont déserté la bataille* »²⁰³ et bien plus que cela, « *ils ont été les meilleurs soutiens de l'ordre* »²⁰⁴, « *passant ouvertement de l'autre côté de la barricade* »²⁰⁵. « *Non seulement ils mirent obstacle à la grève révolutionnaire, mais ils se joignirent même à la bourgeoisie* »²⁰⁶ selon *L'Humanité* qui ne tarit pas d'attaques contre la CNT et la FAI, notamment dans un article intitulé « *Les anarchistes catalans parlent... Ils déclinent toute responsabilité dans la grande lutte antifasciste d'Espagne* » publié le 5 novembre 1934. Dans cet article, l'échec du mouvement d'octobre en Espagne, et donc de la Commune asturienne, incombe presque entièrement aux chefs anarchistes qui sont accusés de défaitisme, d'inconscience et de trahison. En contrepartie, l'action du Parti communiste apparaît exemplaire.

Le rôle des anarchistes espagnols, à l'exception des Asturiens, dans l'échec de la Commune est donc sans équivoque dans la presse socialiste et communiste. Nous avons vu plus haut que les anarchistes se défendent de ces accusations de trahisons, mais ils passent également à l'offensive en attaquant les socialistes asturiens sur leur responsabilité dans l'échec de la Commune.

²⁰⁰ C. Bruno, « Révolution dans les Asturies », lettre datée du 22 octobre 1934, publiée dans *Terre Libre* en novembre 1934, p. 6

²⁰¹ « Les députés fascistes et lerrouxistes ont siégé sous la protection des mitrailleuses », *L'Humanité*, 10 octobre 1934, p. 3

²⁰² *ibid.*

²⁰³ André Leroux, « La résistance continue en Asturies », *Le Populaire*, 11 octobre 1934, p. 1

²⁰⁴ André Leroux, « La répression en Espagne », *Le Populaire*, 27 octobre 1934, p. 3

²⁰⁵ Le Comité central du Parti communiste français, « Gloire à la Commune des Asturies », communiqué du 2 novembre 1934, publié dans *L'Humanité* le 11 novembre 1934, p. 4

²⁰⁶ « Comme Hitler, Lerroux organise des camps de concentration », *L'Humanité*, 25 novembre 1934, p. 3

3. Le rôle des chefs socialistes

Outre les griefs faits aux socialistes asturiens sur la question de l'armement du peuple, dont nous avons déjà parlé, les anarchistes français reprochent à l'UGT-PSOE des Asturies leur trahison dans certaines localités où ils auraient négocié leur reddition ainsi que la fuite de leurs chefs vers l'étranger.

L'épisode de « la reddition de Sama de Langreo » fait couler beaucoup d'encre dans la presse anarchiste française. Voici un extrait de cet épisode, publié dans *Le Combat Syndicaliste*, qui rappelle cet événement :

« Le vendredi 12 [octobre], les troupes de Lopez Ochoa entrent dans Oviedo. C'est que le mercredi 10, Ossorio Gallardo est entré en contact avec des représentants de l'UGT, du parti socialiste, et de quelques partis républicains. A la suite de ces conversations, le socialiste Belarmino réunit à Sama de Langreo, plusieurs comités révolutionnaires. Il montra la révolution terminée partout ailleurs, l'inutilité de la lutte et parla d'un armistice. Les révolutionnaires demandent alors à Lopez Ochoa : un chef d'état-major comme otage (accordé), des sauf-conduits pour les membres des comités révolutionnaires (accordé), et la promesse que pourront se constituer librement des comités de paix (Lopez Ochoa promet : cela coûte si peu). En revanche Lopez Ochoa demande la déposition immédiate des armes. Et c'est pour cela que, sur la place de Sama de Langreo, 3.000 fusils seront déposés par les « révolutionnaires ». »²⁰⁷

Cet épisode de la Commune des Asturies est dénoncé avec virulence par toute la presse anarchiste française. En effet celle-ci ne conçoit pas de négociation possible avec l'ennemi fasciste et perçoit cette reddition comme une trahison de la part des socialistes : « Les véritables traîtres au prolétariat d'Espagne sont les chefs socialistes »²⁰⁸. Dans un article intitulé « *Intelligences avec l'ennemi ?* », *Terre Libre* pose une série de questions oratoires sur le thème « *est-il vrai que ... ?* », au sujet des trahisons et de la fuite des chefs socialistes à l'étranger²⁰⁹.

En effet, selon *Le Libertaire*, « pendant l'insurrection, les chefs socialistes se terraient ou fuyaient en France laissant se faire tuer sur les barricades les ouvriers qu'ils avaient dupés »²¹⁰. De même, *Le Combat Syndicaliste* rapporte que « le négociateur socialiste de la trahison est ici, à Paris, il a la vie sauve, pendant que les insurgés se débattent avec les troupes qui les massacrent »²¹¹.

Une des causes de l'échec de la Commune asturienne tient donc pour la presse anarchiste française dans la trahison des chefs socialistes. Ceux-ci auraient d'abord refusé d'armer le peuple asturien, et particulièrement les anarchistes dont ils ne voulaient pas qu'ils prennent part à l'insurrection. Ils ont ensuite été dépassés par les masses populaires qui

²⁰⁷ Paul Lapeyre, « Les Asturies au jour le jour », *Le Combat Syndicaliste*, 9 janvier 1935, p. 2

²⁰⁸ L'Union Anarchiste, « L'horrible tragédie espagnole », *Le Libertaire*, 16 novembre 1934, p. 2

²⁰⁹ S.R., « Intelligences avec l'ennemi ? », *Terre Libre*, janvier-février 1934, p. 4

²¹⁰ L'Union Anarchiste, « L'horrible tragédie espagnole », *Le Libertaire*, 16 novembre 1934, p. 2

²¹¹ L. Libermann, « Le meeting de Wagram », *Le Combat Syndicaliste*, 18 janvier 1934, p. 2

voulaient combattre, avant de négocier pour elles un armistice sans les consulter. Enfin face à la désaffection de leurs propres militants, les chefs socialistes ont fui la région et certains se sont réfugiés en France. Toutes ces accusations de la part des anarchistes français font donc porter sur l'action des chefs socialistes asturiens une lourde responsabilité.

Les causes de l'échec de la Commune des Asturies sont donc multiples et l'interprétation, la représentation de celles-ci varie profondément dans la presse française de gauche. Même si les affirmations de chacune des tendances ne sont pas contradictoires et semblent pouvoir se compléter, il n'en demeure pas moins qu'elles s'opposent frontalement sur certains points. Cependant elles redeviennent à nouveau unanimes lorsqu'il s'agit d'évoquer la question du bilan, humain et matériel, de la Commune et de sa répression.

B. Le bilan des dégâts

1. Dégâts matériels

Le bilan des dégâts matériel de la Commune des Asturies est considérable. On a vu que son évocation était associée à la première guerre mondiale et à ses destructions. Quasiment toute la région des Asturies a été soumise à un bombardement intense durant plusieurs dizaines de jours, dont informaient les organes de gauche français au jour le jour. « *Le village de Mières n'est plus que ruines et avec lui d'autre « pueblos » de la région* », constate *La Conquête du Pain*²¹², « *tous les pays offrent un aspect de désolation* »²¹³. La destruction de la ville d'Oviedo occupe une place centrale dans l'image des destructions occasionnées par la Commune. En effet, la presse énumère les édifices brûlés ou détruits : « *Les maisons sautent, la cathédrale est en feu, le lycée est détruit* »²¹⁴, « *l'Université a été à moitié détruite* »²¹⁵, « *le théâtre Campoamor n'est plus qu'un monticule de fers tordus et de cendres, (...) le Palais du tribunal a été détruit à la dynamite, (...) dans le centre et dans les quartiers, tout a été détruit* »²¹⁶. La responsabilité dans le bilan de ces destructions n'est pas clairement établie. La presse espagnole de droite, qui sert de source d'information aux périodiques français de gauche, accuse les révolutionnaires d'avoir commis toutes ces destructions, tandis que *Le Populaire*, *L'Humanité* et les journaux anarchistes en font reposer la faute sur les bombardements. Selon

²¹² Génold, « Les événements d'Espagne », *La Conquête du Pain*, 27 octobre 1934, p. 1

²¹³ « Parmi les ruines des Asturies », *Le Populaire*, 5 novembre 1934, p. 3

²¹⁴ C. Bruno, « Révolution dans les Asturies », lettre datée du 22 octobre 1934, publiée dans *Terre Libre* en novembre 1934, p. 6

²¹⁵ André Leroux, « Les troubles en Espagne », *Le Populaire*, 25 octobre 1934, p. 3

²¹⁶ « Parmi les ruines des Asturies », *Le Populaire*, 5 novembre 1934, p. 3

eux, les révolutionnaires auraient la plupart du temps incendié des édifices déjà détruits par l'aviation.

Les premiers travaux de reconstruction de la région sont également évoqués dans notre corpus. En effet « *Oviedo doit être presque entièrement reconstruite* » d'après *Le Populaire*²¹⁷ qui annonce dans un autre article que le ministre des travaux publics s'est rendu sur place²¹⁸. *L'Humanité* nous informe également que « *les travaux de déblaiement de l'entrée du port d'Avilès continuent* », en effet, « *les révolutionnaires avaient coulé à l'entrée du port le vapeur Agadir pour empêcher le débarquement des troupes venues par mer* »²¹⁹.

La représentation des dégâts matériels apparaît comparable à un bilan de guerre et la presse française insiste sur cet aspect afin de faire ressortir l'ampleur de la férocité de la répression qui s'est abattue sur la Commune asturienne. A ce titre le bilan humain de l'insurrection dépasse encore les destructions par le caractère tragique qui lui est attaché.

2. Dégâts humains

Le bilan humain de l'épisode révolutionnaire asturien semble très lourd dans la presse française de gauche. Les chiffres sont très variables et on ne connaît pas exactement le nombre final de morts, ni celui des prisonniers. Les bombardements ainsi que les exécutions sommaires rendent le décompte des victimes du côté révolutionnaire difficile, tandis que le nombre de morts du côté des militaires et de la garde civile est minimisé par les dépêches officielles et aucun chiffre total n'est avancé. Tout au long des mois d'octobre et de novembre, *Le Populaire* et *L'Humanité* font état de corps retrouvés dans tel ou tel village, sous tel obus ou dans telle fosse, du nombre de victimes de telle ou telle attaque, de part et d'autre. Nous avons pu voir dans le chapitre précédent combien la place consacrée à l'évocation des massacres était importante. Les chiffres globaux semblent être très élevés, et peuvent varier du simple au double selon les sources. Toutefois, *L'Humanité* parle d'« *hécatombe lerrouxiste* »²²⁰. *Le Populaire* titre à la une son article sur l'Espagne : « *Plus de deux mille révolutionnaires morts et trois mille blessés dans les Asturies !* »²²¹. Le quotidien communiste avance le nombre de 60.000 prisonniers dans toute l'Espagne dont au moins 5.000 dans les Asturies²²². *La conquête du Pain*, qui reproduit un article du *Réveil* de Genève

²¹⁷ *ibid.*

²¹⁸ « la répression en Espagne », *Le Populaire*, 30 octobre 1934, p. 3

²¹⁹ « Lerroux obligé de dénoncer le défaitisme », *L'Humanité*, 31 octobre 1934, p. 3

²²⁰ « L'héroïque résistance des mineurs asturiens », *L'Humanité*, 19 octobre 1934, p. 3

²²¹ André Leroux, « Plus de deux milles révolutionnaires morts et trois milles blessés dans les Asturies ! », *Le Populaire*, 2 novembre 1934, p. 1

²²² « Lerroux obligé de dénoncer le défaitisme », *L'Humanité*, 31 octobre 1934, p. 3

donne les nombres de « *six mille morts et cinquante mille prisonniers* »²²³ dans toute l'Espagne. Le bilan propre aux Asturies dépasse celui de toutes les autres régions en terme de prisonniers mais surtout en terme de morts. En effet la « pacification » des légionnaires appuyés par les bombardements semble avoir fait un nombre de morts incalculable d'après la presse de gauche.

La représentation du bilan matériel et humain de la Commune semble donc mettre d'accord les trois tendances idéologiques de notre corpus : celui-ci est d'une ampleur exceptionnelle. La région est dévastée, des routes de campagnes aux centres des grandes villes, et sa population est profondément meurtrie par la perte des dizaines de milliers d'habitants, morts ou emprisonnés. La représentation dans la presse française de gauche est tragique (le mot est d'ailleurs employé à maintes reprises). Cependant l'espoir semble être toujours là, l'espoir d'une reprise de la lutte dans les plus brefs délais, ou à plus long terme.

C. Un prolétariat toujours en lutte

Les organes de la presse française de gauche représentent le prolétariat espagnol, et même le prolétariat asturien, à la fin des événements d'octobre, comme une force toujours en lutte. Cela se manifeste en deux temps : tout d'abord un esprit de revanche semble animer une partie de celui-ci emmené par la CNT ; puis cela se transforme en l'espoir d'une renaissance du mouvement.

1. Esprit de revanche : mobilisation espagnole contre la répression des Asturies

Le prolétariat espagnol en général et asturien en particulier semble être animé d'une volonté de revanche sur ses ennemis. Celle-ci se manifeste notamment par la mobilisation contre la répression à travers toute l'Espagne. Dans la presse française de gauche, l'idée de revanche naît dès le début du mois de novembre. André Marty conclut son article de première page dans *L'Humanité* du 5 novembre : « *La Commune des Asturies aura sa revanche* ». Même si dans un premier temps cette perspective peut apparaître comme éloignée, deux jours plus tard, le quotidien communiste annonce que « *la CNT anarchiste déclare la grève générale contre l'exécution des sentences capitales* », et pense « *que le prolétariat espagnol se lèvera contre les condamnations à mort* »²²⁴. Le lendemain, *Le Populaire* sous-titre à son tour son article sur l'Espagne « *L'ordre de grève lancé par la Confédération nationale du travail a été suivi surtout en Catalogne, à Séville et à Saragosse* ». La mobilisation contre la répression représente dans la

²²³ « Espagne », *La Conquête du Pain*, 21 décembre 1934

²²⁴ André Marty, « En dépit des massacres, les ouvriers des Asturies luttent toujours », *L'Humanité*, 7 novembre 1934, p. 1

presse française de gauche un premier espoir de revanche et la possibilité d'une nouvelle lutte. Dès le 2 novembre, *L'Humanité* nous fait part des « *craintes de Lerroux* » concernant le développement d'un nouveau mouvement social dans l'hypothèse de l'exécution des peines capitales²²⁵. Même si les quotidiens socialiste et communiste fustigent l'attitude de la CNT espagnole, qui déclenche une grève générale « *un mois après !...* », après avoir « *trahi le peuple catalan et les malheureux paysans sans terre d'Andalousie et de Valence* », l'initiative d'une mobilisation nationale contre la répression ne leur déplaît pas : « *Le mal qui a été fait ne peut être réparé, mais l'unité d'action doit mener le prolétariat espagnol à la victoire* » conclut *L'Humanité*²²⁶. Les périodiques anarchistes français placent bien entendu tous leurs espoirs dans cette grève générale, « *en attendant la revanche ...* »²²⁷. Mais pour leur part, l'unité d'action ne semble pas envisageable après les événements d'octobre, tant en Espagne que dans les Asturies : « *Au lendemain de la débâcle socialiste d'octobre dernier, nous nous tournons tous vers notre organisation-sœur d'au-delà des Pyrénées. L'action, maintenant, est à la CNT. (...) Les socialistes et les communistes n'y participeront pas. Tant mieux.* »²²⁸

Cet espoir en la mobilisation contre la répression dans la presse française de gauche, même si elle ne se manifeste pas de la même manière selon les organes, marque un nouveau tournant dans la représentation de la Commune. Après le choc de la répression et du bilan des dégâts, s'ouvre un espace d'espoir en la renaissance d'un mouvement de lutte.

2. *Espoirs de renaissance d'un mouvement de lutte*

« *Après 1871, il a fallu, en France, environ une dizaine d'années pour que le mouvement ouvrier puisse se retrouver et reprendre sa marche ascendante. En Espagne, on a l'impression que les réserves révolutionnaires sont loin d'être épuisées* » ; le ton est donné par *Le Populaire* dès le 5 novembre²²⁹. Deux jours plus tôt, *L'Humanité* annonçait déjà « *la crainte de nouveaux troubles au cas où les exécutions seraient trop nombreuses* », déclenchant alors « *un nouvel assaut [que] la bourgeoisie et les fédéraux craignent comme la mort* »²³⁰.

L'espoir d'une renaissance d'un mouvement révolutionnaire le plus tôt possible se développe alors très vite dans les organes français de gauche. Les interviews témoignant de l'activité révolutionnaire des Asturies et de l'Espagne se multiplient, en positif (pour les

²²⁵ « *Lerroux, inquiet, prépare de nouveaux moyens de répression* », *L'Humanité*, 2 novembre 1934, p. 3

²²⁶ André Marty, « *En dépit des massacres, les ouvriers des Asturies luttent toujours* », *L'Humanité*, 7 novembre 1934, p. 1

²²⁷ L'Union Anarchiste, « *Les événements d'Espagne et le rôle des anarchistes* », *Le Libertaire*, 30 novembre 1934, sous-titre de la deuxième page.

²²⁸ A Schapiro, « *Bilan du passé ou budget d'avenir ?* », *Le Combat Syndicaliste*, 9 janvier 1935, p. 1

²²⁹ André Leroux, « *Oviedo, la «ville martyre» devra être entièrement reconstruite* », *Le Populaire*, 5 novembre 1934, p. 1

²³⁰ « *Autour de Mières les mineurs résistent toujours !* », *L'Humanité*, 3 novembre 1934, p. 1

révolutionnaires) ou en négatif (pour les conservateurs) : *L'Humanité*, produit le 16 novembre, dans un article intitulé « *Par l'unité d'action, aidons nos frères d'Espagne à organiser la revanche* », le témoignage d'un des « *dirigeants radicaux et fascistes* » qui déclare : « *Nous venons d'assister, ici, à une véritable révolution, dont on n'a pas compris à l'étranger, toute l'importance ni l'étendue. Elle n'est pas encore définitivement terminée : le péril existe toujours et peut renaître* ». De même, le lendemain un correspondant du *Temps*, repris par *L'Humanité*, écrit : « *Beaucoup d'Espagnols sont loin de penser que tout est fini. Ils remarquent que l'état de guerre dure encore* »²³¹. Le quotidien socialiste se pose même la question de « *la reprise des hostilités* » et d'une possible « *nouvelle vague révolutionnaire* »²³². Dans le même registre d'optimisme révolutionnaire, *La Conquête du Pain* prévoit « *de nouvelles explosions* » en Espagne dans peu de temps²³³. L'expression d'« *effervescence des masses* », revient régulièrement dans les colonnes socialistes, communistes ou anarchistes. « *L'esprit révolutionnaire est encore vif dans les masses populaires* » déclare le gouverneur des Asturies, repris dans *L'Humanité*.

L'espoir d'un renouveau de la lutte est donc bien présent dans la presse française de gauche. Il se focalise tout d'abord sur la mobilisation contre la répression puis se consolide à partir des nombreux témoignages qui attestent du souffle révolutionnaire qui anime encore le peuple espagnol. L'évocation de cette renaissance éventuelle du mouvement, même si elle retombe assez rapidement et ne prend à aucun moment un caractère réellement concret, renforce la représentation d'un prolétariat espagnol héroïque toujours en lutte. Celui-ci ne s'avoue jamais vaincu, malgré les dissensions qui le divisent et la répression qui a causé d'énormes dégâts humains et matériels.

²³¹ « Les insurgés asturien résistent toujours dans les montagnes », *L'Humanité*, 17 novembre 1934, p. 3

²³² *ibid.*

²³³ « Espagne », *La Conquête du Pain*, 21 décembre 1934

CONCLUSION

Il ressort de ce travail que la représentation de la Commune asturienne dans la presse française de gauche dépend avant tout de l'idéologie propre à chacun des organes analysés. L'analyse que nous avons menée montre que leur positionnement est déterminé par deux éléments : le contexte immédiat, décisif, mais aussi des héritages de plus longue durée qui ont façonné les cultures politiques de chacune de ces forces et expliquent les clivages qui persistent entre elles.

Il a été essentiel en effet dans cette étude de tenir compte du poids du contexte international et national pour comprendre la lecture qui est faite de l'insurrection asturienne. La montée du péril fasciste incite dès l'année 1934 les forces de la gauche européenne à amorcer un rapprochement entre elles afin d'unir leurs efforts. L'abandon progressif par l'Internationale Communiste de la tactique classe contre classe est l'un des signes de cette volonté de collaboration. L'éclatement de la Commune asturienne conforte donc les choix stratégiques qui sont en train de se mettre en place.

En même temps, le contexte national, tant espagnol que français, pousse à se mobiliser pour lutter contre le fascisme. En Espagne, le fait que la République soit contrôlée à la suite des élections législatives de 1934 par la droite et notamment par la CEDA de Gil-Robles, crée les conditions d'un affrontement entre forces fascistes et révolutionnaires. Dans le même temps, la France est elle-même menacée par la montée de l'extrême-droite et connaît une crise politique.

L'intérêt de cette étude aura été toutefois de montrer que dans cette conjoncture la révolte asturienne apparaissait presque comme un cas d'école. L'Espagne fait toujours figure dans l'Europe des années 1930 de pays archaïque sur le plan économique. Le prolétariat

agricole et ouvrier y est assujetti à une classe dominante toute puissante. Les réformes mises en place par la République à partir de 1931 ont en outre approfondi les clivages dans une société écartelée entre Révolution et Contre-Révolution. Les partis et centrales syndicales de gauche sont donc particulièrement actifs en Espagne, notamment l'anarcho-sydicalisme représenté par la CNT. Il existe dans ce pays un potentiel révolutionnaire qui va trouver à s'exprimer à l'automne 1934 à la faveur du rapprochement entre l'UGT, le PCE et les anarchistes.

L'autre intérêt de cette étude aura été de mettre en évidence comment la représentation de l'insurrection asturienne se détache de celle de l'insurrection espagnole d'octobre 1934. La Commune ajoute à la lutte politique antifasciste des revendications sociales et révolutionnaires dans un mouvement unitaire de changement profond de la société. L'épisode asturien est par là exceptionnel par sa portée : il est d'une grande actualité dans la mesure où il incarne le combat antifasciste des années 1930 ; en même temps, il tente de réaliser le vieil idéal du socialisme révolutionnaire. Les combats de la gauche, d'hier et d'aujourd'hui, se trouvent donc réunis en lui.

On comprend dans ces conditions que la Commune espagnole suscite l'enthousiasme au-delà des Pyrénées. Mais elle donne en même temps l'occasion de se déchirer. Les vieilles querelles qui opposent les forces de gauche entre elles resurgissent en effet, montrant combien le front antifasciste est conjoncturel et fragile. Ces divisions sont apparues notamment dans l'étude portant sur les acteurs du mouvement. La vision des socialistes et des communistes s'oppose ici à celle que donnent les anarchistes français. Les premiers dénigrent le rôle des anarchistes asturiens tandis que les seconds attaquent les socialistes auxquels ils reprochent leur mollesse révolutionnaire. Le rôle des communistes crée le consensus entre socialistes et anarchistes, unanimes à constater la faiblesse du PCE, et donne l'occasion de mesurer l'importance de la propagande dans *L'Humanité*. Ces divisions sont encore plus fortes quand il s'agit pour la presse d'aborder la question des réalisations de la Commune. La prégnance des références idéologiques est évidente ici : là où les communistes voient la mise en place d'une « République socialiste des ouvriers, paysans et soldats » dans la lignée de la révolution bolchévique, les anarchistes se félicitent de la proclamation du communisme libertaire.

Le traitement réservé à la question de l'échec de la Commune est particulièrement intéressant. On y retrouve l'ensemble des thématiques énoncées. Cet échec permet en effet de renforcer le front antifasciste qui s'est constitué, à travers la dénonciation de la répression et de ses acteurs. L'armée répressive, composée de légionnaires et de gardes civils, est représentée comme barbare, sanguinaire et sans humanité aucune dans ses méthodes et ses

finalités. Les massacres et les destructions ainsi que les peines capitales infligées aux insurgés sont l'occasion d'une levée de boucliers générale dans la presse de gauche française, toutes idéologies confondues. Mais en même temps, la question de l'échec ravive les discordes. Les socialistes et communistes accusent les chefs anarchistes espagnols d'être restés en retrait de l'insurrection dans le reste de l'Espagne ; les anarchistes accusent les chefs socialistes asturiens d'avoir négocié la reddition d'une partie des révolutionnaires sans les consulter avant de fuir à l'étranger pour certains d'entre eux. Dans ce concert qui tourne au règlement de compte, l'accord se fait sur un seul point : la Commune asturienne a échoué à cause de son isolement. En même temps, l'épisode asturien a représenté un événement à ce point unique qu'il continue à susciter l'espoir parmi la gauche française : on espère une renaissance du mouvement espagnol, qui trouve son origine dans la mobilisation contre la répression et l'exécution des peines capitales.

La représentation de la Commune asturienne oscille donc entre unité et opposition selon les sujets abordés. Les idéologies en présence, malgré l'ennemi commun représenté ici par le fascisme, s'opposent parfois violemment sur les questions qui constituent le fondement même de leur identité politique et les différencient entre elles. Les divergences entre ces idéologies ressortent sur les problèmes de méthodes révolutionnaires, de la prise de pouvoir ou non, de l'organisation des masses par un parti ou non. On constate en fait que les représentations de la Commune asturienne se divisent sur les sujets « offensifs », les thèmes où il est question de construire quelque chose de nouveau, de mettre en place une organisation nouvelle ; en un mot les thèmes révolutionnaires au sens strict. En revanche, et c'est là que réside l'unité de ces trois idéologies de gauche, les représentations des ennemis de la Commune et de leurs actes sont tout à fait unanimes et s'enrichissent même les unes les autres. Sur les questions « défensives » de lutte contre le fascisme, de destruction du capitalisme et de la société bourgeoise, les organes de presse français adoptent les mêmes positionnements.

La représentation de cet événement révolutionnaire repose donc sur une dualité permanente : d'un côté divergences sur les thèmes positifs et offensifs, de l'autre unité sur les thèmes négatifs et défensifs. Cette dynamique contradictoire semble essentielle dans l'analyse de l'unité de la gauche et de ses difficultés à construire au début des années 1930 un front unique contre le fascisme en Espagne, en France et en Europe, avant l'arrivée tardive des Fronts Populaires.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I / SOURCES

- **Collections de presse :**

- *L'Humanité*, la période du 1^{er} septembre au 30 novembre 1934 a été dépouillée, soit 91 numéros dont nous en avons extrait environ les deux tiers, soit 127 articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *Le Populaire*, la période du 1^{er} septembre au 30 novembre 1934 a été dépouillée, soit 91 numéros dont nous en avons extrait environ les deux tiers, soit 103 articles pour les soumettre à notre analyse.
- *Le Combat Syndicaliste*, la période du 7 septembre 1934 au 29 mars 1935 a été dépouillée, soit 30 numéros dont nous en avons extrait onze, soit 17 articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *Le Libertaire*, la période du 5 septembre 1934 au 29 mars 1935 a été dépouillée, soit 19 numéros dont nous en avons extrait neuf, soit 12 articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *Terre Libre*, la période de juillet 1934 à mars 1935 a été dépouillée, soit 12 numéros dont nous en avons extrait six, soit 17 articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *La Conquête de Pain*, la période du 13 octobre au 28 décembre 1934 a été dépouillée, soit les numéros 1 à 12 dont nous en avons extrait sept, soit 9 articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *La Patrie Humaine*, la période du 7 septembre au 28 décembre 1934 a été dépouillée, soit 17 numéros dont nous en avons extrait deux, soit deux articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *La Révolution Prolétarienne*, la période du 25 septembre au 25 décembre 1934 a été dépouillée, soit 4 numéros dont nous en avons extrait deux, soit deux articles, pour les soumettre à notre analyse.
- *L'En-Dehors*, la période de mi-1934 à mi-1935 a été dépouillée, soit une trentaine de numéros dont nous n'en avons extrait qu'un seul, soit un article, pour le soumettre à notre analyse.
- *Spartacus*, nous avons dépouillé l'unique numéro consultable du 24 décembre 1934, numéro double spécial Espagne, avec 9 articles, que nous avons soumis à notre analyse.

- **Ouvrage à caractère de source :**

GROSSI Manuel, L'insurrection des Asturies. Quinze jours de révolte socialiste, EDI, Paris, 1972

II / BIBLIOGRAPHIE

- **Instrument de travail :**

AMALRIC Jean-Pierre, BENNASSAR Bartolomé, PEREZ Joseph, TEMIME Emile, Lexique historique de l'Espagne, Armand Colin, 1976

- **Ouvrages généraux sur l'Espagne contemporaine :**

BRODER Albert, CHASTAGNARET Gérard et TEMIME Emile, Histoire de l'Espagne contemporaine, Aubier, 1979.

DULPHY Anne, Histoire de l'Espagne de 1814 à nos jours, Armand Colin, Paris, 2005

- **Ouvrages sur la II^{ème} République espagnole :**

BROUE Pierre, La révolution espagnole (1931-1939), Flammarion, Paris, 1973

JACKSON Gabriel, The Spanish Republic and the civil war, 1931-1939, Princeton University Press, Princeton, 1965

- **Ouvrages sur la vie politique espagnole :**

ARTOLA Miguel, Partidos y programas políticos, vol I : *Los partidos políticos*, Alianza Editorial, Madrid, 1991

Sur le PSOE : JULIA Santos, Los socialistas en la política española (1879-1982), Editions Taurus, Madrid, 1997

Sur le PCE : HEMET Guy, Les communistes d'Espagne, étude d'un mouvement politique clandestin, Armand Colin, Paris, 1971

Sur l'anarchisme : BECARUD Jean, LAPOUGE Gilles, Anarchistes d'Espagne, Balland, Paris, 1970

LORENZO César M., Les anarchistes espagnols et le pouvoir 1868-1969, Seuil, Paris, 1969
Ouvrage réédité sous le titre Le mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale, Les Editions libertaires, Toulouse, 2006.

- **Ouvrages sur la France des années 1930 :**

BORNE Dominique, DUBIEF Henri, *La crise des années 30 (1929-1938)*, Seuil, Paris, 1989

BERSTEIN Serge, *La France des années 30*, Armand Colin, « Coursus », Paris, 1988

BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, Gallimard-Julliard, Paris, 1975

BONNEFOUS Edouard, *Histoire politique de la III^{ème} République*, t. 1 : *La République en danger, des ligues au Front Populaire (1930-1936)*, PUF, Paris, 1962

MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Seuil, Paris, 1984

BRUNET Jean-Paul, *Histoire du PCF*, PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1982

LEFRANC Georges, *Le Mouvement socialiste sous la Troisième République*, t. 2 : *De 1920 à 1940*, Payot, Paris, 1977

MAITRON Jean, *Le Mouvement anarchiste en France*, t. 2 : *De 1914 à nos jours*, Maspero, Paris, 1975

- **Ouvrages sur la presse française :**

BELLANGER Claude (dir.), *Histoire générale de la presse française*, t. 3 : *De 1871 à 1940*, Presses Universitaires de France, Paris, 1972.

BIANCO René, *Un siècle de presse anarchiste d'expression française 1880 – 1983*, thèse d'Etat soutenue à Aix-Marseille I (dir. E. Témime), 1987

- **Ouvrages sur les Asturies :**

BARRIO ALONSO Angeles, *Anarquismo y anarcosindicalismo en Asturias (1890/1936)*, Siglo veintiuno de España, Madrid, 1988.

MATEO del PERAL (et alii.), *Historia de Asturias*, t.8 : *Edad contemporánea I de la caída del antiguo regimen a la guerra civil*, Ayalga, Oviedo, 1977.

RUIZ David, *El movimiento obrero en Asturias*, Júcar, Madrid - Gijón, 1979

SHUBERT Adrian, *The road to revolution in Spain: the coal miners of Asturias 1860-1934*, University of Illinois Press, Urbana, 1987

- **Ouvrage sur octobre 1934 en Espagne :**

Actes du colloque *Octubre 1934 : cincuenta años para la reflexión*, éditions Siglo veintiuno de España, Madrid, 1985

- **Ouvrages sur l'insurrection asturienne :**

MOLINS i FÁBREGA, *UHP : La insurrección proletaria de Asturias*, Júcar, Madrid - Gijón, 1977

TAIBO II Paco Ignacio, *Asturias 1934*, in *Crónica General de España*, Júcar, Madrid - Gijón, 1984

In *Octubre 1934 : cincuenta anos para la reflexión*, éditions Siglo veintiuno de España, Madrid, 1985 :

BAYERLEIN Bernhard, *El significado internacional de octubre de 1934 en Asturias. La comuna asturiana y el Komintern.*

GIRON Jose, *Asturias, octubre de 1934 : el fracaso de un intento de alianza electoral entre socialistas y comunistas.*

OJEDA German, *La crisis economica asturiana de los años 30.*

SHUBERT Adrian, *Entre arboleya y comillas. El fracaso del sindicalismo catolico en Asturias.*

TAIBO II Paco Ignacio, *Las diferencias asturianas.*

VASQUEZ GARCIA Juan Antonio, *El contexto económico de octubre del 34 en Asturias : la industria hullera.*

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
-------------------	---

CHAPITRE 1

La Commune des Asturies : un évènement régional aux résonances nationales et internationales de grande ampleur

I / Un sujet à la croisée de l'histoire politique espagnole et française.....	6
A. L'Espagne en 1934.....	6
B. Le contexte en France en 1934.....	13
C. La presse française de gauche de l'entre-deux-guerres : présentation des sources...	14
II / La commune des Asturies dans l'insurrection espagnole d'octobre 1934.....	18
A. L'Espagne : un pays retardataire.....	18
B. Une lutte antifasciste et unitaire : des convergences dans les représentations du sens de l'évènement... ..	20
C. ... aux divergences	23
D. Analyse statistique : la place de la commune des Asturies dans l'information relative aux évènements d'Espagne d'octobre 1934.....	26
E. Aux origines de l'information : les sources des journaux français.....	28

CHAPITRE 2

Les représentations des révolutionnaires en lutte pour une nouvelle société : une Commune dans les Asturies

III / Représentations dans la presse française de gauche des acteurs de la commune des Asturies.....	31
A. Les socialistes asturiens.....	31
B. Les communistes asturiens.....	34
C. Les anarchistes asturiens.....	36
D. Le peuple asturien : paysans, femmes, enfants.....	38

IV / Les réalisations de la Commune des Asturies.....	42
A. L'insurrection armée et la mise en place d'une armée révolutionnaire.....	42
B. La mise en place du « communisme libertaire » et de la « république socialiste des ouvriers, paysans et soldats »	44
C. L'organisation et la discipline révolutionnaires.....	47

CHAPITRE 3

La fin de l'épisode révolutionnaire : de l'évocation de la répression à l'heure des bilans

V / La répression de la Commune asturienne.....	50
A. Les acteurs de la répression : la Garde Civile et la Légion étrangère.....	50
B. Les calomnies et la censure.....	53
C. Les arrestations et les condamnations à mort.....	54
D. Comparaisons avec d'autres répressions historiques.....	57
E. La solidarité internationale.....	59
VI / La question de l'échec et du bilan de la Commune asturienne.....	61
A. Les causes de l'échec.....	61
B. Le bilan des dégâts.....	64
C. Un prolétariat toujours en lutte.....	66
CONCLUSION.....	69
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	72
TABLES DES MATIERES.....	76
ANNEXES.....	78

ANNEXES

TABLE DES ANNEXES

- Annexe 1 : Carte des Asturies, d'après Manuel Grossi, *L'insurrection des Asturies*, EDI, Paris, 1972.....p. I
- Annexe 2 : Histogramme du nombre de colonnes consacrées aux évènements d'Espagne et aux Asturies dans *L'Humanité* d'octobre et de novembre 1934.....p. II
- Annexe 3 : Histogramme du nombre de colonnes consacrées aux évènements d'Espagne et aux Asturies dans *Le Populaire* d'octobre et de novembre 1934.....p. II
- Annexe 4 : Histogramme du nombre de photos sur les évènements d'Espagne dans *L'Humanité* en octobre et novembre 1934.....p. III
- Annexe 5 : Histogramme du nombre de photos sur les évènements d'Espagne dans *Le Populaire* en octobre et novembre 1934.....p. III
- Annexe 6 : André Leroux, « Vive la Commune glorieuse des Asturies ! », *Le Populaire*, 13 octobre 1934.....p. IV
- Annexe 7 : André Leroux, « Sanglante répression en Espagne », *Le Populaire*, 17 octobre 1934.....p. V
- Annexe 8 : « Parmi les ruines des Asturies », *Le Populaire*, 5 novembre 1934.....p. VI
- Annexe 9 : « Les députés fascistes et lerrouxistes ont siégé sous la protection des mitrailleuses », *L'Humanité*, 10 octobre 1934.....p. VII
- Annexe 10 : André Marty, « Premiers enseignements », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934.....p. VIII
- Annexe 11 : « La République socialiste des ouvriers, paysans et soldats », *L'Humanité*, 1^{er} novembre 1934.....p. IX
- Annexe 12 : L'Union Anarchiste, « Les évènements d'Espagne et le rôle des anarchistes » *Le Libertaire*, 30 novembre 1934.....p. X
- Annexe 13 : C. Bruno, « Lettre d'Espagne à la rédaction de Terre Libre », *Terre Libre*, novembre 1934.....p. XI
- Annexe 14 : « Asturies », *Terre Libre*, janvier-février 1934, (« Un manifeste de la FAI », « Les femmes Asturiennes dans la révolution » de K. Lina, « Billet clandestin d'un prisonnier », et « Intelligences avec l'ennemi ? » de S.R.).....p. XII